

BRIGADES ÉDITORIALES DE SOLIDARITÉ

SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE



n° 23 – 5 septembre 2023

page*2:
Editions Page deux

SYLÉPSE



SPARTACUS



RED UTOPIA ROJA



coll'ère
TEMPS

NewPolitics

Entre les lignes entre les mots



LES utopiques
CHANGER DE RÉFLEXIONS

À l'encontre
La Bièvre

Brigades éditoriales de solidarité

Les Brigades éditoriales de solidarité ont été créées au lendemain de l'agression de la Russie poutinienne contre l'Ukraine. Elles regroupent les éditions Syllepse (Paris), Page 2 (Lausanne), M (Montréal), Spartacus (Paris) et Massari (Italie), les revues *New Politics* (New York), *Les Utopiques* (Paris) et *ContreTemps* (Paris), les sites *À l'encontre* (Lausanne) et *Europe solidaire sans frontières*, les blogs *Entre les lignes entre les mots* (Paris) et *Utopia Rossa*, ainsi que le Centre Tricontinental (Louvain-la-Neuve) et le Réseau syndical international de solidarité et de luttes.

À l'encontre: <https://alencontre.org/>

Centre Tricontinental: www.cetri.be/

ContreTemps: lesdossiers-contretemps.org

Éditions Page 2: <https://alencontre.org/>

Éditions Spartacus: www.editions-spartacus.fr

Éditions Syllepse: www.syllepse.net

Massari Editore, www.massarieditore.it

Entre les lignes, entre les mots: <https://entrelignesentrelesmots.blog/>

Europe solidaire sans frontières: www.europe-solidaire.org

Les Utopiques: lesutopiques.org

M Éditeur: <https://m-editeur.info/>

New Politics: newpol.org/

Réseau syndical international de solidarité et de luttes: laboursolidarity.org

Utopia Rossa: <http://utopiarossa.blogspot.com>



5 SEPTEMBRE 2023

ISBN: 979-10-399-0186-4

ÉDITIONS SYLLEPSE

69, RUE DES RIGOLES, 75020 PARIS

Illustration de couverture: © Natacha Nisic, *Breaking Dreams, Breaking Lives*, mars 2022, The Crown Project.

TABLE DES MATIÈRES

RENDRE L'UKRAINE PLUS PROCHE

LAURENT VOGEL

5

MARIOUPOL EN GRÈVE LE 10 SEPTEMBRE

APPEL A ÉTÉ LANCÉ PAR UN COMITÉ DE
COORDINATION CLANDESTIN

8

MARIOUPOL: CHRONIQUE D'ÉTÉ D'UNE VILLE OCCUPÉE

9

JOUR DE L'INDÉPENDANCE

DÉCLARATION DU MOUVEMENT SOCIAL

15

LIBÉREZ MAKSYM BUTKEVYTCH

ENTRETIEN AVEC OLEKSANDR
BUTKEVYCH, LE PÈRE DE MAKSYM
PROPOS RECUEILLIS PAR LES BRIGADES ÉDITORIALES
DE SOLIDARITÉ

17

22 AOÛT 2023 PROCÈS EN APPEL

DE MAKSYM BUTKEVYCH

EXTRAITS DU COMPTE RENDU RETRANSMIS EN DIRECT
DE LA SALLE D'AUDIENCE PAR MEDIA ZONA

23

ÉCLAIRAGES

POURQUOI LA RÉVOLUTION UKRAINIENNE
EST-ELLE IMPORTANTE POUR LA GAUCHE
ET L'HISTOIRE DÉMOCRATIQUE?

VLADYSLAV STARODUBTSEV

30

SUR LA TRADITION SOCIALISTE UKRAINIENNE

CHRISTOPHER FORD

33

3 OCTOBRE 1989: GRÈVE GÉNÉRALE À LVIV

ENTRETIEN AVEC ANDRIY SOKOLOV

35

UN FÉMINISME DANS LA GUERRE

BILKIS, UN FÉMINISME SOLIDAIRE
PROPOS RECUEILLIS PAR PATRICK LE TRÉHONDAT

41

MARIAGE À LA KHARKIV PRIDE

44

PENDANT LA GUERRE LA LUTTE CONTINUE

« GÉRER ET CONTRÔLER LES
HÔPITAUX, C'EST POSSIBLE »

PATRICK LE TRÉHONDAT

46

ASSEMBLÉE CONSTITUTIVE DU MOUVEMENT
MÉDICAL SOIS COMME NINA

48

INÉGALITÉ DES SALAIRES ET DES CONDITIONS DE
TRAVAIL DES INFIRMIÈRES ET DES MÉDECINS

49

LES INSPECTIONS DU TRAVAIL SONT UNE
NÉCESSITÉ URGENTE POUR L'UKRAINE

VITALY DUDIN

50

BULLETIN D'INFORMATION SYNDICALE

55

LES GRUTIERES SONT DÉPOURVUS DE PROTECTION

ENTRETIEN AVEC LUBOMYR

56

BRÈVES

61

PENDANT LA LUTTE LA GUERRE CONTINUE

PATRICK SILBERSTEIN

65

PRISES DE POSITION

LETTRE OUVERTE À NOS CAMARADES DE DSA:
POUR UN ANTI-IMPÉRIALISME CONSÉQUENT

68

MÊME EN PLEINE GUERRE, L'AVENIR
ÉNERGÉTIQUE DE L'UKRAINE EST EN JEU

SIMON PIRANI

70



L'UKRAINE ET L'ORDRE MONDIAL

JOHN FEFFER

75

« SI NOUS VOULONS COMPRENDRE L'EXTRÊME DROITE
AU 21^E SIÈCLE, NOUS DEVONS REGARDER LA RUSSIE »

ENTRETIEN AVEC ILIA BUDRAITSKIS

81

BOÎTE ALERTE

LE ROMAN FONDATEUR DES LETTRES

ET DE L'IDENTITÉ UKRAINIENNES:

LES CHEVAUX DE FEU DE MYKHAÏLO KOTSIUBYNSKY

VLADIMIR CLAUDE FIȘERA

88

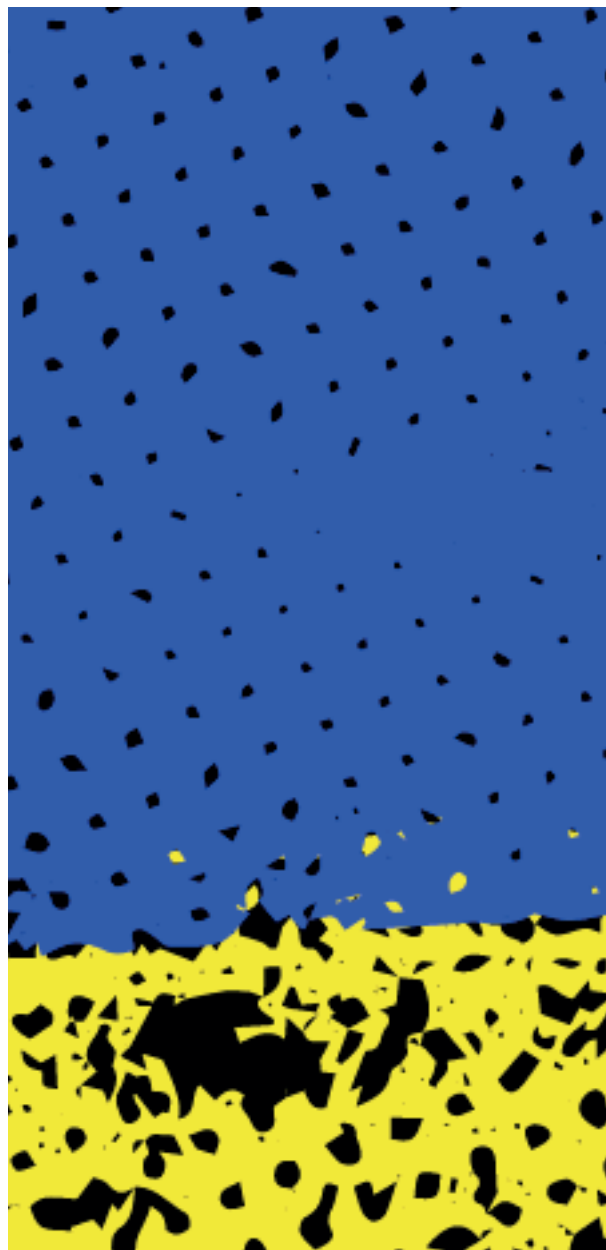
SHALIYTE, SHALIYTE, SKAZHENY KATI!

SOTSIALNY RUKH

90

IMAGES D'HIER... ET D'AUJOURD'HUI

91



Rendre l'Ukraine plus proche

LAURENT VOGEL¹

Le 24 août a constitué un double anniversaire pour l'Ukraine: 32 ans de la proclamation de l'indépendance et 18 mois de l'invasion à grande échelle par l'armée russe. Ces dix-huit mois ont déjà laissé un bilan tragique pour le peuple ukrainien: des dizaines de milliers de morts tant parmi les forces combattantes que dans la population civile, des centaines de milliers d'invalides, près de huit millions de réfugiés à l'étranger et plus de trois millions et demi de personnes déplacées à l'intérieur de l'Ukraine, 700 000 enfants ont été déplacés en Russie, une partie d'entre eux sont séparés de leur famille et placés dans des familles d'accueil ou des institutions afin de les «russifier». Les dégâts causés à l'environnement sont énormes. Les dizaines de milliers de kilomètres carrés qui ont été minés représenteront un danger pour une très longue période.

Ces dix-huit mois ont aussi montré la résistance massive de la population ukrainienne. L'échec de la guerre éclair planifiée par la Russie pour une durée de quelques semaines a été suivi, du printemps à l'automne 2022, par des contre-offensives victorieuses qui ont libéré une partie des territoires occupés dans les régions de Kyiv, de Karkhiv et Kherson. Depuis le début de cette année, les lignes du front ont peu bougé. Les mercenaires de Wagner se sont emparés de Bakhmut au prix de pertes immenses.

1. Laurent Vogel est chercheur en santé au travail, membre du comité belge du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine.

La contre-offensive ukrainienne lancée en juin a pu franchir la première ligne de défense russe dans un secteur du Sud. On enregistre une poussée russe dans le Nord-Est. Sans entrer dans les détails d'une analyse militaire sur les forces en présence, la guerre va se poursuivre en 2024 et peut-être au-delà.

Cette perspective d'un conflit de longue durée exige que nous interroguions sur la solidarité. En février-mars 2022, lorsque les premières initiatives de solidarité populaire avec l'Ukraine sont apparues, la question de la durée était peu présente. Il fallait agir dans l'urgence, nouer des contacts avec les mouvements progressistes en Ukraine, envoyer de l'aide sur le terrain, contrecarrer la désinformation massive sur les réseaux sociaux, mener un combat à l'intérieur de la gauche contre les courants qui nient ou minimisent le danger de l'impérialisme russe et tendent à renvoyer dos à dos l'agresseur et l'agressé.

Ce travail a été entamé avec de faibles moyens et une intensité variable suivant les pays. Des résultats ont été obtenus même s'ils restent modestes par rapport aux besoins de la résistance populaire ukrainienne. Pour une partie de la population, l'appui militaire des États européens et des États-Unis crée l'impression que la solidarité «du bas vers le bas» n'a qu'une portée limitée, que le facteur décisif dépend de «ceux d'en haut», de leur disposition à fournir des équipements militaires efficaces en quantité suffisante.

S'il est clair que la fourniture d'équipements militaires est un facteur important, sans lequel les pertes humaines en Ukraine seraient beaucoup plus lourdes, cela ne doit pas occulter qu'un des ressorts essentiels de la résistance ukrainienne se trouve dans la multitude d'initiatives indépendantes de l'État qui permettent à la population de tenir et de soutenir efficacement les forces combattantes au quotidien.





Ces initiatives émanent de collectifs qui se sont formés dès les premiers jours de la guerre massive. S'appuyant sur l'expérience des huit années antérieures de guerre de «basse intensité» au Donbass, cette résistance massive, spontanée de l'arrière supplée les carences, le mauvais fonctionnement et la corruption de l'État central. Elle est vitale pour que l'ensemble de la société puisse tenir dans les conditions d'une guerre où l'armée russe considère comme cible militaire tout ce qui permet la survie de la population. L'hiver passé, alors que les conditions climatiques ralentissaient les opérations militaires, la plus grande bataille gagnée par la résistance populaire ukrainienne a été la survie et la poursuite des activités indispensables face aux bombardements massifs de l'armée russe contre les infrastructures essentielles (électricité, eau potable, chauffage collectif). Si la production d'électricité, les chemins de fer, les hôpitaux, les écoles ont continué à fonctionner, c'est en grande partie grâce à l'auto-organisation de collectifs de travail qui réinventent l'organisation de leur activité malgré les bombardements, les pannes d'électricité, le sous-financement des services publics.

Cette résistance populaire se situe en permanence sur deux fronts

Le premier front est la lutte pour chasser l'occupant. L'expérience du Donbass et de la Crimée depuis 2014, celle des autres territoires occupés depuis 2022 démontre que l'occupation russe ne se limite pas à l'expansion territoriale. Elle s'attaque à tous les droits fondamentaux, détruit les organisations indépendantes de la société civile, supprime les droits sociaux et syndicaux, place l'ensemble de la population sous la terreur de potentats locaux mafieux, s'attaquent aux femmes placées sous la menace permanente

des violences sexuelles des forces d'occupation et de leurs mercenaires, elle rend la vie impossible aux personnes LGBT qui, par leur seule existence, sont assimilées à des «agents de l'Occident global» contre la tradition et la famille.

Le deuxième front est celui de l'intérieur. En Ukraine, les classes dominantes tentent d'utiliser le contexte de la guerre et la loi martiale pour remettre en cause des droits sociaux et syndicaux, pour limiter la liberté de la presse, pour restreindre les activités des syndicats, pour remettre en cause la défense de l'environnement. Si l'occupation russe tend à détruire la société ukrainienne en tant que telle, la droite ultralibérale ukrainienne veut la «normaliser» en fonction de ses intérêts, des pressions des bailleurs de fonds internationaux et de sa conception d'un État national. Au sein du gouvernement et de la Rada (parlement), les forces néolibérales radicales semblent l'emporter actuellement par rapport aux pragmatiques prêts à faire des concessions aux intérêts populaires dans la continuité de ce qui s'était passé entre Maïdan et l'invasion massive de février 2022.

La récente conférence organisée à Londres les 21 et 22 juin 2023 sous la coprésidence des gouvernements britannique et ukrainien reflète cette alliance entre les classes dominantes ukrainiennes et les gouvernements occidentaux qui veulent déjà imposer un agenda néolibéral pour l'après-guerre. Dans cette vision, les masses populaires ont à se mobiliser et supporter l'immense coût humain du conflit mais elles n'ont pas à déterminer ce que sera la société ukrainienne de demain. Face à la conférence officielle, Sotsialny Rukh (mouvement social), différentes délégations de la société civile ukrainienne et des députés travaillistes solidaires de l'Ukraine depuis le début du conflit ont organisé une contre-conférence pour réaffirmer les priorités sociales, environnementales,

féministes et démocratiques pour l'Ukraine de demain.

Dans la perspective d'une guerre plus longue que ce que l'on pouvait prévoir en février 2022, nous devons réfléchir aux moyens de mettre la solidarité internationaliste «du bas vers le bas» à l'ordre du jour des grandes organisations syndicales, féministes, environnementalistes et LGBT. À montrer que la guerre en Ukraine et ses multiples enjeux ne sont pas un simple objet lointain de solidarité. Ils sont nôtres, ils interrogent nos propres sociétés. Combattre l'impérialisme russe, c'est aussi combattre la dépendance à l'égard des énergies fossiles. Adopter des sanctions efficaces, c'est aussi se battre pour la levée du secret bancaire et pour la transparence des chaînes de production.

En 1967, un collectif de cinéastes réalisait un film *Loin du Vietnam*. L'objectif était de montrer qu'une guerre qui se déroulait très loin de l'Europe du point de vue géographique, soulevait néanmoins des questions politiques sur nos propres sociétés, qu'il n'y avait pas seulement une lutte lointaine à soutenir pour des principes moraux ou politiques mais aussi une lutte qui pouvait influencer nos propres situations, nos propres vies. L'Ukraine est beaucoup plus proche géographiquement que le Vietnam, il n'y a guère de difficulté à s'y rendre ou à nouer des contacts directs avec les mouvements populaires sur place, à jumeler des collectifs en Europe et en Ukraine. Même avec les forces limitées qui sont les nôtres, nous pouvons rapprocher le double front ukrainien du quotidien des luttes en Europe. Construire une solidarité de peuple à peuple est la meilleure manière de contribuer à une victoire sur l'impérialisme russe et aux aspirations progressistes de la société ukrainienne.



Marioupol en grève le 10 septembre¹

CET APPEL A ÉTÉ LANCÉ PAR UN COMITÉ DE COORDINATION CLANDESTIN

Ces derniers temps, les Russes ont tout simplement escroqué nos travailleurs de Marioupol en les privant de leur argent!

Nous avons décidé de nous battre pour notre droit à être payés!

Nous entamons une grève illimitée à partir du 10 septembre (jour des élections)! [La Russie annonce des élections locales le 10 septembre dans les territoires ukrainiens occupés.]

Faites campagne auprès de vos collègues pour qu'ils n'aillent pas travailler si vous travaillez pour ces entreprises!

La grève est un outil puissant qui permet d'attirer l'attention sur les inégalités et les phénomènes négatifs dans la société. C'est une manifestation de solidarité, de volonté et de désir d'améliorer le statu quo. Lorsque les gens s'unissent pour protéger leurs droits en cas d'occupation, une grève politique contre l'occupant devient une nécessité. Elle nous donne l'occasion d'exprimer notre désaccord avec les conditions qui restreignent injustement notre liberté et notre autodétermination. La grève est la voix de ceux qui doivent vivre sous le diktat de l'occupant, privés des droits humains et de l'indépendance nationale.

Ne vous permettez pas d'être les témoins impuissants de l'occupation et des violations des droits humains. Rejoignez la grève politique contre



l'occupant et montrez que vous êtes prêts à lutter pour vos droits et ceux de votre peuple. Ensemble nous sommes plus forts, ensemble nous changerons le monde pour l'améliorer!

La liste des entreprises qui seront soumises à la grève: Ulyanovsk Construction Company Premium LLC (dirigée par Vladimir Vnukov); Kompaniya Arkhitektor (PDG Alexei Vladimirovich Dragilev); l'entreprise de construction GAMAS; Prestataire Trinity; Entreprise de construction Stroy Monolit; Entreprise Yumistroy; Entreprise Technostroy (dirigeant Denis Titov).

Nous demandons à tous ceux qui ne sont pas payés de nous écrire, votre équipe peut se joindre à nous même si votre entreprise n'est pas citée!

Nous demandons également aux chauffeurs de taxi, aux chauffeurs de transports publics (pour une journée) et aux travailleurs des services publics de se joindre à la grève le 10 septembre, jour des élections partielles.

13 août 2023

1. Publié par le Réseau syndical international de solidarité et de luttes.

Marioupol: chronique d'été d'une ville occupée

Nous publions les messages publiés par le conseil municipal de Marioupol réfugié en territoires libres durant cet été 2023.

1^{er} juillet

Marioupol menacée d'être noyée dans les matières fécales

Les employés des entreprises de services publics de Marioupol annoncent vouloir arrêter les travaux pour régler les situations d'urgence et les dommages aux réseaux. La raison en est le non-paiement des salaires. Les employés de Vodokanal ont écrit un appel dans lequel ils ont donné un ultimatum à la direction – payer leur salaire avant le 7 juillet. Sinon, les citoyens devront résoudre eux-mêmes les problèmes de fuites. Nous vous rappelons que dans Marioupol occupé, les habitants attendent depuis des mois leurs salaires dans les services publics, les écoles et les entreprises de construction. Les envahisseurs profitent des gens ordinaires, utilisant leur travail gratuitement.

1^{er} juillet

Dans la ville temporairement occupée, ils ont décidé de faire revivre non seulement les fêtes soviétiques et les monuments à Lénine, mais aussi le Komsomol. Des messages apparaissent appelant les habitants à rejoindre l'Union de la jeunesse

communiste léniniste. Une fois de plus, les occupants ont montré qu'ils voulaient ramener Marioupol dans le passé. Déjà deux fois, les habitants de la ville ont craché sur le buste du «leader de la révolution mondiale». Les habitants de Marioupol aspirent au développement et à un avenir prospère. Et cela n'est possible que sous le drapeau ukrainien. Nous croyons en la victoire!

2 juillet

Les occupants continuent de détruire la littérature ukrainienne

Il a été annoncé que 1 500 livres prétendument «extrémistes» ont été saisis dans l'une des bibliothèques de la ville temporairement occupée de l'avenue Nakhimova, 60. En fait, toutes les publications en langue ukrainienne ont simplement été prises à la bibliothèque. Parallèlement, des livres russes sur la Seconde Guerre mondiale sont exposés à l'entrée de la bibliothèque. Ainsi, les Russes et leurs collaborateurs détruisent la culture ukrainienne.



4 juillet

Dans des circonstances mystérieuses, des soldats russes meurent à Marioupol occupé. Cela est rapporté dans l'une des chaînes russes Telegram. Au cours des deux dernières semaines, huit soldats morts ont été retrouvés dans différents quartiers de Marioupol. Six d'entre eux ont été poignardés, deux ont reçu une balle dans la nuque. Selon la chaîne Telegram, un officier russe, les faits des décès sont soigneusement dissimulés afin de ne pas semer la panique parmi les occupants. On soupçonne que cela a été fait par des résidents locaux.

Une fillette de 12 ans, recherchée près de Marioupol occupée, a été retrouvée morte. On dit qu'un soldat

russe est responsable de la mort. Le 30 juin, Iryna Gubareva a disparu dans le village de Mangush, district de Marioupol, après être allée retrouver ses amis. La jeune fille a été retrouvée morte dans le village de Respublika, à près de 30 km de Mangush. Selon l'une des versions, la jeune fille a été heurtée par la voiture d'un militaire russe dans une voiture. Il a mis le corps dans la voiture et l'a emmené sur le terrain, où il a été retrouvé.

6 juillet

Dans Marioupol occupé, les infrastructures communales restent en état d'urgence et les conditions insalubres sont devenues monnaie courante. Les fuites constantes des eaux usées sont des phénomènes courants. Les gens se plaignent des services publics qui ne font rien, laissant les résidents seuls avec leurs propres problèmes. Parmi eux se trouvent les habitants de l'immeuble du 22 rue Novorossiysk qui, en désespoir de cause, écrivent dans des forums de discussion locaux que les eaux usées coulent depuis deux semaines et qu'il y a de la puanteur partout. Pour au moins attirer l'attention des occupants sur le problème. «Nous avons appelé tous les services, en vain», se plaignent les habitants de Marioupol. Au pire, ignorer les problèmes peut entraîner la propagation d'infections ou même du choléra. Au lieu de parler de cela, les chaînes de télévision locales de propagande parlent de la «restauration» de la ville.

10 juillet

Marioupol sous occupation se transforme en un marécage puant. Dans la ville sous contrôle russe, la vie s'est transformée en véritable cauchemar. Les problèmes d'égouts ne sont pas résolus, la propagation possible d'infections est possible. Oui, les habitants



de l'immeuble de la rue Sechenova, 57 écrivent qu'ils subissent des eaux usées qui s'écoulent depuis longtemps. «Nous devons respirer tout cela. Les enfants jouent ici. Les fenêtres ne peuvent pas être ouvertes. Les gens ont un coup de chaleur.» Situation similaire sur l'avenue Peremogy, 104. Dans l'immeuble, les appartements incendiés étaient en cours de nettoyage et toutes les ordures étaient jetées dans l'égout. «Le puits a également été comblé et maintenant, depuis près d'un mois, les eaux usées se déversent du puits débordant sous la maison. Un marécage puant s'est formé.» Les habitants de Marioupol avaient des services communaux professionnels sous le drapeau ukrainien et tout était fait pour préserver la santé des gens. Les Russes ont apporté des ruines, la mort et le manque de conditions de vie élémentaires chez chacun

11 juillet

Les occupants ont détruit des milliers de maisons d'habitants de Marioupol. Les gens restent dehors



Pendant le blocus, les envahisseurs ont détruit 50 % des immeubles collectifs, soit 1356 bâtiments. En outre, environ 11 000 maisons privées ont été détruites. Plus de 300 maisons ont été complètement démolies après l'occupation. C'est pourquoi des milliers d'habitants de Marioupol qui ont été contraints de rester dans la ville occupée n'ont tout simplement nulle part où vivre. C'est la situation d'une femme de Marioupol de 66 ans. Elle a enregistré une vidéo dans laquelle elle raconte que sa maison, où elle vivait avec son mari, a brûlé en mars dernier. Son mari est décédé. Les habitants de Marioupol n'ont tout simplement nulle part où vivre. Telle est la véritable attitude des envahisseurs russes envers les habitants de Marioupol. Ils ont détruit notre ville, et maintenant les gens sont laissés à la rue et un avenir.

13 juillet

Effondrement de la médecine! Dans Marioupol occupé, les gens font la queue pour voir un médecin à partir de 5 heures du matin. Certains proposent déjà d'acheter une place dans la file d'attente. Il y a une pénurie catastrophique de médecins dans les hôpitaux de la ville. Les gens viennent bien avant l'ouverture de l'hôpital. Il y avait même dans les groupes de discussion locaux des offres pour acheter une place dans la file d'attente. «Qui fait la queue pour un rendez-vous avec un thérapeute? J'achèterai une place plus près du début. Le prix est de 10 000 roubles», écrit une femme de Marioupol. C'est la même situation partout dans la ville

Ville des accidents: à Marioupol occupé, les accidents de la route sont devenus monnaie courante. Les routes de la ville temporairement occupée sont devenues des lieux dangereux. Les accidents sont devenus un phénomène constant. Oui, récemment un camion russe a renversé un homme sur l'avenue Metalurgiv.

Le même jour, deux voitures sont entrées en collision à grande vitesse dans la rue Kuprin. Une voiture renversée. Sous les occupants russes, Marioupol a cessé de respecter les règles de circulation. Les habitants eux-mêmes se plaignent d'«un arbitraire total» sur les routes, car il n'y a presque pas de feux de circulation ni de marquages piétons dans la ville.

18 juillet

Effondrement écologique: à Marioupol occupé, les eaux usées se déversent dans la mer. Sous l'occupation russe, l'écosystème de la ville s'effondre. Des dauphins et des poissons morts ont déjà été recensés plus d'une fois sur les rives de la mer d'Azov. La rivière Kalchyk a été transformée en décharge spontanée. Un autre problème a été signalé par des habitants du quartier de Primorsky. Selon eux, des eaux usées coulent le long de la rue Lvivska, où se trouve un ruisseau. Les déchets vont au ruisseau puis à la mer. Et ça fait plus d'un mois. Les habitants de Marioupol se plaignent de la terrible puanteur et de l'inactivité totale des services communaux. Les envahisseurs détruisent non seulement les maisons, mais aussi tout l'écosystème de la mer d'Azov.

25 juillet

«Le désordre est total dans la ville»

dans Marioupol occupé, les jardins d'enfants sont cambriolés sous prétexte de réparations. Des habitants de la ville temporairement occupée rapportent que lors des prétendues réparations, des meubles ont disparu dans les maternelles #54 et 125. «Le jardin d'enfants n° 54 du district de Primorskyi devait être réparé, il y avait du matériel et la cuisine qui ont été emportés vers une destination inconnue après la réparation», ont écrit les habitants de Marioupol.



«Des recours ont été faits auprès de l'administration, mais en vain», se plaignent les habitants. Pour les occupants de Marioupol, c'est une autre opportunité de gagner de l'argent.

26 juillet

Russification forcée! L'école de Marioupol porte le nom du général qui a détruit la ville. L'école Marioupol n° 7 portera désormais temporairement le nom du lieutenant général des forces d'invasion russes Roman Kutuzov. Une plaque commémorative a été installée sur le mur de l'école et un buste en bronze a été placé sur un piédestal près de l'entrée du bâtiment. Il a participé à la prise de Marioupol. Il était l'un de ceux à cause desquels la ville subit un blocus pendant près de trois mois. En conséquence, selon les premières informations, plus de 22 000 civils sont alors morts. Mais le nombre de personnes tuées peut être plusieurs fois plus élevé. Le criminel de guerre a été liquidé en juin dernier. Mais les occupants russes ont décidé de transformer le tueur en «héros», imposant une histoire déformée des événements aux habitants et semant leur honteuse propagande. Cependant, les habitants de Marioupol savent qui a conduit la guerre dans la région de Donetsk et semé la mort.



27 juillet

Des enterrements «spontanés» se déroulent encore à Marioupol occupé. L'un d'eux, dans le quartier Primorsky de la ville. Juste à côté de la construction de la prétendue «école Nakhim». Les occupants construisent littéralement de nouvelles installations sur les cadavres des habitants de Marioupol qu'ils ont tués. Il y a des centaines de ces enterrements spontanés dans toute la ville. Après tout, pendant



le blocus de Marioupol par les Russes, les gens ont enterré leurs voisins, connaissances ou parents assassinés dans des cours ou des parcs. Des milliers de morts sont restés sous les ruines, des milliers ont été enterrés dans des fosses communes et des milliers ont été portés disparus.

4 août

Sabotage!

Ils ont désactivé l'équipement de construction des Russes. Cela a été rapporté par la Résistance de Marioupol. Selon les informations, les partisans de Marioupol ont réussi un autre acte de sabotage. Ils

ont pu désactiver les engins de chantier utilisés par les occupants, notamment lors de la construction des fortifications autour de la ville.

5 août

Sous couvert de «rénovation», les occupants russes cambriolent les appartements des habitants de Marioupol. Dans Marioupol temporairement occupé, les habitants se plaignent des prétendues «réparations» par les occupants russes. Oui, les habitants de l'immeuble du boulevard Tchevchenko ont rapporté que des ouvriers ont décidé de réparer le toit, qui fuyait à un endroit. Dans le même temps, des personnes ont été expulsées lors de la réparation. Et lorsque les habitants sont retournés dans leurs propres appartements, ils ont été pillés. Les conséquences de la «rénovation» ont également été ressenties par les habitants de l'avenue Peremogy, 63. Après la pluie, tous les appartements ont été inondés. Les occupants utilisent Marioupol comme un endroit pour gagner de l'argent.

6 août

«Ils ont pris mon téléphone»

Les habitants de Marioupol enregistrent l'arbitraire des ouvriers du bâtiment et de l'armée russes. Avec l'occupation russe, le désordre a fait irruption à Marioupol. Le harcèlement des femmes, les accidents avec la participation de l'armée russe et les personnes portées disparues sont cachés par l'écran de propagande de «la vie s'améliore». Et les prétendues «agences d'application de la loi» ne font rien. Oui, une femme de Marioupol s'est plainte d'avoir rendu visite à des ouvriers du bâtiment. On a découvert qu'un groupe d'hommes «s'est introduit par effraction» dans sa maison de la rue Azovstalska la

nuit. Le mari de la femme est sorti. Ils l'ont agressée. La femme s'est rendue au bureau du commandant militaire, qui se trouvait à proximité. Mais lui et ses hommes lui ont crié dessus agressivement. Puis elle a commencé à les filmer. Certains prétendaient être des ouvriers du bâtiment. Et puis un employé du bureau du commandant militaire lui a pris son téléphone.

7 août

Une boutique a été ouverte dans le bâtiment de la morgue. Auparavant, les corps des citoyens assassinés de Marioupol étaient entreposés ici. Comme l'ont rapporté les médias locaux, une épicerie a été ouverte dans le quartier de la rive gauche de Marioupol occupé. C'est ce bâtiment que, lors de l'occupation de la ville, les Russes ont transformé en une «morgue» improvisée. La morgue a été liquidée il y a seulement un an. Un an plus tard, un supermarché a été construit dans le bâtiment et maintenant les produits alimentaires sont stockés ici. Cynisme russe, juste des affaires et l'absence même d'un soupçon de moralité. Un mépris total pour des milliers de résidents et de familles déplacés de Marioupol qui ont perdu des êtres chers.

16 août

Dans Marioupol occupé, les Russes ont détruit des mosaïques uniques. Les envahisseurs ont détruit la gare, et maintenant ils ont commencé à la démanteler. Avec elle, ils ont détruit la mosaïque *Métallurgistes* de Valentin Konstantinov et Lely Kuzminkov. Le panneau de mosaïque a été créé dans la salle d'attente en 1973. Sa superficie est de 100 mètres carrés. La mosaïque *Tourisme et loisirs* de Victor Ponomaryov



a peut-être également été détruite. Elle a été réalisée en 1978 à l'extérieur du Tourist Hotel.

17 août

Des «collaborateurs» du musée d'histoire locale récompensés. Des employés du musée, qui ont coopéré avec les occupants russes, ont reçu des remerciements de la pseudo-République populaire de Donetsk. Ils ont remis de nombreux objets du musée aux occupants, qui ont été envoyés à Donetsk et aux musées russes. Selon le directeur du musée de Marioupol réfugié dans les territoires libérés, Oleksandr Gore, parmi les pièces volées du musée se trouvent les originaux de trois tableaux d'Arkhip Kuindzhi, des œuvres des artistes Tetyana Yablonska et Mykola Hlushchenko. Et aussi des icônes uniques. Mais la seule sculpture du cimetière néolithique de Marioupol et l'appel de Catherine II aux Grecs ont très probablement été détruits. Rappelons que lors des bombardements russes, le bâtiment du musée d'histoire locale a été gravement endommagé. Un incendie s'est déclaré et près de 90 % de toutes les expositions ont été détruites.



Des émeutes couvent à Marioupol

Les occupants renforcent leur contrôle sur les habitants. De plus en plus d'habitants de Marioupol sont scandalisés par l'inaction des autorités d'occupation. Le mécontentement grandit, des annonces de grèves apparaissent déjà. Pendant ce temps, les autorités russes tentent de bloquer tous les rouages de la transmission de l'information et même de contrôler l'utilisation d'Internet. «Les habitants de Marioupol n'ont en fait aucun droit sous l'occupation russe. Ils sont traités comme des citoyens de seconde classe. Il y a des retards dans la paie, de longues files d'attente pour

recevoir le moindre service, personne ne répond aux plaintes. Au lieu des logements promis aux habitants, des logements hypothécaires pour les Russes sont en cours de construction. Le mécontentement des gens grandit. C'est ce dont les occupants ont peur. Ils font tout pour réprimer toute résistance. La confirmation en est l'introduction de changements dans les activités de recherche opérationnelle, où les occupants peuvent vérifier les informations et les documents transmis sur Internet. Ils ont peur des habitants de Marioupol et des résidents locaux occupés, car ils ne sont pas les bienvenus ici et attendent l'Ukraine.» (Vadym Boychenko, maire de Marioupol.)

18 août

Les habitants des nouveaux bâtiments des quartiers Nevsky et Izumrudny se plaignent d'un brouillard constant et d'une odeur insupportable. Une épaisse fumée envahit les maisons. Les émissions viennent d'une usine d'asphalte, qui a commencé à fonctionner sans respecter aucune norme environnementale. Les occupants construisent une ville «de villégiature».

Une charrette a été renversée avec du grain volé dans la rue Torgovaya. Les occupants continuent d'exporter du grain ukrainien vers la Russie et de piller la région de Donetsk.

Jour de l'indépendance

DÉCLARATION DU MOUVEMENT SOCIAL
(24 AOÛT 2023)

Chaque jour nous prouvons que nous avons droit à l'indépendance.

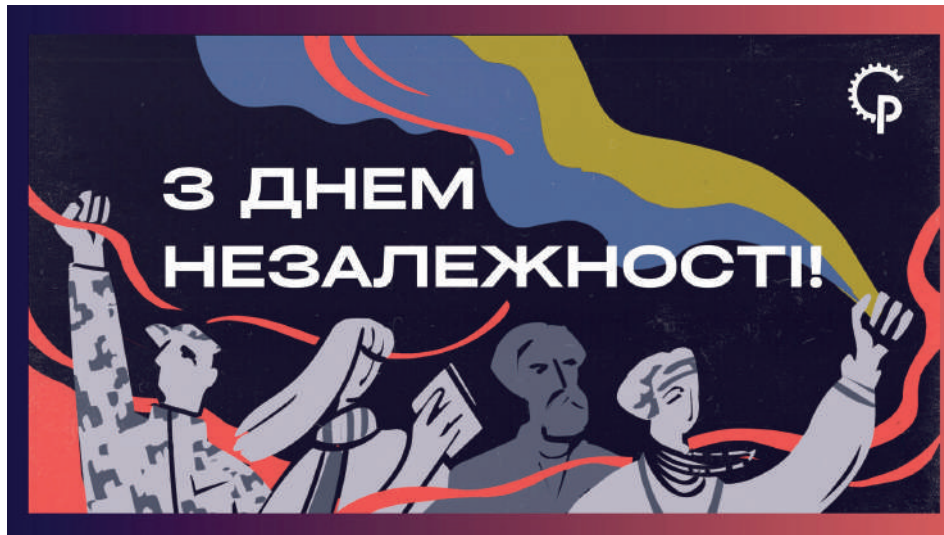
Les Ukrainiens ont montré au monde qu'aucun occupant n'a le droit ni la capacité de nous priver de notre volonté de liberté et d'autonomie. Nous n'oublions pas pourquoi nous avons besoin d'indépendance, même si notre gouvernement choisit des mesures économiques et des vecteurs de développement extrêmement orientés vers le marché, allant jusqu'au « néolibéralisme militaire ».

En ce jour, notre équipe souhaite exprimer sa gratitude à tous ceux qui s'efforcent de nous permettre

de choisir notre propre chemin de vie : au front et à l'arrière, sur le lieu de travail et dans les missions bénévoles, dans les villes, villages et régions de notre patrie.

La solidarité internationale s'étend désormais aux démocraties occidentales et à celles qui ont connu une oppression impériale et néolibérale similaire. Cette compréhension constitue une étape consciente vers de puissants changements anti-impérialistes dans le monde. Notre lutte est une défense des valeurs démocratiques qui peuvent devenir la clé d'une reconstruction réussie après la guerre. L'intégrité territoriale est la capacité de mettre en œuvre des politiques indépendamment de tout bloc ou groupe de pays. C'est l'indépendance qui nous donne la chance d'obtenir de meilleures conditions de vie, la sécurité de l'emploi, les droits sociaux, l'égalité et la justice.

L'Ukraine indépendante doit être un État pleinement démocratique, d'un point de vue socio-juridique, sans la dictature des sociétés transnationales et des institutions internationales. Elle doit le rester.



LIBÉREZ
MAKSYM
BUTKEVYCH

Antimilitariste et libertaire, Maksym Butkevych, figure ukrainienne du combat pour l'accueil et le droit des réfugié-es et des causes démocratiques, engagé volontaire dès le 24 février 2022 – le jour même de l'attaque de son pays par l'impérialisme russe –, a été fait prisonnier en juin 2022.

Présenté par la propagande du Kremlin comme un «fasciste à la tête d'un détachement punitif», il a été condamné par la «justice» à treize ans de prison.

Il faut le sortir de là. Il faut pétitionner, écrire, manifester, sonner à la porte des élus... et «tordre le cou» à l'idée insidieuse que certains ex-poutinistes plus ou moins gênés aux entournures font circuler mezzo voce : «Est-on certain qu'il soit innocent?» Si l'indignité volait, elle trouverait son chef d'escadrille.

Sa libération serait une victoire de la cause de la vérité contre le « mensonge triomphant qui passe »!

**LIBERTÉ
POUR MAKSYM BUTKEVYCH
(et les autres)**

Entretien avec Oleksandr Butkevych, le père de Maksym

PROPOS RECUEILLIS PAR LES BRIGADES
ÉDITORIALES DE SOLIDARITÉ¹

Que pensez-vous de la décision de la cour d'appel de Moscou?

Si vous faites référence à la décision de la «cour» d'appel, je ne m'attendais pas à entendre une décision fondamentalement différente, puisque la «cour» d'appel, ainsi que le «tribunal» de première instance, qui a condamné Maksym à treize ans dans une colonie à régime strict sur la base d'accusations absurdes fabriquées de toutes pièces, sont simplement des parties différentes, des instances différentes du même système «judiciaire».

Je voudrais attirer l'attention sur un petit détail du fonctionnement de ce système «judiciaire», mais ce petit détail caractérise l'attitude des «juges» à l'égard des affaires. La «cour» d'appel aurait réduit la peine d'emprisonnement de près de sept mois (de treize ans), déclarant que la date de début de la peine d'emprisonnement était le 19 août 2022, qui est prétendument la date de la réponse du ministère russe de la défense à l'avocat de Maksym, Leonid Solovyov, au sujet de la capture de Maksym. Cependant, la lettre du ministère russe de la défense, dans laquelle cette



1. Traduit de l'ukrainien par Irène Paillard.



réponse a été fournie, contient la date du 9 août 2022. Ainsi, même dans ce cas, pour une raison quelconque (par négligence, par « erreur » de date?), la décision du « tribunal » a néanmoins augmenté la durée de la peine d'emprisonnement de dix jours. Bien entendu, cela ne signifie pas grand-chose par rapport à une peine totale de treize ans.

Le fait est que dans l'appel de l'avocat de Maksym, l'appel portait sur la réduction de la peine d'emprisonnement et non sur l'absurdité de la peine, uniquement parce qu'après cet appel, c'est-à-dire après la fin de l'appel devant la cour d'appel, nous pouvons

déjà compter sur l'échange de Maksym en tant que prisonnier de guerre (nous voulons y croire), sinon, après deux mois, l'avocat déposera un pourvoi en cassation avec des preuves pertinentes indiquant la fabrication d'accusations mensongères.

Par conséquent, nous voulons croire que l'échange de Maksym et d'autres prisonniers de guerre ukrainiens aura lieu dans les deux prochains mois.

Comment avez-vous suivi le procès?

J'ai suivi le procès et j'ai pu lire les messages (texte) mis en ligne par les journalistes de [Mediaphone](#) depuis la salle d'audience.

Comment voyez-vous l'évolution de la situation de Maks dans les semaines ou les mois à venir, et qu'attendez-vous de la solidarité internationale?

J'espère que dans les mois à venir, il sera échangé comme prisonnier de guerre avec d'autres prisonniers de guerre ukrainiens. Je pense qu'il est très important que la solidarité internationale avec l'Ukraine dans sa lutte de libération contre les occupants russes apporte aux Ukrainiens, tout d'abord, un soutien moral, ainsi que tout autre soutien, et j'espère que la solidarité internationale aura un impact sur leurs compatriotes. J'espère que la solidarité internationale aura un impact sur leurs compatriotes, leur gouvernement et les institutions internationales afin qu'ils travaillent ensemble pour forcer la Russie à respecter la convention de Genève relative au traitement des prisonniers de guerre, à ne pas oublier Maksym, à suivre son destin et à exiger sa libération.

Que font les autorités ukrainiennes pour obtenir sa libération?

Je n'ai connaissance d'aucune démarche spécifique dans ce sens. Du moins, nous n'en sommes pas informés. Tous les échanges de

prisonniers de guerre sont organisés en mode «silence».

Y a-t-il une campagne en Ukraine pour sa libération?

Le faux «procès» de Maksym du 10 mars 2023 et le «procès» en appel du 22 août 2023 ont été rapportés en Ukraine par des chaînes de télévision et d'autres médias (Radio NV, Radio Svoboda, Graty et autres) qui ont discuté de la possibilité d'échanger et de libérer Maksym, mais il ne s'agit pas d'une campagne en faveur de sa libération. Nous sommes au milieu d'une guerre très sanglante et difficile pour l'existence de l'Ukraine en tant qu'État, pour la survie des Ukrainiens en tant que peuple. Chaque jour, des dizaines et des centaines des meilleurs fils et filles de l'Ukraine meurent au front. Dans de telles conditions, il n'y a pas de campagne.

Parlez-nous de votre fils.

Il s'agit d'une question très vaste, et il est impossible de simplement «parler de Maksym, même dans le cadre d'une seule interview. Sa biographie est bien connue, beaucoup de choses ont été écrites à son sujet, il y a même quelque chose sur Wikipedia. Je peux seulement dire que dans un monologue-interview pour le journal *Izvestia* du 24 mai 2002 (il y a une photo à la p. 92 dans le livre sur lui publié en France par vous, ses amis), il dit (à l'époque il était journaliste international pour la télévision) qu'il «s'intéresse surtout aux sujets et aux processus qui font partie des “points douloureux” du monde moderne : la migration, l'inégalité dans les sociétés et entre les différents pays, les situations dans les régions en conflit, les contradictions qui surgissent lorsque l'on essaie d'arrêter des processus en développement en les “comprimant» dans l'ancien cadre”. Ainsi, la

mondialisation économique et les processus migratoires sont restés des sujets de prédilection».

De ce monologue-entretien, qui a eu lieu il y a plus de vingt ans, nous pouvons conclure que Maksym avait déjà identifié pour lui-même les tâches les plus importantes dans ce monde. Il a ensuite renforcé ses convictions et approfondi ses connaissances en obtenant un master en anthropologie sociale à l'université du Sussex (après avoir terminé son contrat à la BBC à Londres). Il s'est consacré à la résolution de ces questions jusqu'au 24 février 2022, date à laquelle il est parti défendre son Ukraine contre le fascisme russe.

Comment avez-vous réagi lorsqu'il a décidé de s'engager?

Voulez-vous dire «rejoindre les forces armées de l'Ukraine, pour défendre l'Ukraine»? Ma femme et moi avons compris sa décision, car lorsque les missiles russes ont volé sur les villes ukrainiennes, dont Kiev, le matin du 24 février 2022, détruisant des maisons et tuant des civils, il s'est rendu le jour même au bureau d'enrôlement militaire pour défendre son pays et les valeurs humanistes qu'il avait défendues et mises en œuvre en Ukraine tout au long de sa vie d'adulte. Mon fils n'aurait pas pu faire autrement. Si j'avais été plus jeune, sans restriction d'âge, j'aurais fait de même.

Nous avons trouvé des traces de sa participation aux manifestations pour l'indépendance de l'Ukraine en 1991. Il était très jeune à l'époque. Que pensiez-vous de sa participation?

Ma femme et moi pensions qu'il était encore un peu jeune pour de telles manifestations et actions de masse, car ce n'était alors qu'un écolier de 13 ans.



Pouvez-vous nous parler de son engagement religieux (nous avons pu lire son texte de Pâques), de son engagement libertaire et de son implication auprès des migrants?

Il n'y a pas de culte religieux dans notre famille, bien que nous soyons tous baptisés grâce à nos parents. Maksym a décidé lui-même de se faire baptiser à l'âge de 12 ans, alors qu'il passait des vacances scolaires chez sa grand-mère. Son premier article imprimé, alors qu'il n'était encore qu'un écolier, portait d'ailleurs sur un sujet philosophique et théologique. Cependant, dès cette époque, il s'est rapidement rendu compte que l'Église était utilisée par les politiciens. C'est pourquoi, dans l'un des numéros du journal de son école, que lui et ses amis publiaient à l'époque, on peut lire son article intitulé «L'Église dans un jeu politique où chaque camp l'utilise comme un ballon». Par l'intermédiaire de son avocat, nous avons reçu une photocopie de la lettre de Maksym depuis la prison, qui montre que sa foi le soutient dans ces moments difficiles.



Quant à votre question sur son engagement libertaire, je dirais ici que pour lui, l'être humain, ses droits et ses libertés ont toujours été au premier plan, de sorte que, évidemment, les principes libertaires d'égalité et de limitation du pouvoir de l'État sont centraux pour lui. Et ce n'est pas surprenant, car pendant ses années d'études, il a été initié aux idées de l'anarchisme, il a lu de nombreux ouvrages sur le sujet, et l'anarchisme, avec ses principes de *liberté*, d'*autogouvernement*, de *pouvoir du peuple*, et les principes libertaires déjà évoqués coïncident presque totalement.

En ce qui concerne les migrants, de nombreuses personnes célèbres et éminentes étaient des migrants, des réfugiés (par exemple, Albert Einstein). Au cours de ses vingt années de militantisme en faveur des

droits humains, Maksym a aidé des centaines de personnes (il ne s'agit pas de mes propres statistiques, mais de celles de ceux qui étaient impliqués dans cette activité, dont la plupart étaient des migrants). Il a travaillé pour le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) dans la région Ukraine-Russie-Bélarus. Maksym a organisé et coordonné le projet «Pas de frontières» («No borders!»), dont la devise principale était: «Aucune personne n'est illégale» et dont l'objectif principal était d'aider les réfugiés et les migrants, tous les gens qui avaient le plus besoin d'aide. Il s'agit de personnes persécutées dans leur pays (la Russie, le Bélarus et des pays d'Asie) pour diverses raisons (politiques, religieuses, raciales, de genre, etc.).

Avec l'aide de Maksym et de ses amis, certaines de ces personnes ont trouvé refuge en Ukraine, tandis que d'autres se sont installées dans d'autres pays. Il est significatif qu'après que les médias de différents pays ont rapporté que Maksym avait été capturé et condamné sur la base de fausses accusations, certaines des personnes que Maksym avait sauvées de la persécution et aidées à s'installer dans d'autres pays ont trouvé notre numéro de téléphone et nous ont demandé, à nous les parents de Maksym, comment ils pouvaient nous aider. Nous les remercions de se souvenir de Maksym et d'essayer de nous aider. Heureusement, nous n'avons pas besoin d'aide matérielle de leur part, mais leur soutien moral est important pour nous aujourd'hui.

Que savez-vous de la vie de Maksym et de celle de ses camarades de détention? Pouvez-vous en parler?

Maksym prenait grand soin d'eux de ses frères d'arme et veillait eux. Il était leur commandant. Ils venaient de différentes régions d'Ukraine, étaient



d'âges différents, avaient des professions différentes et avaient reçu une éducation différente. Il a fait d'eux une équipe soudée. Après sa capture et celle d'une partie de son peloton, ils ont été immédiatement séparés.

Dès le début de sa captivité – le 24 juin 2022 – Maksym a été détenu au centre de détention de Luhansk et ses camarades ont été transférés dans un camp de prisonniers de guerre. Deux de ses compagnons ont été échangés le 31 décembre 2022 et sont revenus de captivité. D'autres sont toujours détenus dans un camp de prisonniers de guerre dans la région de Luhansk.

Les proches des prisonniers de guerre ont formé un groupe sur les médias sociaux pour s'informer et se soutenir mutuellement. Voici quelques faits qui caractérisent la relation de Maksym avec ses frères d'arme. J'ai parlé par téléphone à l'un de ceux de l'unité de Maksym, qui a été échangé le 31 décembre, immédiatement après l'échange. Il avait également été détenu dans le centre de détention provisoire de

Luhansk jusqu'à la mi-décembre 2022, où Maksym est toujours détenu. Ce compagnon d'armes de Maksym m'a dit: «Maksym garde un très bon moral. Nous, les soldats de la section de Maksym, avons un grand respect pour notre commandant.» Ces mots sont très importants pour moi.

Cette année, le 16 juillet 2023, Maksym a fêté pour la deuxième fois son anniversaire en prison, à Luhansk. Ce jour-là, ma femme et moi avons reçu de nombreux messages de soutien de la part des amis de Maksym en Ukraine et dans d'autres pays, ainsi que de la part de ses frères d'armes de la partie de son unité qui n'était pas avec lui pendant la mission de combat, et qui n'est donc pas tombée dans l'embuscade préparée par l'ennemi. Ces frères d'armes continuent de défendre l'Ukraine les armes à la main et, à l'occasion de l'anniversaire de Maksym, ils nous ont écrit des mots de soutien, d'amour sincère et de respect pour notre fils. Ils nous ont également écrit qu'ils croyaient en sa libération la plus rapide et qu'ils



seraient là ensemble pour célébrer son prochain anniversaire dans l'Ukraine libérée.

Pouvez-vous lui écrire, lui renvoyer du courrier, lui envoyer des colis ou de l'argent, par l'intermédiaire de la Croix-Rouge, par exemple ?

Nous ne pouvons pas écrire de lettres, envoyer des colis ou de l'argent. Il n'y a aucune communication avec notre fils. La seule exception est le transfert d'une photocopie d'une lettre de Maksym par son avocat. Quant à la Croix-Rouge, nous ne pouvons espérer aucune aide de sa part: elle s'est retirée de toute tentative d'aider les prisonniers de guerre ukrainiens, arguant du fait que la Russie ne l'autorise pas à le faire.



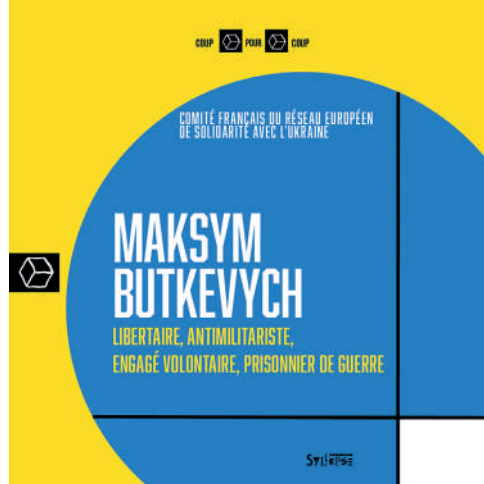
Maksym avait-il avant la guerre des liens avec l'opposition russe à la dictature de Poutine ?

Non, mon fils n'avait aucun lien avec l'opposition à Poutine. Il a des amis et des relations parmi les militants des droits humains.

Qu'attendez-vous de nous en Europe et aux États-Unis ? Que pouvons-nous faire pour vous aider ?

Je répète ici ce que j'ai dit précédemment: nous devons travailler ensemble pour forcer la Russie à respecter et à appliquer la convention de Genève relative au traitement des prisonniers de guerre. La solidarité internationale est absolument nécessaire pour empêcher que Maks ne soit pas oublié Maksym. Il faut suivre ce qui lui arrive et continuer à exiger sa libération.

Tout cela sera facilité par l'assistance militaire réelle et rapide à l'Ukraine, qui a été promise par les États-Unis et les pays européens. En effet, si le goutte-à-goutte peut donner de bons résultats en matière



d'irrigation et de nutrition des plantes, son utilisation pour la fourniture d'armes à l'Ukraine, attendue depuis si longtemps, entraîne des retards hypocrites ainsi que des pertes énormes et des morts supplémentaires parmi les soldats ukrainiens.

Je ne suis pas diplomate, c'est pourquoi j'appellerai un chat un chat: il m'est pénible de constater que le résultat des belles promesses et du prêt-bail (*land-lease*) ne se sont pas concrétisées; la «technologie du goutte-à-goutte» pour les livraisons d'armes et les déclarations de certains politiciens sur la défense des «valeurs démocratiques» et l'assistance militaire se révèlent être une hypocrisie qui cache d'autres intérêts. J'attends de l'Europe et des États-Unis qu'ils finissent par comprendre que cette «attente» et l'utilisation de la «technologie du goutte-à-goutte» pour fournir des armes à l'Ukraine n'affaibliront pas l'ennemi, mais le rendront plus fort, grâce à la mobilisation de ses vastes ressources humaines et de son potentiel économique, et que ses intentions d'expansion mondiale (en commençant par l'Europe) ne s'éteindront pas. N'ont-ils pas tiré les leçons de la Seconde Guerre mondiale ?

Alors dépêchez-vous, Messieurs les politiciens, avant qu'il ne soit trop tard, si vous croyez vraiment aux valeurs démocratiques que vous professez.

22 août 2023

procès en appel de Maksym Butkevych

EXTRAITS DU COMPTE RENDU RETRANSMIS
EN DIRECT DE LA SALLE D'AUDIENCE PAR [MEDIA ZONA](#)

[...] 12h25 Maksym prononce son «dernier mot», suivant les règles de la procédure pénale russe.

«Je voudrais simplement exprimer ma gratitude à toutes les personnes qui ne sont pas indifférentes à mon sort et à tous les prisonniers de guerre ukrainiens qui se trouvent actuellement dans une situation difficile. Les personnes qui ont le statut de prisonniers de guerre ou qui ont déjà été condamnées pensent constamment non seulement à leurs parents et amis, mais aussi à tous ceux qui sont restés en liberté, qui se trouvent en Ukraine, et tout le monde espère que les prisonniers de guerre seront libérés.»

[NDT. Puis les juges se retirent et commence alors une sorte de discussion à demi-mot entre Maksym, en visioconférence, et des personnes dans la salle dont Oleg Orlov et Svetlana Gannushkina qui tous deux connaissent bien Maksym]

«Oleg, Svetlana, content de vous voir», [...] Svetlana Gannushkina lui adresse ses remerciements. Butkevych répond qu'il s'inquiète pour elle et ajoute «Je veux que vous sachiez qu'actuellement, les conditions de détention, compte tenu des circonstances, sont normales. Attitude bienveillante, plus de recours à la violence, pas de problèmes de santé particuliers à signaler en ce moment.»

«Le régime est le même pour tout le monde», dit Butkevych à propos des autres prisonniers de guerre et des Ukrainiens condamnés avec lesquels il est détenu.

Il explique qu'il ne reçoit ni nouvelles, ni journaux, ni livres. Il n'a pu avoir la télévision que pendant quatre mois: «C'est la télévision russe, mais au moins c'était quelque chose. Maintenant, il n'y a plus rien. Les seuls livres qu'il possède sont le Nouveau Testament et le livre des Psaumes.»

«C'est la vie en prison. Ma vue se détériore, ma mémoire aussi, bien sûr. Une partie de mon exercice quotidien consiste à énumérer les personnes dont je me souviens. C'est une liste énorme, chaque jour», explique le défenseur des droits humains.

«Je m'intéresse de plus en plus aux droits humains, au système pénitentiaire, à l'article 3 de la Convention européenne. Il y aura beaucoup de travail lorsque, si Dieu le veut, je serai libéré», ajoute M. Butkevych.

Gannushkina envoie à Butkevych les salutations de ses amis européens. Ceux qui sont venus soutenir le soutenir espèrent qu'il sera possible d'établir le contact avec lui après la condamnation et le transfert.

«Il y a beaucoup de gens, mais peu de condamnés, quelques dizaines de personnes.» Butkevych continue de décrire les conditions de vie à Luhansk.

M. Butkevych vient d'apprendre par les personnes présentes à l'audience qu'un des lauréats du Prix Nobel de la paix, Oleg Orlov, se trouve devant lui. Il n'avait pas entendu parler de la remise du prix de la paix. «Il n'y a eu aucun sujet sur le prix Nobel tant que j'avais accès à la télévision», explique M. Butkevych.

Butkevych raconte ensuite une anecdote. Il a eu accès à la télévision le 20 juin, à l'occasion de la Journée mondiale des réfugiés. «La seule chose qui





passait à la télévision était la Journée mondiale de la protection des éléphants dans les zoos», s’amuse-t-il.

«Nous avons déjà survécu à beaucoup de choses, et nous survivrons encore à cela. Je me souviens de l’envol de Michka, l’ours olympique... Vous pouvez presque ne pas vous inquiéter pour moi. Nous verrons bien. Nous verrons où je serai dans deux mois. Beaucoup de choses dépendent de cela.»

Selon Butkevych, tous les prisonniers pensent à comment ils peuvent être utiles: «Il n’y a aucune utilité en restant ici. Par conséquent, l’échange est ce à quoi on pense en s’endormant et en se réveillant.» «Aujourd’hui, cela fait quatorze mois que je suis au centre de détention provisoire, quatorze mois de trop.»

Oleg Orlov continue à transmettre à Butkevych les salutations de connaissances qui se souviennent de lui et pensent à lui.

– Ton nom a été cité dans le discours du prix Nobel.

– Ouah!

Butkevych explique qu’il n’a compris que sa situation était connue seulement après la plainte de son avocat, Soloviev: «C’est alors qu’un employé qui ne s’est pas présenté m’a dit que j’étais une personnalité médiatique.»

«[Il y a des] prisonniers de guerre de toutes les régions d’Ukraine, y compris les régions de Louhansk et de Donetsk: d’ici jusqu’à la Transcarpatie», décrit Butkevych. Il n’a été autorisé à la promenade qu’après le premier verdict, il a alors été autorisé à sortir pour la première fois avec d’autres prisonniers – on leur a donné des colis, si bien que Butkevych a commencé à prendre du poids.

«Je me suis vu une fois sur NTV. Ce serait drôle si ce n’était pas si triste», dit Butkevych. Il demande que des lettres soient envoyées au SIZO-1 du Service pénitentiaire fédéral du Service pénitentiaire fédéral de la Fédération de Russie pour la LNR.

Selon Butkevych, les prisonniers dont les peines ont été prononcées sont évacués de Lugansk par petits groupes.

Pendant toute la période, il n’a reçu qu’une seule lettre pour son anniversaire, alors qu’on lui en a envoyé beaucoup. «Et une carte postale. Complètement abstraite. C’est probablement pour cela qu’elle est arrivée là», explique-t-il.

Aucun des autres prisonniers de guerre n’a reçu de lettre, si bien que celle qui lui était destinée est devenue un événement dans le centre de détention provisoire.

Au centre de détention provisoire, des rumeurs circulent sur ce qui se passe en Ukraine, dit Butkevych.

– Maksym, tout est normal. Ne crois pas aux mauvaises rumeurs, le rassure Orlov sans donner de détails inutiles.

– J’aurais beaucoup de choses à vous demander. Mais je me rends compte que ce n’est ni le bon moment ni le bon endroit, préfère ne pas insister Butkevych.

«Nous avons mis au point une méthode d’apprentissage de l’anglais sans stylo, sans papier et sans texte», raconte-t-il encore à propos de la vie quotidienne. Il explique qu’au début, les prisonniers n’avaient en principe pas le droit d’utiliser du papier. Aujourd’hui, il n’y en a tout simplement plus: «Il faut écrire ses requêtes sur n’importe quel support. Le papier vaut son pesant d’or.»

– Quels livres veux-tu?, demande-t-on à Butkevych dans le public.

– N’importe lesquels. Sauf le livre d’Armen Gasparyan *Denazification of Ukrain!* Je l’ai déjà lu. Terrifiant.

«Pour que vous compreniez bien. Tout ne va pas aussi bien que nous l’avions prévu, mais c’est pas mal du tout», dit encore Orlov à Butkevych en faisant des pauses pour choisir ses mots.

Selon Butkevych, on leur a récemment annoncé au centre de détention provisoire que le premier échange de prisonniers ukrainiens condamnés avait eu lieu. «Je ne sais pas si c’est vrai ou non», note-t-il.

Une semaine après sa capture, plusieurs subordonnés de son peloton ont été emmenés loin de Butkevych. Il pensait qu’ils avaient été immédiatement échangés, mais il s’est avéré que seuls deux d’entre eux l’ont été, les autres sont restés dans les camps.

– Aucun colis ne t’est parvenu?

– Il y avait des colis?

Les autres prisonniers n’ont pas reçu de colis non plus, précise Butkevych. Seuls les détenus locaux reçoivent des colis.

Un employé du centre de détention provisoire apparaît dans le cadre et s’étonne que se tienne une discussion de salon depuis une demi-heure: «Le tribunal est-il dans la salle des délibérations? Est-ce qu’on attend?»

Après confirmation, elle s’en va, la connexion reste allumée.

– Vous allez passer au statut de condamné ordinaire. Vous devriez avoir des droits comme tout le monde, rassure une personne dans le public.

– Oui, mais non!

Butkevych soupire et dit qu’il n’a même pas droit à une visite chez le bibliothécaire.

Les personnes présentes notent la taille des vêtements à acheter et à envoyer à lui Butkevych.

– Tu n’as pas arrêté de fumer?

– Il y a trop peu de choses positives ici pour renoncer en plus à cela. Fumer fait partie des petits bonheurs.

Butkevych explique qu’il faut se contenter d’une cigarette par jour ou moins souvent à cause de la pénurie.

– Et les soins médicaux?

– Une seule pilule pour tout soigner! Certains blessés graves ont reçu de l’aide, d’autres non.

Ensuite les juges reviennent et prononcent le verdict: maintien de la peine de treize ans mais prise en compte des mois de détention provisoire à compter du 22 août 2022, c’est-à-dire la date de réponse du ministère de la défense de Fédération de Russie ayant confirmé sa détention.

L’avocat dit pour terminer: «On attend l’échange. Sinon on ira en cassation.»



Déclaration de Memorial

Le 22 août à 10 heures, la première cour d'appel de Moscou doit examiner un appel contre la condamnation de Maksym Butkevych. [...]

Le 10 mars 2023, la Cour suprême de la soi-disant LNR a déclaré Maksym Butkevych coupable de tentative de meurtre sur deux personnes ou plus par des moyens généralement dangereux, d'utilisation de moyens de guerre interdits et de destruction de biens.

Le Comité d'enquête de la Fédération de Russie a diffusé un fragment d'enregistrement vidéo de l'interrogatoire de Butkevych, dans lequel il reconnaîtrait avoir tiré au lance-grenades sur des civils de Severodonetsk qui se cachaient dans l'entrée d'un immeuble résidentiel. Pour autant que l'on sache, cet «aveu» est la seule preuve de la culpabilité de Maksym. Néanmoins, le tribunal a estimé que la culpabilité de Butkevych était prouvée et l'a condamné à treize ans d'emprisonnement dans une colonie à régime strict.

Les défenseurs russes des droits de l'homme connaissent bien Maksym Butkevych. Nous le connaissons et coopérons avec lui depuis de nombreuses années. Il a toujours été le principal défenseur des droits des réfugiés en Ukraine. Ces dernières années, Maksym a coordonné le projet «Sans frontières», dans le cadre duquel il a cherché à développer le droit d'asile dans son pays. L'organisation de M. Butkevych a toujours été un partenaire fiable pour nous. Il a aidé des citoyens de Russie et d'Asie centrale en particulier. Grâce à Maksym, plus d'une vie humaine a été sauvée, des centaines de personnes ont pu retrouver une vie normale et paisible.

Nous sommes convaincus que Maksym Butkevych, dont les activités dans le domaine des droits de l'homme visaient à aider les personnes les plus

démunies, et qui s'est toujours opposé à la xénophobie, à l'intolérance et à la haine nationale, n'aurait pas pu commettre l'infraction qui lui a été imputée à l'encontre de citoyens pacifiques.

Les normes minimales du droit n'ont pas été respectées à l'égard Maksym Butkevych. L'avocat, avec lequel ses proches avaient conclu un accord, n'a pas été autorisé à le défendre devant le tribunal de première instance et n'a même pas été informé de la date du procès. Le tribunal a cyniquement ignoré les preuves selon lesquelles Butkevych n'aurait pas pu se trouver à l'endroit où le crime a été commis le 4 juin, jour où il a été inculpé.

Nous partageons pleinement la position de Human Rights Watch selon laquelle dans une situation où «il existe de nombreuses preuves que les détenus dans les territoires contrôlés par la Russie dans les régions de Luhansk et de Donetsk sont soumis à la torture et privés de tous les droits procéduraux», «il ne fait aucun doute que les «aveux» ont été faits par Maks sous la pression, tant physique que psychologique, peut-être à la suite d'actes de torture». Le recours à la torture sur un prisonnier de guerre et sa condamnation sans respecter les normes d'un procès équitable constituent une violation grave des conventions de Genève.

[...] Sans illusion sur la «justice» russe, nous déclarons néanmoins que la seule décision juste que la Cour d'appel pourrait rendre est, bien entendu, l'annulation de la condamnation.

Nous demandons la libération rapide de Maksym Butkevych dans le cadre d'un échange de prisonniers de guerre.



Communiqué¹

Le 22 août 2023, la première Cour d'appel de Moscou va examiner le «verdict» condamnant Maksym Butkevych, défenseur des droits humains, journaliste, et soldat, à treize ans de colonie pénitentiaire à régime renforcé par le soi-disant tribunal de «LNR», contrôlée par la Russie. [...]

Ce procès fabriqué de toutes pièces, en l'absence complète de preuves et sans tenir compte des informations attestant la présence de l'unité de Maksym Butkevych dans une autre région à la date des soi-disant faits, est à son tour un autre crime commis par la Fédération Russe en Ukraine. Les détails de l'affaire ne contiennent aucune information pouvant le relier de manière plausible au crime présumé, en dehors d'un enregistrement vidéo de son auto-accusation, qui porte toutes les caractéristiques d'un aveu obtenu sous la contrainte. L'avocat de Butkevych n'a pas été autorisé à le défendre devant le «tribunal» de première instance et n'a même pas été informé de la date du procès.

Ce processus a démontré une fois de plus que le gouvernement russe et les structures qu'il contrôle dans les territoires occupés de l'Ukraine commettent des crimes de guerre contre les prisonniers de guerre. En effet, prétendus «procès» contre les militaires ukrainiens se déroulent à huis clos, en violation de tous les standards de justice, sont fabriqués pour servir les objectifs de la propagande russe et montrer les militaires ukrainiens comme des criminels sanguinaires.

Cependant, le verdict contre Maksym Butkevych témoigne également de la volonté manifeste de le

dénoncer ses activités de longue date dans le domaine des droits humains. Dès le début de la captivité, les médias de propagande russes et les réseaux sociaux ont diffusé des informations mensongères sur Maksym, dans lesquelles il était qualifié de militant «nazi», «propagandiste» et «russophobe», soulignant sa participation à l'Euromaïdan et l'accusant d'incitation à la guerre.

Les organisations ukrainiennes des droits humains, Amnesty International, Human Rights Watch, Memorial, les députés de l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe et d'autres organisations ont condamné le procès contre Maksym Butkevych. Une pétition pour sa libération a recueilli environ 2500 signatures. En novembre 2022, Maksym Butkevych a reçu le prix tchèque «Histoire de l'injustice»: son père Oleksandr est allé à Prague le recevoir à la place de son fils.

Étant donné que la justice n'existe pas dans la Fédération de Russie et ses territoires occupés, nous n'avons aucune illusion et aucun espoir d'un procès équitable. Dans le même temps, nous appelons la communauté internationale à continuer de faire pression sur la Fédération de Russie pour libérer Maksym Butkevych et tous les citoyens ukrainiens militaires et civils injustement emprisonnés. Nous appelons également les autorités ukrainiennes à enquêter sur ce crime, et la communauté internationale à introduire des sanctions personnelles contre tous ceux qui sont impliqués dans la fabrication de la procédure visant Maksym Butkevych.



1. Centre des droits humains ZMINA, Centre d'action sociale, Projet No Borders, Union ukrainienne des droits humains d'Helsinki, Docudays, Alliance des organisations ukrainiennes (Allemagne), Plate-forme des droits humains, Charity and Health Foundation (Fondation pour la charité et la santé), Alliance pour la santé publique, ONG «Femmes dans les médias», Radio Hromadske, Centre Ukrainien d'information de crise, Fondation régionale de Kharkiv Public Alternative, Free Belarus Center, PEN Ukraine, Forum civique européen, ONG Internews-Ukraine, ONG UKRAINEPRIDE, Institut d'information de masse, Collectif français du RESU (Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine).

Сергей Миронов посадил дерево на аллее почетных гостей в Ереване

седатель парламента Грузии Нино Бурджандзе благодарил

ных баз из Грузии. Российская сторона, в свою очередь, хотя и

Реальный взгляд телевизионного журналиста-международника на мир и на себя

Монолог Максима Буткевича, журналиста «ТСН», канал «1+1»

Максим Буткевич пришел в Телевизионную Службу Новостей на канал «1+1» уже сформировавшимся журналистом-международником. Базовое философское образование, телевизионный опыт и профессиональные принципы позволяют, а, возможно, и требуют от журналиста Буткевича реалистично смотреть и оценивать мир и то, что в нем происходит. Даже рассказ Максима о себе и о своей профессии прозвучал этим спокойным реализмом.

... Я родился и вырос в Киеве. Получил неполное среднее образование, поступил в только что открывшийся Украинский Национальный Гуманитарный лицей при Киевском университете им. Т. Шевченко. Такой выбор означал для меня окончательное предположение «гуманитарному» направлению в образовании. Затем поступил в университет, на философский факультет. В 1993 году это был шаг достаточно безрасчетный. Хотя бы с точки зрения дальнейшего трудоустройства, но и об этом ни разу не пожалел. И получил диплом с указанной в нем специальностью «философ», преподаватель философских дисциплин».

В университете подрабатывал, где придется. Развозил книги на тележке по торговым лоткам, работал ночным сторожем в картинной галерее, разнорабочим, корректором.

На ТВ (телеканал СТБ) пришел в 1999 г. Случайно от друзей узнал о вакансии в отделе международной информации. Претендент должен был обладать набором знаний и качеств, которые, как мне тогда казалось, наличествовали у меня. Почти два с половиной года там, на канале СТБ, я работал журналистом-международником в новостных выпусках. Освещал разные темы, в командировках - ситуацию в России перед президентскими выборами 1999 г., президентские выборы в США 2000 г., пражский саммит МВФ в сентябре 2000 г. По итогам этой последней командировки там же, на СТБ, сделал документальный фильм «Світ не на продаж» («Мир не продается») - о движении против экономической глобализации, которое сейчас в большинстве СМИ окружено безумным количеством мифов, стереотипов и обобщений, имеющих очень мало общего с действительностью.

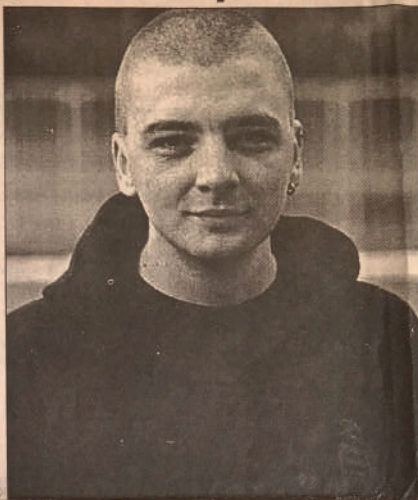
В начале ноября 2001 г. пришел на канал «1+1». Прежде всего потому, что казалось - пора сменить что-то в том, что делаю. Узнал о возможности перехода на «1+1» практически случайно и как раз тогда, когда задумался о возможности смены места рабо-

ты. Ну, а «плюсы», пожалуй, были из разряда лучших возможных предложений.

Сейчас продолжаю работать журналистом-международником в ТСН. В сюжетах освещаю самые разные события в разных регионах. Есть и любимые темы. Или, вернее сказать, это, под которыми эти темы рассматриваются. Больше всего интересуют темы и процессы, которые являются некими «болевыми точками» современного мира: миграция, неравенство в обществах и между разными странами, ситуации в конфликтных регионах, противоречия, которые возникают при попытках остановить развивающиеся процессы, «втиснуть» их в старые рамки. Так, экономическая глобализация и миграционные процессы остались любимыми темами.

Я всегда радовался тому, что я международник. И когда была возможность когда-то сменить специализацию, сознательно этого не делал. Во-первых, это ближе мне самому. Во-вторых, если пытаться выйти за пределы сиюминутных событий, более масштабные тенденции можно понять, только анализируя их в глобальном контексте. Ну и, в-третьих, «международка» традиционно более свободна от политической конъюнктуры. К примеру, в предвыборный период из всех журналистов международные чувствуют себя, пожалуй, лучше остальных.

Каждый журналист вырабатывает со временем свои собственные критерии оценки профессиональной работы. В сюжетах на международную тематику есть своя специфика. Здесь не буду говорить о таких вещах, как краткость, четкость (но не упрощенность) языка, удачная форма подачи - это само собой. Прежде всего, по моему, очень важно максимально «объемно» осветить ситуацию или проблему о которой идет речь. В новостях это сделать особенно важно, но и очень сложно из-за ограниченного хронометража сюжета. При этом намного легче «говорить, как другие», чем пытаться оценить ситуацию «свежим взглядом», особенно - если журналист-международник не присутствует на месте



событий, а работает с первично обработанной агентствами информацией. Во-вторых, очень важно проверить ключевые факты. Хотя это кажется крестоматийным положением, делают это, по моему, далеко не всегда. Внимательно стоит относиться к используемой лексике. Употребление похода таких неоднозначных понятий, как «террорист/боевик/партизан» или же «столкновения/беспорядки/хулиганство», решающим образом меняет картину происшедшего в сюжете. Если это игнорировать, то информационное сообщение может стать частью пропаганды.

И, к слову, о пропаганде. Важно отразить разные точки зрения. Это, по моему мнению, не обязательно значит, что у журналиста не должно быть своего видения, или он не должен его отражать. Требование «объективности» чаще всего (если выходить за рамки простого перечисления фактов) невыполнимо, особенно в аналитических передачах. Но здесь тоже главное не переходить грань, отделяющую журналистику от пропаганды.

Ну и хорошо бы журналисту находиться на месте событий - «в поле» - и работать в разду. Наша нынешняя «международка», по разным причинам, к сожалению, не часто может похвастаться такой возможностью.

О примерах для подражания в

работе журналиста-международника мне достаточно трудно говорить. Есть немало коллег, чей опыт интересен - и в Украине, и за рубежом. В Украине это, прежде всего, коллеги-международники, некоторые из них являются настоящими профессионалами очень высокого уровня. Хотя таких немного. Любопытен опыт работы еще советской международной журналистики - у «уборов» того поколения можно много чему поучиться. В частности, профессионализму и глубокому знанию темы. Здесь любой читатель и зритель еще с советских времен может назвать два-три имени. Из зарубежной журналистики меня интересуют, с одной стороны, принципы работы информационных служб Европы, в частности, Би-Би-Си, с другой - работа журналистов, выражающих часто очень субъективную точку зрения, но в силу знания темы и богатого опыта - и лично, и профессионального - делающих этим частю намного больше, чем «внешенний» подход. Как пример можно упомянуть Роберта Фиска.

О планах на будущее говорить непростое. Хотелось бы не «заставляться». Буду пытаться, в меру сил, удерживать и развивать ключевые темы, которые считаю «важными», в фокусе. Возможно, поучится сделать что-либо по-новому на ТВ, но за рамками новостей.



ÉCLAIRAGES

Pourquoi la révolution ukrainienne est-elle importante pour la gauche et l'histoire démocratique ?

VLADYSLAV STARODUBTSEV¹



En mars 1917, le mouvement ukrainien de libération nationale crée la Rada centrale ukrainienne, une organisation chargée de l'autogestion des affaires ukrainiennes. La Rada centrale a été créée par deux partis radicaux-socialistes. Par nature, la Rada centrale n'était pas un parlement, mais plutôt une coalition de syndicalistes, de cercles féministes, d'organisations sportives et militaires, de syndicats paysans, de mouvements coopératifs, d'organisations soviétiques, de minorités nationales, de représentants civils et locaux. Les forces qui ont formé la Rada centrale étaient divisées entre des plus radicales qui voulaient construire le socialisme presque immédiatement, et d'autres partisans d'une évolution plus lente. Avec le temps, des partisans d'une approche plus démocratique ou d'une approche soviétique sont également apparus.

L'Ukraine était le berceau d'un mouvement coopératif de masse. Plus de 60 % de la population

participe d'une manière ou d'une autre à des coopératives. Quatre millions de familles étaient directement membres de coopératives. Le pays était en train d'organiser la réforme agraire et les industries d'État, en introduisant la gestion par les travailleurs.

La révolution ukrainienne s'est immédiatement heurtée à l'opposition du gouvernement provisoire, qui a même menacé de faire un coup d'État. Mais le gouvernement provisoire n'est pas resté trop longtemps en place et a été renversé par les bolcheviks. Ceux-ci ont immédiatement lancé une guerre de conquête impérialiste contre l'Ukraine, qui a d'abord déclaré son autonomie au sein de la future Russie démocratique, puis son indépendance.

Les bolcheviks ukrainiens (appelés plus tard par leurs ennemis «national-communistes» pour les discréditer – alors qu'en réalité, ils étaient des internationalistes s'opposant au nationalisme russe) participaient à la révolution et s'efforçaient de construire le socialisme dans leur pays. Mais toutes leurs tendances créatives ont été anéanties par le léninisme russe, une idéologie chauvine et totalitaire basée sur le parti unique et la restauration de la Russie «une et indivisible».

La Rada centrale ukrainienne déclare la création de la République populaire d'Ukraine

Quelque temps plus tard, les Ukrainiens de la partie occidentale de l'Ukraine se sont auto-organisés et ont proclamé la République populaire d'Ukraine occidentale. Une république moins radicale – gouvernée par le parti ouvrier ukrainien de centre-gauche, le parti radical ukrainien démocratique non marxiste et le parti social-démocrate ukrainien marxiste. Le parti ouvrier ukrainien de centre-gauche prônait une

1. Historien, membre de l'organisation socialiste ukrainienne Sotsialnyi Rukh, 22 juin 2023.

socialisation partielle et la promotion des coopératives, ainsi que l'introduction d'un revenu de base universel. Le parti radical, qui avait recueilli pratiquement 30 % des voix de tous les Ukrainiens, a promu l'idée d'un socialisme de guilde [coopératives], et les sociaux-démocrates (environ 9 % de soutiens) se sont orientés en partie vers les bolcheviks (qui ont ensuite accepté une plate-forme totalitaire) et en partie vers les traditions allemandes du socialisme.

L'Ukraine a été la première à mettre en œuvre l'autonomie nationale-territoriale. Les partis ont immédiatement incarné la concrétisation de différentes théories de la démocratie radicale et de l'autogestion, ainsi que la concrétisation de différentes visions socialistes, généralement contradictoires – l'une du syndicalisme, l'autre de l'État démocratique-socialiste kautskyste et l'autre de la république coopérative.

Les Ukrainiens ont l'habitude de minimiser l'importance de la révolution ukrainienne – à part pour la libération nationale de l'Ukraine. Mais en fait, l'Ukraine, tout comme aujourd'hui, était devenue un fort avant-poste contre l'impérialisme russe, totalitaire-léniniste ou blanc.

Comme l'a souligné un historien, la République populaire d'Ukraine occidentale pouvait rassembler plus de 100 000 soldats avec des officiers professionnels. Celle-ci pouvait même avec une armée très désorganisée réunir jusqu'à 300 000 soldats, cela suffisait pour arrêter l'impérialisme russe et l'idéologie totalitaire une fois pour toutes.

Isaac Mazepa et Matviy Stahiv en concluent que la victoire de cette armée aurait signifié une victoire massive pour le socialisme international. À cette époque, les forces socialistes prennent le pouvoir dans les États baltes, au Bélarus et en Crimée, un gouvernement socialiste radical est mis en place en Ukraine, la Tchécoslovaquie est bientôt gouvernée

conjointement par des socialistes modérés et des sociaux-démocrates marxistes, et la révolution allemande met au pouvoir des forces sociales-démocrates. Dans le Caucase, trois républiques socialistes sont créées : la Géorgie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Les sociaux-démocrates sont puissants en Finlande. Et en Russie, si les forces soviétiques et blanches s'étaient effondrées, la force la plus populaire aurait été le parti socialiste-révolutionnaire, parti situé à la gauche des bolcheviks, dont le dirigeant était en faveur de la confédéralisation de la Russie, soutenant l'autodétermination des peuples indigènes et la cause ukrainienne. La victoire de l'Ukraine aurait renforcé partout dans le monde les forces progressistes, socialistes et démocratiques. La victoire des bolcheviks ou des Blancs affaiblissait ou détruisait les jeunes forces socialistes, ce qui signifiait une contre-révolution mondiale et la montée du totalitarisme.

L'histoire n'a donné aucune chance à la révolution ukrainienne. L'État polonais a adopté des positions de plus en plus xénophobes et impérialistes, souhaitant poursuivre ses ambitions coloniales plutôt que de lutter contre le bolchevisme, il a occupé l'Ukraine et le Bélarus. La situation était encore pire chez les bolcheviks, où tous les éléments démocratiques ont été supprimés par le centralisme du parti et où le parti a été entièrement dominé par le nationalisme impérial russe. La nécessité de maintenir une dictature impopulaire a entraîné la mise en place d'un régime de contrôle et de répression d'un niveau jamais atteint auparavant, bloquant toute possibilité pour le parti bolchevique d'instaurer le socialisme.

L'Entente empêcha la révolution ukrainienne d'acheter des armes à l'étranger et a soutenu massivement les projets impérialistes de la Russie blanche (Russie capitaliste de droite «une et indivisible») et de la Pologne, ainsi que la division de l'Ukraine

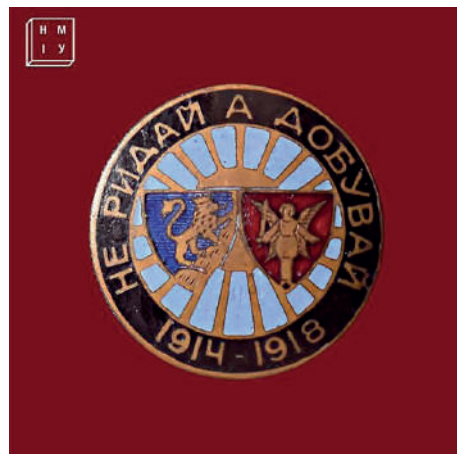


entre la Russie blanche et la Pologne. Les forces françaises se battaient contre les Ukrainiens et l'Entente organisa un blocus économique contre la révolution ukrainienne. Partout où elles sont passées, les forces bolcheviques ont détruit les organisations ouvrières, les soviets et les coopératives, ainsi que le mouvement paysan, afin d'instaurer un régime russe à parti unique. Elles ont organisé des répressions massives contre les socialistes, à la fois dans leurs conquêtes coloniales et en organisant une inquisition internationale – la 3^e Internationale – contre les socialistes à l'échelle internationale. Ce qui en est resté, c'est la réaction mondiale, la dictature, la famine provoquée, le dénigrement total de l'État de droit.

L'histoire de l'Ukraine est généralement oubliée et non racontée. Ou même réprimée. Tant par les mouvements démocratiques que socialistes à l'étranger.

Plus tard, les rébellions des paysans et des ouvriers ukrainiens contre le pouvoir bolchevique ont échoué. La même chose s'est produite en Géorgie et dans d'autres endroits.

La défaite du socialisme en Europe de l'Est et dans le Caucase et l'enracinement d'une interprétation impériale et totalitaire devenue dominante dans la pensée de gauche ont été l'une des plus grandes tragédies pour l'ensemble de la gauche et du mouvement démocratique, car l'histoire aurait pu se dérouler d'une manière tout à fait différente.



Médaille et flamme de Sich Striltsy: organisation militaire formée par la jeunesse socialiste de l'Ukraine occidentale, puis devenue une organisation nationale avec le début de la Première Guerre mondiale. Du nom cosaque «Sich» s'inspirant des traditions hyper-démocratiques et paysannes idéalisées de l'Ukraine. Les Sich Striltsy étaient la branche militaire des partis ukrainiens en Galicie et la principale force révolutionnaire en 1918.

Sur la tradition socialiste ukrainienne

CHRISTOPHER FORD²

La redécouverte de la tradition socialiste ukrainienne est un élément clé de la solidarité avec les luttes ukrainiennes actuelles pour la liberté. La gauche ukrainienne a été exterminée sous Staline et Hitler, mais elle a aussi été victime d'une longue succession d'approches rétrogrades de l'histoire.

Nous avons vu l'impérialisme russe avancer de vieux récits tsaristes selon lesquels l'Ukraine est une le résultat d'une fabrication par des puissances rivales pour affaiblir la Russie, récits où le mouvement national ukrainien a toujours été dirigé par des réactionnaires.

Cette ukrainophobie imprègne des pans entiers de la gauche occidentale. Pendant ce temps, en Ukraine, les efforts de décolonisation ont été gâchés par ceux qui cherchent à placer les conservateurs sur le devant de la scène : un Lénine et un Staline fétichisés ont été remplacés par un portrait révisionniste du leader nationaliste Stepan Bandera pendant la guerre.

Mais la génération qui a fait la révolution ukrainienne de 1917-1921 est bien plus importante que l'ère de Bandera. Avant 1917, il n'existait qu'une «Russie du Sud». La révolution a fait renaître l'Ukraine. Il n'y a jamais eu de retour en arrière. Elle

a été obtenue grâce à une lutte menée par les socialistes et les sociaux-démocrates. En réalité, les socialistes ont joué un rôle essentiel dans le mouvement ukrainien à chaque étape de son développement depuis les débuts du renouveau national au 19^e siècle. La figure de proue était Mykhailo Drahomanov, un socialiste sous l'influence duquel l'un des premiers partis socialistes d'Europe de l'Est et le premier parti politique ukrainien, le Parti radical ruthéno-ukrainien, a été fondé à Lviv en 1890.

Autour de Drahomanov, on trouve des individus comme Mykola Ziber, un des commentateurs les plus avisés de Marx et le premier théoricien et éditeur des idées de Marx dans l'Empire russe ; ou encore Serhii Podolynsky, membre de la 1^{re} Internationale et qui, en 1875, a brandi le drapeau d'un Parti social-démocrate ukrainien. Ce cercle a fait passer en contrebande des dizaines de milliers de publications dans l'Ukraine sous domination russe. C'est la saisie d'un tel matériel qui a conduit au premier procès antisocialiste de l'histoire autrichienne.

Lorsque le mouvement ouvrier social-démocrate s'est développé à l'échelle mondiale avec la 2^e Internationale, deux des principales figures historiques de l'Ukraine ont fondé les premières organisations sociales-démocrates ukrainiennes. En 1896, Lesya Ukrainka, écrivaine et féministe de premier plan, a créé la social-démocratie ukrainienne, qui fut la première organisation de ce type dans l'Ukraine sous domination russe. Elle mettait l'accent sur la nécessité de l'auto-organisation et d'une «Ukraine ouvrière et paysanne» autonome. Dans la Galicie sous domination autrichienne, Ioulian Batchinsky a été le premier à conceptualiser l'idée d'une Ukraine unifiée et indépendante et a contribué à la fondation du Parti social-démocrate ukrainien en 1897. Les



2. Chris Ford est membre de Ukraine Solidarity Campaign en Grande-Bretagne. Cet article a été publié sur le site [Chartist for Democratic Socialism](#).

sociaux-démocrates ukrainiens ont siégé dans les parlements des deux empires, la Douma et le Reichsrat.

Les marxistes ukrainiens sont à l'origine d'un grand nombre de publications en langue ukrainienne, alors interdite. En 1902, les autorités tsaristes ont accusé leur «propagande révolutionnaire [...] imprimée en Galicie en ukrainien» d'être à l'origine des grèves agraires massives qui ont été considérées plus tard comme le «début de la révolution ukrainienne».

C'est le Parti ouvrier social-démocrate ukrainien (USDRP) de Petrograd, organisé dans les régiments Izmailovsky et Semenov, qui a décidé du sort de la révolution de février 1917. La révolution ukrainienne de 1917 a connu une auto-organisation et une mobilisation sans précédent des masses, centrées sur la Rada (conseil) centrale ukrainienne. Assemblée composée de conseils de députés paysans, soldats et ouvriers, elle regroupe les partis socialistes russe, polonais et juif et met en place l'organisation pionnière de l'autonomie nationale juive. D'un point de vue historique, elle représente pour l'Ukraine ce que l'insurrection de Pâques et le premier Dáil ont représenté pour l'Irlande. Les principaux dirigeants étaient exclusivement socialistes. Le président de la Rada était l'éminent historien Mykhailo Hrushevsky, aligné sur les révolutionnaires socialistes ukrainiens, et le président était le marxiste Volodymyr Vynnychenko de l'USDRP. Dans son ouvrage historique *Rebirth of a Nation*, Volodymyr Vynnychenko écrit :

La plus grande partie du fardeau, à la fois de ce travail héroïque et de toutes les graves erreurs ultérieures, a été imposée au courant social-démocrate. Il avait un passé considérable (depuis 1901, il portait le nom de Parti révolutionnaire ukrainien ; en 1904, il est devenu le Parti ouvrier social-démocrate ukrainien). Son programme et sa tactique, issus du programme et de la tactique du socialisme

international, étaient déjà adaptés aux conditions ukrainiennes. Il avait son histoire, ses traditions, ses méthodes et sa propre école. La pratique du travail clandestin du parti révolutionnaire a familiarisé ses membres avec une bonne organisation, les a éduqués, leur a donné une vision stable et les a habitués au travail politique. Le nom du parti, ainsi que celui de ses figures de proue, étaient connus d'un grand nombre de travailleurs ukrainiens.

Depuis les années 1870, lorsque la social-démocratie ukrainienne a émergé, le socialisme est passé de quelques intellectuels à une dimension nationale. Si la révolution ukrainienne s'était développée sans être entravée par des forces extérieures, elle aurait inévitablement donné naissance à la nouvelle République populaire d'Ukraine sous la direction des socialistes radicaux. Il est possible que si le centralisme russe des bolcheviks n'avait pas empêché une participation constructive à la révolution, ils auraient pu favoriser ce processus et renforcer la formation de la République ukrainienne.

La question de ce qui aurait pu être donné lieu à de nombreuses interrogations. Le socialisme ukrainien n'a pas été absorbé et marginalisé par le nationalisme ; il a été détruit par des forces extérieures : un destin partagé par les Juifs, les Polonais et d'autres acteurs du socialisme russe. Les efforts des bolcheviks pour fonder leur propre parti communiste ukrainien ont abouti à constituer une sous-unité du parti communiste russe. Loin de représenter un aboutissement des développements antérieurs au sein des partis socialistes d'Ukraine, il s'agissait au contraire d'une création artificielle. L'effet objectif de la formation d'un modèle d'État à parti unique imposé à l'Ukraine a été la destruction de toute la tradition socialiste antérieure.



Marko Bojcun (1951-2023): un marxiste ukrainien

Marko Bojcun appartenait à la génération de jeunes Ukrainiens dont l'éveil politique a eu lieu dans le sillage de la radicalité de 1968, des mouvements antiguerre et des droits civiques aux États-Unis, révolution de la contre-culture, recherche de «socialisme à visage humain» opposant les modèles capitaliste occidental et bureaucratique soviétique des deux côtés du «rideau de fer», incarné par le Printemps de Prague, écrasé par les chars soviétiques.

Quelques textes ont été publiés en français à télécharger en cliquant sur la couverture.



3 octobre 1989: grève générale à Lviv

ENTRETIEN AVEC ANDRIY SOKOLOV¹

Le 1^{er} octobre 1989, lors des fêtes de la célébration de la journée de la ville, des forces de police spéciales ont dispersé la foule dans la rue Kopernyka avec une brutalité particulière. Lors de cette journée désormais appelée «Dimanche sanglant» dans la mémoire populaire, se trouvaient parmi les victimes de nombreux passants, des personnes accompagnées d'enfants et des retraités. Devant l'émotion suscitée par ces violences, les autorités ont accusé les habitants de la ville d'en être responsables. Ils auraient battu des policiers sans défense et des agents de la police anti-émeute. La réponse aux violences policières des autorités a été une grève d'avertissement à l'échelle de la ville le 3 octobre, qui a touché plus de 50 des plus grandes entreprises, institutions et établissements de la ville. La grève a duré de 12 à 14 heures. Cette mobilisation de masse a contraint les autorités à accepter une enquête publique, qui a entamé la légitimité du Parti communiste ukrainien et est devenue l'un des facteurs de la rupture ultérieure de l'Ukraine de l'URSS. Pour marquer l'anniversaire de ces événements, *Trudova Halychyna* a interviewé en octobre 2020 un participant direct à la grève de 1989, Andriy Sokolov, qui dirigeait à l'époque le comité de grève du complexe industriel de Rynasnyansky. Ce moment sera le creuset de la naissance de syndicats indépendants qui formeront plus tard la confédération syndicale KVPU.



1. Propos recueillis le 3 octobre 2020. Traduction : Patrick Le Tréhondat.

Quelles entreprises ont participé à la grève à Rzasne?

Tout le monde a participé. Tout le monde sauf ZTT, parce que c'était une usine fermée. Les ouvriers ont participé. Certains le matin, d'autres l'après-midi, d'autres le soir. Je ne peux pas vous dire l'heure exacte aujourd'hui. Mais les gens sont venus sur les places devant chaque usine et ont organisé un rassemblement, avec des slogans, et ont arrêté la production pendant une heure et demie. Et puis j'ai lu dans le rapport du comité régional du parti [communiste] que toutes les usines, à l'exception de l'usine de matériel d'impression, ont participé à cette grève.

Comment la direction des usines a-t-elle réagi à ces discours?

La direction des usines avait déjà ressenti l'ambiance qui régnait et n'est généralement pas intervenue. Ils ont déclaré que la production ne devait pas être arrêtée et qu'il était préférable d'exprimer une position civique d'une autre manière (bien que l'on ne sache pas très bien comment). Mais cela ne nous a certainement pas empêchés de le faire. Personne ne s'est plaint à moi, en tant que responsable du site industriel, que l'administration avait intimidé qui que ce soit. Par ailleurs, dans chaque usine, il y avait un sixième département, les «KGBistes». Ils me parlaient gentiment, comme ça. Mais c'était probablement surtout pour signaler à leurs supérieurs que des événements étaient en cours.

Les chemins de fer, et en particulier la gare de marchandises de Klepariv, constituent un élément important du pôle industriel de Rzasnyansky. Les cheminots de Klepariv ont-ils participé à la grève?

Des cheminots de Klepariv ont également participé. Mais aujourd'hui, je ne peux malheureusement



pas vous dire exactement comment. Il y a bien eu une sorte de réunion, leurs représentants étaient dans notre syndicat. Cependant, le travail ne s'est pas arrêté. Tous les transports de fret et de passagers ont continué comme prévu. Il ne s'agissait pas d'une grève au sens exact du terme. Nous nous sommes simplement rassemblés et avons manifesté pendant vingt à trente minutes. Mais la presse de l'époque l'a présentée comme une grève. Pour le système, c'était sérieux quand les travailleurs se rassemblaient en dehors du contrôle de l'administration et des autorités et menaçaient de prendre des mesures sérieuses. C'était une action politique, pour ainsi dire.

Peut-on dire qu'il s'agissait d'une confrontation de classe entre les travailleurs et la bureaucratie du parti?

C'est possible, bien sûr, si on pousse un peu loin. Mais la bureaucratie était également considérée comme faisant partie du peuple à l'époque. Encore une fois, il s'agissait de protestations politiques avec des revendications politiques. Les gens voulaient des





changements, exprimer librement leurs opinions, lever la censure, organiser de vraies élections, instaurer une démocratie multipartite, etc. C'était proche du mouvement Solidarité en Pologne à l'époque. Cependant, ils l'ont fait eux à plus grande échelle, bien que, nous, nous l'ayons fait de manière plus efficace.

Lorsque nous avons étudié les ouvrages spécialisés sur ces événements, nous avons remarqué que les mouvements politiques informels de la période de la perestroïka s'appuyaient fortement sur des collectifs de travailleurs. Tant l'Union ukrainienne de Helsinki que le Mouvement populaire et l'Union de la jeunesse ukrainienne indépendante trouvaient leur base dans les travailleurs. Selon les statistiques de cette période, plus de la moitié des personnes détenues pour des actions politiques étaient des travailleurs d'entreprises locales.

Bien sûr, bien sûr. La plupart de ses militants de la base et ses cadres moyens étaient des représentants des collectifs de travail. Ils étaient ouvriers ou ingénieurs débutants. La direction de ces organisations était déjà l'intelligentsia, ou comme on disait à l'époque, «l'intelligentsia du travail». Mais disons que

la plupart des membres de la direction de l'Union ukrainienne de Helsinki étaient des travailleurs, car ils étaient soumis à d'importantes restrictions quant à leur capacité à trouver du travail. Ils étaient chauffeurs ou effectuaient des travaux peu qualifiés.

En quelques mois, la grève s'est transformée en un comité de protection des droits des citoyens. S'est-il concentré sur les droits socio-économiques des citoyens?

En fait, tous les syndicats indépendants ont quitté ce comité par la suite. C'était le prototype d'organisation où les gens se réunissaient pour assurer la protection juridique des employés. Et croyez-le ou non, au début des années 1990, vers 1992-1993, ils sont devenus les premiers syndicats indépendants. Au cours des premières années qui ont suivi l'indépendance, nous espérions encore réformer les anciens syndicats, et lorsqu'il est apparu clairement que c'était impossible, nous avons créé des syndicats indépendants. Le comité a d'abord constitué un cadre juridique dans lequel tous les syndicats indépendants avaient leurs représentants. En tant que vice-président de ce comité, je n'étais au départ qu'un juriste chargé de fournir une assistance, puis je me suis impliqué dans les activités syndicales.

Le comité est donc devenu par la suite l'aile ukrainienne occidentale de la Confédération des syndicats libres d'Ukraine (KVPU)?

Oui et non. Officiellement, le comité lui-même ne l'était pas. Mais le responsable du comité, Yakiv Ukhach, est devenu plus tard le chef de notre association, l'Association panukrainienne des comités de grève. En fait, il s'agissait de la première association régionale de syndicats indépendants, de syndicats libres, comme nous les avons appelés par la suite. Ainsi, sur la base du comité, le personnel



s'est rassemblé, ce qui a donné naissance à la KVPU dans la région. Je dirige toujours la confédération régionale.

Ne prenez pas cette question comme une tentative de résumer négativement et rétroactivement ces événements, mais nous pensons que la question est extrêmement importante. La plupart des entreprises qui ont participé à la grève de 1989 dans le complexe industriel de Rjasnyansky et dans l'ensemble de la ville ont cessé d'exister au cours de la décennie suivante. N'y voyez-vous pas un drame historique?

Eh bien, j'ai déjà dit qu'il s'agissait avant tout d'une action politique. Ce n'était pas une grève pour les salaires ou d'autres revendications sociales. C'était une grève politique pour réclamer la démocratie et la liberté. D'ailleurs, je vous dirai que ces actions n'avaient pas une orientation de gauche. Car le mouvement syndical a de toute façon une orientation de gauche, soit sociale-démocrate, soit d'extrême gauche. Et ces actions, dans l'ensemble, étaient plus à droite que l'idéologie de l'État de l'époque. Il s'agissait d'une protestation anticommuniste parce que les communistes avaient usurpé le pouvoir et transformé l'idéologie communiste en une absurdité et une sauvagerie absolues. Et si l'on veut s'opposer au gouvernement qui a mis le pays dans cet état, vous allez de gauche à droite, volontairement ou non. Et oui, tous ces comités n'ont pas réussi à créer des syndicats en fin de compte. Un comité de grève n'est pas un syndicat. Un syndicat aurait pu naître d'un comité de grève, mais cela n'a pas été le cas. Dans la plupart de ces entreprises, aucun syndicat n'a vu le jour. Seule Mikroprylad a réussi à créer un syndicat indépendant suffisamment important. Mais la grande majorité est restée dans le syndicat officiel. Les gens



ne rejoignaient pas les syndicats indépendants parce qu'ils ne comprenaient pas l'essence des syndicats, parce qu'ils voyaient que le syndicat se contentait de chanter avec l'administration et ne fournissait pas de véritable protection sociale, mais se contentait de redistribuer certaines ressources. Par conséquent, un mouvement syndical fort n'a pas émergé dans ces entreprises. Aujourd'hui, des secteurs entiers ne sont pas couverts par le mouvement syndical, ou alors il y est trop faible. En conséquence, les salariés n'ont aucune influence sur l'avenir de leur entreprise. Les syndicats, au contraire, ont commencé à se former lorsque les entreprises étaient réellement détruites. Les gens cherchaient déjà quelque chose pour les sauver, mais il était trop tard. La LAZ a créé un syndicat indépendant et je l'ai aidée. Nous avons fait de véritables grèves, bloqué des routes, mené des combats et fait tout ce que nous pouvions. Et pourtant,

la majorité de l'équipe n'a pas rejoint le syndicat indépendant, et l'entreprise a complètement disparu.

C'est-à-dire qu'ils ont créé des syndicats dans des entreprises qui étaient déjà en difficulté. Lorsque les salaires n'étaient pas payés depuis des mois, lorsqu'elles avaient déjà été déclarées en faillite. La grève est nécessaire lorsque l'entreprise est active, lorsque le propriétaire a peur de perdre sa capacité de production et ses avantages économiques. Mais lorsqu'ils se préparent déjà à la liquidation, alors vous pouvez faire grève aussi longtemps que vous le souhaitez.

L'élite galicienne de l'époque ne voyait pas non plus l'utilité des syndicats. Après tout, il y a eu des exemples où les réformes des syndicats ont eu lieu avant la réforme de l'État. En Pologne, en République tchèque et en Lituanie, cela s'est plutôt bien passé. Les syndicats y sont devenus des mécanismes efficaces. Quelqu'un doit convaincre les gens, quelqu'un doit les diriger. Mais l'élite galicienne était et reste très faible en matière sociale. Dans l'est de l'Ukraine, l'élite locale a sauvé les entreprises. Oui, on peut les appeler des «directeurs rouges», ou les appeler autrement. Mais ils les ont sauvées. Notre élite galicienne est restée totalement indifférente aux questions sociales. Elle vit et se nourrit d'idées abstraites «élevées». Ils veulent des changements pour l'ensemble de l'Ukraine, mais ils ne peuvent rien changer dans leur propre immeuble ou dans la ville. Ils n'ont ni les mains, ni le talent pour le faire.

Ne pensez-vous pas que le mouvement ouvrier de Lviv s'est révélé être une force si puissante et explosive que personne n'a voulu préserver ce monolithe?

Comment pourraient-ils ne pas l'être? Ils l'étaient. Mais d'une manière complètement différente. Ils étaient intéressés par le renversement de l'Union soviétique, mais ils n'étaient tout simplement pas

intéressés par le reste. Tous nos dissidents qui ont dirigé le mouvement étaient bien sûr des personnes remarquables. Mais ils ne comprenaient absolument pas les questions sociales. Ils n'avaient aucune idée de ce qu'était le marché du travail, de ce qu'était une redistribution équitable. N'oublions pas que l'ensemble du mouvement ukrainien a choisi d'adopter les formes de la mentalité rurale. Toutes les figures venaient des zones rurales et diffusaient une sorte de romantisme rural provincial avec la langue, les chansons et les traditions à l'honneur. Le mouvement ukrainien n'a pas réussi à créer cette puissante couche de culture urbaine capable de s'enraciner dans la classe ouvrière et d'intégrer des idées sociales. Ce terrible déséquilibre perdure encore aujourd'hui. Les vrais dirigeants syndicaux comme Furmanov ont été écartés en l'espace de quelques années, et celui-ci a même tenté de se présenter aux élections. Les travailleurs se sont alors retrouvés sans représentation politique et ont fini par se retrouver dans la situation qu'ils connaissent aujourd'hui.



UN FÉMINISME DANS LA GUERRE

Bilkis, un féminisme solidaire

PROPOS RECUEILLIS PAR PATRICK LE TRÉHONDAT

«Le 26 février avec notre initiative, sera un jour inoubliable. Tout ça parce que ce dimanche nous allons commencer une nouvelle activité, qui s'appellera Godivnichka¹... Tous les sans-abri et les personnes à faible revenu ont besoin d'une aide de base, abordable et surtout, régulière... Les distributions de repas seront faites dans la rue Mazepa, à droite depuis le marché Poplar sur l'aire de jeux. Recevoir notre aide n'est lié à aucun préalable d'opinion politique ou religieuse, aucun document ou aucune prière de la part du peuple ne sera nécessaire pour la recevoir. Vous pouvez juste venir pour un déjeuner chaud, peu importe les circonstances de la vie.» C'est ainsi qu'en février dernier Bilkis, annonçait sa nouvelle activité qui s'ajoute aux nombreuses autres déployées par le groupe féministe de Lviv. Deux de ses membres ont bien voulu répondre à nos questions sur ce projet ambitieux.

Depuis février 2023, vous distribuez des repas à Lviv. Comment vous est venue cette idée?

Ivanka, membre de l'équipe Bilkis et coordinatrice du projet Godivnichka: Quand j'étais enfant, mes parents et moi passions devant des poubelles et je voyais des gens qui prenaient de la nourriture dans les poubelles et je les regardais avec une curiosité enfantine: «Si tu étudies mal, tu vivras comme eux» me disaient mes parents. J'ai très mal étudié et leurs prédictions se sont partiellement réalisées, car à l'âge

de 20 ans j'ai découvert le monde du *freeganisme*² et je suis devenu l'une qui fouillent dans les poubelles. C'est en interagissant avec les «déchets» que je suis entré en contact avec des gens qui ne sont pas comme moi qui agit pour des raisons idéologiques partisans, mais qui sont dans le besoin, la pauvreté, l'insécurité sociale. Toutes leurs histoires m'ont touchées au plus profond de mon âme et j'ai toujours pensé à mes privilèges et à la façon dont je voulais aider les personnes en situation de vulnérabilité. Cet hiver, nous avons reçu une subvention pour nos activités, chaque membre de l'équipe a exprimé ce qu'elle aimerait faire, et c'est à ce moment-là que j'ai réalisé qu'en fait, tout était prêt pour commencer à faire ce que je voulais depuis longtemps. J'avais très peur, je me posais des questions et j'avais des craintes: quoi, où, comment? Je n'avais jamais eu d'expérience dans ce domaine, mais la synergie a joué un rôle clé. Nous avons trouvé une équipe, de grandes marmites, des récipients et une cuisine. Peu de gens sont venus aux premières distributions, l'erreur résidait dans notre mauvaise information, mais tout a changé après les annonces dans la rue, lorsque j'ai distribué dans toute la ville des tracts sur l'heure et le lieu des déjeuners gratuits. Aujourd'hui, nous avons une longue file d'attente, nous proposons une portion rationnée et tout est mangé.

Comment vous organisez-vous pour distribuer plus ou moins de 100 repas, est-ce un travail énorme? J'ai vu sur les photos que des hommes participaient également à la distribution, qui sont-ils?

Ivanka: Pour ce projet, je suis la coordinatrice et l'assistante du cuisinier. Le cuisinier principal est

1. « Que l'on peut traduire par mangeoire pour oiseaux. »

2. La démarche du « *freeganisme* » prône un mode alternatif de consommation qui tend vers la gratuité et lutte contre le gaspillage.





Timur, et trois volontaires se relaient pour aider à la distribution. Au cours de la semaine, nous discutons de ce que nous allons préparer, des stocks de nourriture que nous avons, de l'argent dont nous disposons et des produits qui sont actuellement en vente ou de saison. Le samedi soir ou le dimanche matin, nous faisons des achats au marché ou au supermarché ATB. Le dimanche, je viens chez Timur dans la matinée et nous commençons à cuisiner. J'aime beaucoup ce processus et j'aborde toujours chacune de ses étapes avec amour, même s'il s'agit d'éplucher 30 kg de pommes de terre. Toute la maison sent la nourriture, nous aérons sans cesse la cuisine, nous sentons nous-mêmes l'odeur des oignons frits. Nous préparons un plat, une boisson, et il y a toujours une friandise - des biscuits ou des sucreries. Lorsque tout est prêt, on le met dans de grands récipients. Nous nous accordons une «pause cigarette» de quelques minutes et nous goutons ce que nous avons préparé nous-mêmes. Tous nos plats sont très savoureux et nutritifs. Ensuite, nous appelons un taxi, nous chargeons une table pliante, des récipients et tout ce dont nous avons besoin, et nous nous rendons au point de distribution, où des personnes nous attendent avec des assiettes vides (pour des raisons environnementales, nous demandons d'apporter des couverts réutilisables et nous n'utilisons pratiquement pas de plastique jetable). La distribution commence à 12h00 et se déroule rapidement. Timur remplit les assiettes, un des volontaires verse une boisson, je distribue des bonbons, parfois nous changeons de rôle. Tout le monde repart rassasié, nous replions la table et allons à l'arrêt de bus, au retour nous prenons les transports publics et ramenons les récipients vides à la maison, nettoignons la cuisine et nous nous disons au revoir jusqu'au dimanche prochain. Tout le monde peut être membre de l'équipe de distribution, les hommes sur

la photo font partie de nos connaissances du cercle des activistes qui se joignent au projet.

Comment la population réagit-elle? Avez-vous reçu de l'aide de la part des autorités de la ville ou d'autres soutiens?

Ivanka : Les gens disent toujours merci, merci beaucoup. Les plats sont complimentés, nous voyons les assiettes vides, et c'est le meilleur retour d'information et la meilleure réaction pour nous. Malheureusement, nous n'avons jamais reçu de soutien [des autorités], ce projet est né grâce à une subvention. Elle a été calculée pour six mois de distribution, mais grâce à notre gestion rigoureuse et de notre esprit frugal, nous avons dépensé un peu plus de la moitié de la somme, nous sommes donc très heureuses d'avoir encore de l'argent pour poursuivre ce projet d'ici la fin de l'année.

Ces distributions ne relèvent pas de la charité mais de la solidarité sociale qui est au centre des activités de Bilkis, un groupe féministe antipatriarcal et anticapitaliste. Comment reliez-vous cette activité d'aide alimentaire à votre combat féministe?

Ivanka : Quand je parle de féminisme, il s'agit de beaucoup de choses et surtout de justice, de sécurité et d'égalité. Ce n'est qu'un aspect. Divers problèmes sociaux peuvent être superposés à ce socle, comme le harcèlement sexuel, la violence domestique, les stéréotypes, y compris l'inégalité sociale. En tant que féministe militante, je veux rendre le monde plus heureux, plus sûr et plus juste grâce à l'égalité et à l'équité. C'est précisément là qu'il y a un lien entre nos activités et les personnes qui viennent manger à notre table. Je perçois le féminisme, avant tout, comme un projet avec une vision du monde visant à construire l'avenir. Dans les conditions actuelles, j'ai réalisé que

nous devons essayer de rendre notre société plus sensible et plus attentive à ceux qui sont plus vulnérables que nous, en ce moment même, pendant la guerre, afin d'en sortir non seulement vainqueurs, mais aussi entant que société démocratique et égalitaire.

Vous avez de nombreuses activités. Avez-vous d'autres projets ?

Yana, membre de l'équipe Bilkis et coordinatrice de *L'Espace des choses* : Aujourd'hui, nos principaux projets sont Godivnichka et L'Espace de chose. En outre, nous enregistrons un podcast que nous commencerons à diffuser à la mi-septembre. Il s'agira ensuite de podcasts en ukrainien sur des sujets courants avec une perspective de genre, tels que la nourriture, les transports, la langue, etc. Nous sommes également en train de développer un site web.

De temps en temps, nous organisons des événements : des projections de films, des clubs de parole, des soirées de divertissement et nous avons récemment organisé une exposition [sur le corps de femmes]. En juillet, notre membre Ivanka s'est rendu dans la région de Donetsk avec des « colis de joie » – il s'agit de 43 boîtes de bonbons et de jouets pour les enfants qui vivent encore dans cette région. Elle effectuera peut-être un autre voyage à l'automne dans les régions de Donetsk, Mykolaiv ou Kherson. Nous avons également publié un zine *Activistka* sur les femmes – militaires ou militantes – pendant la guerre à grande échelle. Nous avons actuellement deux autres zines en cours de préparation – le premier porte sur les femmes qui sont dépendantes des drogues ou qui en consomment, et le second sur les femmes sans-abri et leur vie dans la rue. Un court-métrage est également prévu sur les femmes âgées et sur la façon dont elles vivent la vieillesse et les défis auxquels elles sont confrontées.

Un mot sur l'Espace des choses. Quel bilan tirez-vous de cette activité ?

Yana : *L'Espace des choses* est un espace libre et permanent qui fonctionne trois jours par semaine pendant trois heures. On peut apporter et donner des choses et on peut en prendre. Il s'agit d'un projet à vocation sociale et écologique. Nous recevons beaucoup de réactions positives et reconnaissantes. En août (2023), ce projet a déjà un an ! Nous pensons que ce projet est nécessaire, nous le voyons parce que le nombre de visiteuses est élevé. Nous aimons ce que nous faisons. Et nous avons l'intention de continuer à le faire. Les choses devraient être réutilisables et gratuites, et non pas polluer sans but la planète et voler nos ressources.

Pour en savoir plus en téléchargement gratuit :

Bilkis, un groupe féministe ukrainien

https://www.syllepse.net/syllepse_images/articles/bilkis-french_compressed.pdf



Mariage à la Kharkiv Pride

Hier, deux femmes se sont mariées à Kharkiv : une militaire et une activiste. Le mariage s'est déroulé sous forme de spectacle, symbolisant une «vraie» cérémonie. Alina Chevtchenko est une soldate de la région de Kharkiv, capitaine et officière d'état-major de brigade. Elle est dans l'armée depuis 2015 : elle a d'abord été mobilisée, puis a signé un contrat. Les militaires de son régiment sont au courant de son orientation sexuelle et de ses fiançailles avec sa partenaire. Stanislava Petlytsia est une militante de Kharkiv qui œuvre à la protection des droits des femmes et des personnes LGBTQ+. Elle est également membre de l'équipe de la Kharkiv Pride.



La cérémonie de mariage a commencé près du bureau de l'état civil. Les mariées ont été soumises à un rituel ukrainien traditionnel : elles ont été aspergées d'avoine, de blé, de riz, de sarrasin, de bonbons, de pétales et de pièces de monnaie, et ont pris des photos avec les invités. Les jeunes mariées se sont ensuite promenées dans la ville. Le lancer de bouquets des mariées a également eu lieu. Alina et Stanislava n'ont pas pu faire un mariage officiel. L'Ukraine n'offre toujours pas l'égalité des droits en matière de mariage à tous les couples. Une solution partielle au problème pourrait être l'adoption du projet de loi n° 9103 sur les partenariats (civils).

Toutefois, cette loi ne signifiera pas l'égalité face au mariage, mais elle constituera au moins un pas en avant dans la reconnaissance des relations entre les couples de même sexe.

Source: *comité français du RESU*



**PENDANT
LA GUERRE
LA LUTTE CONTINUE**

« Gérer et contrôler les hôpitaux, c'est possible »

PATRICK LE TRÉHONDAT¹



Selon un rapport du 10 août 2023 du Centre de santé ukrainien, depuis le début de l'invasion russe à grande échelle, plus de 1000 attaques contre des infrastructures de santé ont été enregistrées. Le système de santé ukrainien – personnel médical, établissements médicaux et autres infrastructures de santé – a subi environ deux attaques par jour depuis le début de l'invasion à grande échelle de la Russie le 24 février 2022. À la suite de ces attaques, 148 travailleurs médicaux ont été tués et, à la suite de 414 attaques, des hôpitaux et des centres de soins ambulatoires ont été endommagés ou détruits. Oksana Slobodiana, membre du syndicat indépendant Sois comme Nina explique que «la situation est extrêmement tragique. Notre personnel soignant est souvent contraint de négliger sa propre sécurité pour sauver la vie des patient-es. Aujourd'hui, nous accordons une attention particulière à ceux et celles qui sont restés dans la zone de combat. Notre organisation leur apporte une aide financière (dans le cadre d'un projet avec Medico International), ainsi qu'un soutien psychologique et juridique. Le personnel soignant qui a décidé de quitter les villes de première ligne pour des villes plus sûres n'est pas non plus laissé sans aide.

1. 23 août 2023.

Jusqu'à présent, nous sommes en mesure de leur fournir un logement, de la nourriture, des produits d'hygiène et des médicaments jusqu'à la fin de l'année. Ici, ils et elles s'adaptent et trouvent un emploi». À cette situation dramatique, s'ajoute une gestion désordonnée du système hospitalier ukrainien, fruit notamment d'une réforme d'avant le 24 février 2023 qui a confié aux collectivités locales la gestion des centres de santé. La corruption est endémique dans le système hospitalier ukrainien.

Par exemple, le matin du 10 août, des perquisitions ont eu lieu à l'hôpital de Jytomyr. Le porte-parole de la police nationale a justifié ainsi cette opération de police :

Aujourd'hui, la police nationale enquête sur l'hôpital de Jytomyr, ainsi que sur des personnes susceptibles d'être impliquées dans des activités illégales. Des actions d'enquête sont menées dans le cadre d'une procédure pénale pour fraude avec les fonds alloués pour financer la fourniture des services médicaux.

Selon les enquêteurs, les responsables de l'hôpital ont organisé un stratagème pour obtenir illégalement des fonds budgétaires du Service national de santé d'Ukraine. «Tous les hôpitaux doivent être contrôlés!! », a déclaré une infirmière sur le réseau social du syndicat Sois comme Nina. Une autre enquête est en cours à l'hôpital d'Ivano-Frankivsk sur une fraude de 4,5 millions d'UAH. Dans cette période où le système de santé est vital, depuis de nombreux mois les infirmières ne perçoivent plus leur salaire ou dans le meilleur des cas une partie. Leurs conditions de travail se dégradent et lorsqu'elles protestent elles sont en butte à des brimades. Dans le précédent numéro de *Soutien à l'Ukraine résistante*, nous avons rapporté sur la manifestation, le 15 juillet, des infirmières de quatre hôpitaux à Kryvyi Rih qui réclamaient le

paiement de leur dû. Le 27 juillet, Sois comme Nina organisait un rassemblement devant le ministère de la Santé à Kyiv pour porter les doléances des personnels de santé. Sous une pluie battante, les syndicalistes ont dû patienter sur le trottoir, en dépit des menaces de la police qui leur a rappelé que tout attroupement sur la voie publique était interdit sous la loi martiale. Une représentante du ministère daignant ensuite descendre les voir et repartir après un échange tendu. En fin d'après-midi, le ministère a, cependant, annoncé accepter de recevoir une délégation du syndicat en septembre. Pour Oksana :

[Ce] rassemblement sous les fenêtres du ministère de la santé n'était pas formellement un rassemblement, car pendant la loi martiale, ils sont interdits. Nous sommes simplement venus pour nous rappeler les problèmes existants dans le secteur de la santé. Malgré le fait que la guerre dure dans le pays depuis deux ans et que les fonds alloués au secteur de la santé sont très faibles, les soignants doivent recevoir un salaire décent et à temps. Pouvez-vous imaginer ce qui se passerait dans le pays si ils et elles commençaient à quitter massivement le pays? Les autorités ne devraient pas permettre cela. Nous travaillons désormais activement à l'unification de tous les soignants d'Ukraine. Nous les aidons à créer des syndicats indépendants sur le terrain, nous parlons de leurs droits. Ensemble, nous préparons des appels écrits aux représentants des autorités, dans lesquels nous les informons de nos problèmes et proposons des options pour les résoudre. Nous prenons également rendez-vous avec des responsables, avec qui nous souhaitons discuter en face-à-face de tout ce qui ne nous convient pas. Je voudrais souligner que nous avons créé une convergence du personnel médical d'Ukraine, qui comprend les syndicats les plus actifs de diverses régions. Ensemble, nous frapperons aux portes des bureaux du gouvernement

pour empêcher la destruction des soins de santé et des emplois du personnel médical en Ukraine.

Pour répondre à cette crise, selon Oksana, «le moyen le plus efficace est de créer des syndicats indépendants qui peuvent et pourront comprendre clairement la situation et contrôler tout de l'intérieur. En effet, qui connaît mieux la situation de son hôpital, ses capacités, son administration que les employés eux-mêmes. Ainsi, gérer et contrôler les hôpitaux est possible si nous commençons par faire élire le directeur par le personnel lui-même. En outre, les membres de la direction doivent être responsables même après leur licenciement, de sorte que le syndicat sera en mesure de contrôler tous les processus [judiciaires]. Enfin, la chose la plus importante est une comptabilité transparente, qui montre clairement combien d'argent a été reçu et à quoi il a été dépensé». Nous publions, outre des extraits des statuts de Sois comme Nina¹, un article sur les inégalités des salaires et des conditions de travail des infirmières et des médecins.



1. Voir «Nous créons des syndicats indépendants dans les hôpitaux», *Soutien à l'Ukraine résistante*, n° 18 et «La douleur des infirmières ukrainiennes en temps de guerre, un rapport du syndicat Sois comme Nina», *Soutien à l'Ukraine résistante*, n° 20.

Assemblée constitutive du Mouvement médical Sois comme Nina¹

Statuts [extraits]

11. L'organisation Mouvement médical Sois comme Nina est une association :

- volontaire : association d'individus établie sur une base volontaire ;

- autonome et libre : choix du territoire d'activité.

[...]

Elle a pour objet la coordination d'initiatives sociales, principalement dans le domaine du travail et de la protection des droits civils des travailleurs de la santé, en promouvant la satisfaction et la protection des droits sociaux et économiques légitimes des travailleurs de la santé.

Dans ses activités, l'Organisation est guidée par la Constitution de l'Ukraine, le Code civil de l'Ukraine, le Code fiscal de l'Ukraine et la loi ukrainienne sur les associations publiques, la loi ukrainienne sur «l'enregistrement des personnes morales et des entrepreneurs individuels et les organisations publiques», d'autres lois ukrainiennes applicables et la présente charte. [...]

1.6. L'organisation est une société non entrepreneuriale dont l'objectif principal n'est pas d'obtenir des fonds de l'État. L'organisation est libre de

1. Septembre 2020.



ДЕНЬ МЕДИЧНОГО ПРАЦІВНИКА

Керівництво МОЗ не зраділо візиту медиків, які хотіли обговорити проблеми лікарень



choisir ses activités et fonctionne selon les principes suivants: volontariat, autonomie, libre choix du territoire d'activité, égalité devant la loi, etc. [...]

L'association a pour but de coordonner les activités des professionnels de la santé, notamment par :

- l'échange d'expériences et l'organisation d'actions de solidarité et de campagnes conjointes.

- des activités éducatives, en particulier sur les questions médicales et la politique des soins de santé et les réformes dans ce domaine ;

- assurer la formation de la position de la communauté médicale sur les questions de santé publique, des questions d'actualité liées aux soins de santé ; participation au contrôle public de la mise en œuvre de la politique sociale en Ukraine.

Ses principales activités sont les suivantes : le suivi et l'information du public sur les activités des initiatives sociales, y compris les rassemblements pacifiques et les manifestations publiques ; coordonner les activités des initiatives des mouvements sociaux, notamment par le biais d'échanges d'expérience et l'organisation d'actions de solidarité et de campagnes communes ; le suivi des changements et des pratiques dans l'application du droit du travail et du droit pacifique de la réunion ; le suivi des mouvements sociaux, y compris les mouvements syndicaux et les mouvements de défense des droits civiques ; l'évaluation et la prévision, par des experts, des risques et des perspectives de réforme des systèmes sociaux et économiques dans le secteur du travail en Ukraine ; la participation au contrôle public de la mise en œuvre de la politique sociale en Ukraine ; étudier l'expérience des pays étrangers en matière de réforme du domaine social et du travail, la participation des mouvements sociaux et les initiatives face à l'administration publique et les équipes d'entreprise.

L'organisation est ouverte à tous ceux qui adhèrent aux principes suivants :

- démocratie participative, priorité inconditionnelle de l'intérêt public sur l'intérêt individuel entreprise ;

- les intérêts des travailleurs salariés l'emportent sur les intérêts de l'oligarchie ;

L'utilité publique prime sur l'efficacité économique ;

- solidarité avec tous les peuples opprimés et condamnation de toutes les formes de chauvinisme national, sexisme, homophobie.

L'adhésion est volontaire et individuelle, [ouverte à tous] citoyens ukrainiens, étrangers et personnes sans domicile fixe. Les citoyens qui résident légalement en

Ukraine, qui ont atteint l'âge de 14 ans¹ et qui reconnaissent la charte de l'organisation, la promotion des activités visant à atteindre son objectif et ses buts.

Inégalité des salaires et des conditions de travail des infirmières et des médecins

Le média en ligne *Трудова Галичина* vient de publier une étude sur la rémunération des infirmières². Selon le Service national de santé de l'Ukraine, les salaires des médecins à Lviv et dans la région varient entre 24 000 et 50 000 UAH (500 et 1 246 euros), et atteignent 160 000 UAH (4 000 euros) pour les postes à responsabilité. Selon le mouvement médical Sois comme Nina, les salaires des infirmières galiciennes se situent généralement entre 5 000 et 10 800 UAH (124 et 269 euros). Toutefois, selon le décret présidentiel n° 261/2021, le salaire d'une infirmière ne peut être inférieur à 13 500 UAH (ou 10 800 UAH par mois).

L'inégalité de rémunération du personnel médical débutant s'accompagne souvent d'une attitude dédaigneuse des médecins à l'égard des infirmières.

1. Remarque de Julia, membre de Sois comme Nina : « Parce qu'à l'âge de 14 ans, nous recevons un passeport ukrainien et nous pouvons étudier dans des institutions médicales. »

2. 18 juillet 2023.



Cela s'explique généralement par le fait que les infirmières, les aides-soignantes, les laborantines et les auxiliaires médicales sont moins qualifiées.

Outre l'inégalité salariale, il existe également une importante inégalité entre les sexes au sein du personnel médical. Les femmes du secteur médical supportent une charge de travail disproportionnée et ont moins de possibilités d'améliorer leur situation. Par exemple, un homme sur trente travaillant dans un établissement de santé occupe un poste de direction. En revanche, seule une femme sur 176 occupe un poste de direction! Le nombre de femmes est également disproportionnellement plus élevé parmi le personnel médical intermédiaire et subalterne, qui perçoit les salaires les plus bas. Par conséquent, les travailleuses supportent une double charge: économique (salaires inférieurs à ceux des médecins) et sociale (garde d'enfants, responsabilités familiales, etc.).



Les inspections du travail sont une nécessité urgente pour l'Ukraine¹

VITALY DUDIN

À partir du 1^{er} août 2023, l'Ukraine rétablira certaines mesures de contrôle qui étaient en place avant l'invasion russe, à savoir les contrôles fiscaux. Bien

que cette mesure ait été critiquée par les plus grandes associations d'entreprises, elle peut difficilement être considérée comme un signe que le gouvernement est conscient de la nocivité de sa politique consistant à jouer le jeu des intérêts du capital pendant la guerre. Après tout, le travail efficace du Service national du travail de l'Ukraine (SLSU), l'organe chargé de contrôler le respect du droit du travail, est toujours bloqué. L'agression armée contre l'Ukraine a déstabilisé le secteur de l'emploi et entraîné un niveau sans précédent de violations du droit au salaire, au repos, à la sécurité et à la santé au travail. L'État a cessé de les combattre pendant longtemps, plaçant les travailleurs dans une position encore plus vulnérable.

Les inspections du travail, qui font partie du Service national du travail, ne peuvent pas effectuer d'inspections programmées, et les inspections non programmées ne peuvent être effectuées qu'avec d'importantes restrictions. Pourquoi l'élite dirigeante est-elle disposée à autoriser les inspections fiscales, mais pas les inspections du SLS? Premièrement, le renforcement du contrôle fiscal est encouragé par un acteur aussi influent que le FMI. Deuxièmement, le caractère «indésirable» des inspections du travail a des connotations de classe et politiques: des plaintes massives de la part des travailleurs seraient clairement désavantageuses pour les employeurs et pourraient renforcer le pouvoir collectif des employés.

Cette situation est incompatible avec l'obligation de l'État de mettre en place un système d'inspection du travail dans les entreprises au titre de l'Organisation internationale du travail (convention n° 81 concernant l'inspection du travail dans l'industrie et le commerce). Le refus de l'Ukraine d'appliquer cette disposition sur l'ensemble du territoire et dans tous les secteurs ne pouvait que conduire à des abus de la part des employeurs, qui percevaient le moratoire

1. Docteur en droit et membre de Sotsialniy Rukh.

comme une «carte blanche» pour toute action à l'encontre de leur personnel. Il va sans dire que de telles pratiques sont en contradiction avec le parcours d'intégration européenne de l'État ukrainien. Elles sont également inacceptables dans la perspective de la loi martiale, alors que l'État de droit doit être assuré dans toutes les entreprises pour que le pays tout entier et ses entités économiques puissent réellement travailler à la victoire.

Depuis le début de l'invasion, il est nécessaire de renforcer les sanctions à l'encontre de l'usage d'une main-d'œuvre contractuelle, mais les employeurs fautifs ne sont plus du tout poursuivis. L'Ukraine aurait pu profiter des circonstances extraordinaires pour renforcer le rôle des inspections du travail, mais cela ne s'est pas produit. Au contraire, les politiciens néolibéraux ont formé l'opinion que le SLS sert à «faire pression» sur les entreprises.

«Le Service national du travail est un organe assez fort, au même titre que le Service national des impôts», a déclaré Galina Tretyakova, présidente de la commission de la politique sociale de la Verkhovna Rada, déclaration qui peut difficilement être prise au sérieux. De plus, cette comparaison est trop simpliste: les inspections du travail ne sont pas tant destinées à poursuivre des objectifs fiscaux qu'à promouvoir le développement social. Malheureusement, l'importance de cette mission est sous-estimée par les autorités ukrainiennes, et la poursuite des réformes pourrait conduire à une perte totale de contrôle du marché du travail (à moins que ce ne soit l'objectif des réformes).

Un affaiblissement contrôlé?

L'affaiblissement des inspections du travail est un exemple particulier de déréglementation dans le secteur de l'emploi. Cependant, la politique de

concessions aux employeurs est de plus en plus critiquée, même au niveau officiel. Le fait que la libéralisation et les concessions aux employeurs n'ont pas eu les effets escomptés est reconnu même officiellement.

«Après la réduction de la taxe sociale unifiée, il n'y a pas eu de changements significatifs dans la structure du travail non déclaré, tout comme il n'y a pas eu de changements significatifs après l'introduction des relations de travail simplifiées», admet Igor Degner, chef du service national du travail. C'est pourquoi le travail de l'organisme qu'il dirige semble nécessaire.

M. Degnera est convaincu que le nombre de personnes couvertes par la sécurité sociale augmente. Cela signifie une augmentation du nombre de personnes pour lesquelles des cotisations de sécurité sociale sont payées (principalement celles qui sont employées dans le cadre d'un contrat de travail). Cependant, les données les plus récentes du Fonds de pension de l'Ukraine indiquent le contraire: en mars 2023, le nombre de personnes assurées a diminué pour atteindre 10,654 millions, dont 8,624 millions de salariés (leur nombre a diminué dans la plupart des régions de l'Ukraine). Ainsi, la reprise économique relative n'a pas entraîné de changements positifs en matière d'emploi. Cela s'explique en partie par l'insuffisance des contrôles et l'absence de sanctions: les employeurs peu scrupuleux n'hésitent pas à payer en espèces et à engager des travailleurs sans contrat de travail, y compris dans des emplois dangereux. «Récemment, le Service national du travail s'est transformé en un organe consultatif», c'est ainsi que les experts indépendants décrivent le rôle de cet organe.



« Nous vous avons entendus » 26 000 fois

Les statistiques sur les appels au SLS montrent que de nombreuses personnes considèrent ce service comme leur défenseur. « Au cours de la période allant du 24.02.2022 au 25.07.2023, le Service national du travail et ses organes territoriaux ont reçu 26 627 demandes de recours de citoyens », a déclaré la direction du Service national du travail en réponse à notre demande. Selon nos informations, dans la plupart des cas, les citoyens ont reçu le même type de réponses concernant l'impossibilité de mener des inspections en raison de la non-approbation par le ministère de l'économie. Les demandes d'infirmières à qui l'on devait des salaires, de grutiers travaillant sur des équipements défectueux, de cheminots dont les contrats de travail étaient suspendus étaient ignorées...



Conscientes de la tension croissante, les autorités ont été contraintes de remédier à ces lacunes, mais elles l'ont sans se presser. Les amendements à la loi n° 2136 du 1^{er} juillet 2022 concernant les inspections inopinées par le SLS ont plutôt embrouillé la réglementation et n'ont pas conduit à une augmentation du nombre d'inspections. Ainsi, les inspections inopinées du SLS n'ont repris que le 16 juin 2023. Cela a été possible parce que le 9 mars 2023, le ministère de l'économie a publié l'ordonnance n° 1243 pour mettre à jour les formulaires d'actes, et le 16 juin 2023, l'ordonnance n° 5782 a clarifié la procédure pour les inspections inopinées. Au cours de cette période, les organes territoriaux du Service national du travail ont effectué 483 inspections inopinées, qui ont donné lieu à 251 rapports sur des infractions administratives et à 393 ordonnances visant à éliminer les violations identifiées. Bien que depuis le 19 juillet 2022, le Service national du travail soit

habilité à demander l'annulation des ordonnances de suspension injustifiée des contrats de travail, il n'a fait usage de ce pouvoir qu'à trois reprises (!).

Actuellement, les inspecteurs ne répondent qu'à un nombre restreint de questions, notamment l'emploi non déclaré, les licenciements illégaux et la suspension des contrats de travail. Récemment, à la demande du syndicat des travailleurs médicaux de Zaporijia d'organiser une inspection sur la suspension unilatérale de la convention collective sur les paiements de soins de santé par l'administration, les inspecteurs se sont « plaints » qu'ils n'avaient pas l'autorité nécessaire pour mettre en œuvre des mesures de contrôle. Cependant, on peut douter que les inspecteurs soient en mesure de lutter de manière adéquate contre le phénomène du travail au noir, qui prend depuis longtemps une ampleur catastrophique. La raison en est les lacunes et les contradictions systémiques qui imprègnent la législation sur la surveillance (le contrôle) de l'État.

Qu'est-ce qui empêche les inspections de se produire ?

Pour s'acquitter efficacement de leurs tâches, les inspecteurs du travail doivent disposer de ressources et de pouvoirs suffisants, recevoir une formation adéquate et être indépendants de toute influence extérieure. Malheureusement, en Ukraine, où les bénéfices du propriétaire privé priment, ces principes importants ne sont pas respectés. [...]

En particulier, les inspections du travail devraient être menées conformément à la loi n° 877 sur le contrôle des entrepreneurs, et les employeurs peuvent éviter les amendes prévues à l'article 265 du Code du travail s'ils se conforment aux ordonnances de mesures correctives. Actuellement, le SLS est guidé

par le règlement, qui est approuvé par un arrêté et dont la force juridique est inférieure à celle de la loi n° 877. Dès 2018, les représentants de l'OIT ont demandé que les restrictions aux inspections prévues par le règlement soient levées et qu'aucun moratoire sur les mesures de contrôle non programmées ne soit introduit, mais pendant la loi martiale, les autorités ukrainiennes ont fait exactement le contraire. Le risque potentiel que les employeurs contestent les actions des inspecteurs limite leur activité.

Ces limites se trouvent dans la sphère politique : depuis la fin de l'année 2019, les activités du Service national du travail ont été transférées du ministère de la politique sociale au ministère de l'économie, qui se préoccupe principalement du « climat d'investissement », c'est-à-dire de la création d'un environnement favorable à l'exploitation des travailleurs. Malheureusement, l'Ukraine ne dispose pas d'un ministère du travail qui pourrait promouvoir un outil socialement orienté dans les relations de travail, bien que de tels organismes gouvernementaux existent, par exemple, aux États-Unis et en Allemagne.

Atteinte à l'intégration européenne et aux droits humains

Il n'est pas difficile de deviner à qui profite cette situation. Mais le fonctionnement à part entière du service public de l'emploi apporterait un bénéfice social significatif. En temps de guerre, il est impératif de préserver la capacité des citoyens à travailler, à remplir le budget et à soutenir l'armée par des dons. Cela n'est possible que si le droit du travail est pleinement appliqué. Or, les tentatives de l'État, qui s'est fait fort de sauver l'économie, de libérer les entreprises des « charges sociales » des autorités de

régulation, ont permis aux employeurs de licencier et de spolier les salariés en toute impunité. Le fait de donner aux employeurs les moyens d'optimiser les coûts de personnel (voir la loi n° 2136), combiné au fait de lier les mains des inspecteurs du travail pendant la loi martiale, a créé un système dysfonctionnel de régulation des relations de travail. En raison de ses lacunes, les travailleurs sont découragés et les employeurs ne sont pas incités à se développer.

Les restrictions excessives imposées aux inspecteurs ont suscité l'intérêt du médiateur Dmytro Lubinets. Sur son insistance, des modifications ponctuelles ont été apportées à la résolution n° 303 de la CMU, qui définit les exceptions dans lesquelles les inspections non programmées sont autorisées sur la base des décisions du ministère de l'économie. Cependant, l'imperfection des règles continue de susciter des critiques au niveau international. « Les restrictions relatives aux inspections du travail (concernant la libre initiative des inspecteurs du travail de mener des inspections sans préavis, la fréquence des inspections) ne sont pas conformes aux conventions pertinentes de l'OIT sur les inspections ratifiées par l'Ukraine », telle est l'évaluation sévère figurant dans le rapport analytique sur la demande d'adhésion de l'Ukraine à l'UE daté du 1.02.2023. Luke Cooper, chercheur à la London School of Economics, a critiqué les restrictions imposées aux inspections du travail. Il souligne qu'en raison de l'absence de contrôle, le nombre de relations informelles dans le secteur de la construction, qui est essentiel pour la reprise de l'Ukraine, augmente déjà.

Il est temps de reconnaître

En l'absence d'organes indépendants de surveillance du marché du travail, ce dernier risque de se désintégrer, car il est miné par les antagonismes



entre employeurs et employés, et l'instabilité actuelle n'a fait qu'aggraver les tensions. «Une économie de marché laissée à elle-même ne peut pas réguler de manière adéquate le fonctionnement des sociétés, en particulier dans le domaine de la protection des travailleurs», indique délicatement la brochure de l'OIT sur l'inspection du travail. Seuls les fanatiques du marché sauvage nieront que les employeurs seront toujours avantagés par rapport à leurs employés et que les recours isolés des travailleurs devant les tribunaux ne changeront pas les tendances.

Le lien entre l'activité des inspections du travail et l'élimination des situations honteuses dans le cadre des relations de travail a été souligné une fois par la résolution du Parlement européen «Sur une inspection du travail efficace en tant que stratégie d'amélioration des conditions de travail en Europe» (2014). Comme indiqué dans la résolution, «l'inspection du travail joue un rôle important dans la protection des droits des travailleurs, la garantie de la santé et de la sécurité au travail et la lutte contre les conditions de travail dangereuses, la prévention des violations des règles de protection de l'emploi et la promotion d'une croissance économique équitable et socialement responsable». Au paragraphe 12 de ce document, le Parlement européen préconise clairement que les inspections soient effectuées de manière inopinée, répétée et même aléatoire.

D'aucuns pourraient se demander s'il est raisonnable de dépenser un demi-milliard du budget pour maintenir un organisme qui ne remplit pas sa mission. Il est nécessaire de financer cet organisme, mais seulement si le paradigme est fondamentalement modifié. En temps de guerre, la plupart des citoyens sacrifient leurs biens les plus précieux pour sauver l'État, et ils ont donc le droit d'espérer que l'État s'occupera d'eux.



À quoi doit ressembler une inspection du travail ?

L'une des mesures prioritaires pour renforcer le statut du SLS devrait être de réglementer les pouvoirs des inspecteurs du travail au niveau de la loi. L'actuel directeur de l'agence le souligne directement.

Le Sotsialniy Rukh considère les inspections du travail comme un type d'organisation qui :

- est contrôlée par les partenaires sociaux, en interaction avec les syndicats et guidée par les priorités publiques (idéalement, elles font partie du système du ministère du travail ou du ministère de la politique sociale);

- peut effectuer des inspections inopinées à la demande des employés et des travailleurs indépendants concernant des violations de la législation sur le travail, la protection du travail et l'emploi conformément à la convention n° 81 de l'OIT, sans restriction quant à l'heure, au sujet et à la fréquence des inspections;

- doit fonctionner en continu, sans suspendre les opérations en raison de moratoires;

- doit effectuer un travail préventif, en vérifiant les éventuelles violations des employeurs qui utilisent des formes d'emploi précaires, paient de bas salaires ou ont souvent recours aux heures supplémentaires;

- doit évaluer leur performance sur la base des critères d'augmentation du nombre de personnes légalement employées et de minimisation des accidents;

- dispose de pouvoirs étendus pour inspecter les lieux de travail et mener des entretiens avec les employés et les employeurs;

- doit fournir des recommandations obligatoires que les employeurs doivent prendre en compte afin de prévenir le harcèlement moral, la discrimination

et d'autres formes de traitement indigne sur le lieu de travail ;

- doit appliquer la présomption de relations de travail (y compris pour les personnes employées dans l'économie parallèle), c'est-à-dire avoir le droit de reconnaître les relations comme des relations de travail à moins que l'employeur ne prouve le contraire ;

- est protégée par l'État, ce qui rend impossible d'entraver leurs activités ou de les empêcher d'entrer sur le territoire de l'employeur ;

- est en mesure de prendre des mesures suffisantes, y compris l'imposition d'amendes, le rétablissement des droits violés et la suspension de l'activité des entreprises, si leur travail crée un danger ou s'il est fait appel à de la main-d'œuvre non déclarée.

Aujourd'hui, la plupart des États membres voisins de l'UE, dont la Pologne, la Roumanie, la Slovaquie et la Hongrie, ont mis en place des lois sur l'inspection du travail. Si nous voulons que le secteur de l'emploi soit moins conflictuel, que les employeurs respectent davantage le droit du travail et que les entreprises soient plus responsables, nous devons suivre cette voie. Il est difficile de prédire l'adoption de lois aussi progressistes dans le climat politique actuel. Cependant, sans respect des droits des personnes au travail, le retour de millions de réfugiés de pays, où les inspections du travail protègent réellement les personnes, ainsi qu'une reconstruction rapide après la guerre ne seront pas du tout possibles. C'est pourquoi nous appelons à utiliser le potentiel du service public du travail et à exiger un rôle plus important des inspections du travail.

Bulletin d'information syndicale¹

Le Réseau Européen de solidarité avec l'Ukraine publie en trois langues (français, anglais, castillan) le premier numéro de sa lettre d'information. Celle-ci a un double objectif: «Expliquer l'action des travailleurs ukrainiens, des syndicats et d'autres organisations de solidarité avec les travailleurs dans la défense de leur pays; et rendre compte des nombreuses campagnes et initiatives d'aide que les syndicats, les groupes de solidarité et les organisations de gauche et progressistes entreprennent en dehors de l'Ukraine pour soutenir les travailleurs ukrainiens, et contribuer à leur développement.»



Réseau Européen de Solidarité avec l'Ukraine
European Network in Solidarity with Ukraine
Red Europea para la Solidaridad con Ucrania

Bulletin d'information syndicale, numéro 1, août 2023

Réseau Européen de Solidarité avec l'Ukraine
European Network in Solidarity with Ukraine
Red Europea para la Solidaridad con Ucrania

Bulletin d'information syndicale, numéro 1, août 2023

Réseau Européen de Solidarité avec l'Ukraine
European Network for Solidarity with Ukraine
Red Europea para la Solidaridad con Ucrania

Boletín sindical, número 1, agosto de 2023

1. Bulletin d'information syndicale, n° 1, août 2023.

Les grutiers sont dépourvus de protection

ENTRETIEN AVEC LUBOMYR (SYNDICAT DES GRUTIERS)

«Les salaires des grutiers et des ouvriers du bâtiment sont très bas. Les ouvriers de cette industrie peuvent rarement gagner plus de 20 000 hryvnias par mois [482 euros]. Ce revenu ne garantit pas un niveau de vie normal aux travailleurs. Afin d'assurer des salaires décents et la sécurité des travailleurs, les travailleurs de l'industrie de la construction et leur syndicat ont lancé une campagne pour des salaires décents - 200 hryvnias/heure», déclarait le 18 juillet 2023, le syndicat du bâtiment (FPU). Le même mois, le syndicat des grutiers de la région de Lviv a fêté son quatrième anniversaire. Dans une interview accordée à *Trudova Halychyna*¹, Lubomyr, l'un des syndicaliste, nous parle de l'histoire du syndicat, de ses réalisations et des défis auxquels sont confrontés les grutiers.

Racontez-nous comment et pourquoi le syndicat a-t-il été fondé?

Vers 2016, nous avons soulevé la question de la création d'un syndicat. Bien que les grutiers le souhaitent, nous n'étions pas compétents pour le mettre en place et ne connaissions pas la procédure. Cette idée a donc été mise de côté. Plus tard, alors que je travaillais sur une grue, j'ai rencontré Galina

Petrovna [grutière et militante syndicale de Kyiv]. Elle m'a mis en contact avec Artem [syndicaliste de gauche et membre du Mouvement social]. Nous l'avons rencontré ainsi que Vasyl Andreyev [directeur adjoint du syndicat du bâtiment], qui venait de Kyiv, et quelques grutiers sont venus de chez nous. Artem et Vasyl nous ont aidés à créer le syndicat. Et le premier véritable pas vers sa fondation a été la chute d'une grue à Sykhiv [un accident qui a blessé un grutier]. Nous avons déjà déposé les documents pour la création du syndicat à l'époque. Cela nous a encore plus rapprochés. Pourquoi avons-nous créé un syndicat? Tout d'abord, pour bénéficier d'une protection, car les grutiers sont des travailleurs dépourvus de protection. Dans tous nos métiers, nous sommes parfois amenés à commettre des infractions. Si on refusait de le faire, on risquait de ne pas être payé. Et puis, lorsque nous faisons grève, nous risquons d'être licenciés. Nous avons fondé le syndicat pour protéger nos droits.

Quelles sont vos principales réalisations et réussites au cours des quatre dernières années?

Si le syndicat avait des problèmes, nous envoyions une demande à Kyiv [à la direction nationale du syndicat]. Ils résolvaient le problème. Il y a eu des cas où des grutiers, tout en travaillant officiellement, ont perdu près d'un an d'ancienneté à cause des menaces d'employeurs qui n'avaient pas soumis les documents de leurs employés aux bons endroits. À leur demande, nous avons envoyé une plainte à Kyiv, après quoi les problèmes ont été résolus très rapidement. Parfois, l'affaire a même été portée devant le bureau du procureur, mais nous avons eu le dessus. Le syndicat fonctionne également de manière efficace lorsque quelqu'un a besoin d'aide.



1. *Trudova Halychyna* (Travail en Galicie) est un média en ligne consacré aux questions sociales et syndicales dans cette région de l'Ukraine. 31 juillet 2023. Traduction: Patrick Le Tréhondat.



Lorsque l'un d'entre nous avait besoin d'aide, nous récoltions de l'argent pour cette personne. Je parle de problèmes graves et urgents: par exemple, si la maison d'une personne a brûlé ou si elle a besoin d'une opération chirurgicale coûteuse. C'est devenu une tradition. Plus tard, nous avons commencé à faire des collectes régulières pour aider nos collègues qui servent dans l'armée. Pour l'équipement, les traitements médicaux et tout ce dont ils ont besoin. En outre, nous collectons de l'argent également pour les grutiers qui ne sont pas membres du syndicat. Nous ne séparons pas les syndicalistes du reste de nos collègues. Nous utilisons simplement des méthodes différentes pour atteindre un objectif commun.

En ce moment, de nombreux grutiers du syndicat ont été enrôlés dans l'armée. Nous profitons de ce moment pour faire augmenter les salaires. Pour ce faire, nous préparons une pétition après en avoir discuté entre nous et avec le comité syndical. Aujourd'hui, lorsqu'un employeur recherche des grutiers, tous les candidats me sont adressés. Ma tâche consiste à les informer que le tarif actuel est de 180 hryvnias par heure, pas moins. Pour avertir les gens que le salaire ne peut être abaissé à Lviv, nous utilisons les plateformes internet de Lviv, Kyiv et Ivano-Frankivsk.

Dites-nous comment vous travaillez avec les employeurs. Comment leur faites-vous comprendre que les salaires doivent être exactement ce qu'ils sont?

Le syndicat ne peut pas influencer directement les employeurs, mais nous écrivons des lettres de recommandation pour leur demander d'envisager une révision des salaires. Le dernier mot revient au patron. Actuellement, nous n'utilisons pas ces droits car nous avons une autre possibilité de faire pression sur l'employeur: il n'y a pas d'autres grutiers ici, et une grue ne peut pas fonctionner sans grutier. Les employeurs n'ont donc pas d'autre choix que de s'adresser à nous. Pour notre part, nous avons tout organisé pour que les problèmes soient résolus par l'intermédiaire d'une seule personne - moi. Ils viennent me voir, je leur dis le montant du salaire et ils se demandent s'ils peuvent se le permettre. S'ils ne le peuvent pas, et qu'ils proposent, par exemple, de payer un salaire horaire de 150 hryvnias [3,70 euros] par heure au lieu de 180 [4,44 euros], eh bien, qu'ils cherchent quelqu'un! Ils ne trouvent personne, parce qu'il n'y a personne. Ils ont alors un temps d'arrêt de travail de trois jours à une semaine. Les équipes qui y travaillent se retrouvent sans travail et sans revenu. Se trouvant dans une situation désespérée, les employeurs acceptent nos conditions.

En d'autres termes, nous abordons maintenant la question des augmentations de salaire sans passer par la procédure syndicale. Le syndicat travaille dans le cadre légal: si une personne ne reçoit pas son salaire, est mise à la porte ou est licenciée sans aucun motif légal, le syndicat rédige des lettres d'avertissement, puis l'affaire est portée devant le tribunal ou le bureau du procureur. La procédure est longue. Mais pour augmenter les salaires, nous devons agir rapidement, et non attendre.



Kyiv veut d'une autre manière, par l'intermédiaire du syndicat pour faire augmenter les salaires. Cela prend beaucoup de temps et il n'est pas acquis que l'employeur réponde au syndicat, et encore moins que le salaire soit augmenté.

Toutefois, si vous le mettez devant le fait accompli, la situation sera la même que dans le cas du non-paiement des factures de services publics, l'électricité est coupée. Nous avons été prévenus que le tarif de l'électricité avait augmenté depuis le 1^{er} juin [une augmentation des tarifs en juin 2023] et personne n'a demandé si nous pouvions payer. Si vous ne pouvez pas, vous n'avez qu'à débrancher les prises et ne pas payer. Nous avons fait la même chose : si vous voulez, embauchez des travailleurs à notre tarif ou travaillez sans grutier.



Vous avez dit que le syndicat travaille dans un cadre légal. Aujourd'hui, pendant la guerre, la législation du travail a subi de nombreuses modifications qui compliquent encore le travail des syndicats et des employés. En particulier, les contrats «zéro heure» et les restrictions sur les inspections du travail. Comment cela affecte-t-il votre travail?

Tout d'abord, l'impact est important car nos collègues sont appelés sous les drapeaux et il n'est pas toujours possible de les remplacer. Nous devons donc les aider par la suite. J'ai fait appel à plusieurs reprises à la Fédération des syndicats d'Ukraine, et plus particulièrement à Andreev. J'avais besoin d'aide pour nos grutiers qui n'étaient pas syndicalistes. Il m'a répondu. Il s'agissait d'une aide matérielle, de petites choses comme des tourniquets, des lunettes, des gants. J'ai reçu tout cela gratuitement et je l'ai transmis aux grutiers eux-mêmes.

Quels changements devraient être apportés à la législation ou au pays dans son ensemble pour vous permettre de mieux travailler?

Les conditions de travail. Tout d'abord, parce que nous avons beaucoup de grues obsolètes. Celles-ci auraient dû être mises au rebut depuis longtemps. De nombreuses grues sont encore en service, mais leur durée de vie a déjà expiré. Nous le savons parce que lorsqu'un grutier monte sur une grue, il doit vérifier la structure métallique, les dispositifs de sécurité, les mécanismes, etc. En d'autres termes, vérifier si les grues peuvent être utilisées, même si l'on estime qu'elles ne sont pas dans l'état où elles devraient l'être dans l'idéal.

La personne qui vient manœuvrer la grue souhaite également un salaire décent. Il ou elle ne travaillera pas pour la même somme d'argent qu'un assistant. S'il y a beaucoup de gens dans le pays – et il y en a beaucoup qui se dissimulent – qui ne paient pas de charges sociales, nous devons changer les choses. Cependant, ni nous, ni même le syndicat ne pouvons résoudre ce problème. Tout ce que nous pouvons faire, c'est influencer sur une partie seulement du problème – pour que nous soyons mieux payés. Mais en général, c'est à l'appareil d'État de décider comment faire en sorte que tout le monde se sente bien.

Nous devons également résoudre le problème des violations des règles formelles. Bien sûr, nous devons les enfreindre parce que nous devons faire notre travail. Par exemple, nous devons travailler avec des personnes qui ne sont pas formées. En même temps, nous veillons à ce que les grues soient au moins bien entretenues et à ce que des registres de construction soient tenus. C'est très important non seulement pour le grutier, mais aussi pour tout le personnel. Il faut également leur expliquer comment travailler correctement, comment utiliser la radio, afin que le grutier

puisse comprendre les instructions (il peut penser une chose et en dire une autre lorsque le grutier travaille sur une commande spécifique). Il est d'ores et déjà nécessaire de mettre en place des cours minimaux afin que les personnes qui n'ont pas de permis de grutier soient mieux préparées à l'utilisation de la grue et puissent en maîtriser le fonctionnement.

Comment pensez-vous que la question de la sécurité sur le site devrait être abordée? Devrait-il y avoir une sorte d'inspection pour traiter cette question?

Oui, il devrait y avoir une inspection. Nous avons actuellement de nombreuses violations. Par exemple, nous travaillons dans le vent. La vitesse autorisée pour le fonctionnement d'une grue est de 12,5 m/s, et de 9 m/s. Certaines grues peuvent fonctionner dans des conditions de vent allant jusqu'à 15 m/s, mais cela ne signifie pas qu'elles ont le droit de soulever une cargaison munie d'une voile (la vitesse autorisée est la même pour tout le monde). Il arrive que ces normes ne soient pas du tout respectées et que les grues fonctionnent par temps de tempête.

Un jour, nous avons eu un accident mortel à Sykhiv. Nous leur avons demandé de rétablir le mécanisme par lequel les entreprises sont informées de l'imminence d'un orage, afin que personne ne travaille pendant cette période. Mais tous les cas de violation doivent être documentés par un organisme habilité. Ce n'est pas le grutier qui doit être puni, mais la direction peu scrupuleuse qui exige de travailler dans de telles conditions météorologiques.

Nous pourrions également mettre en place une ligne d'assistance téléphonique pour la sécurité au travail. Supposons que j'aie remplacé quelqu'un et que je constate que la grue est en mauvais état. Je peux appeler la ligne d'assistance et déposer une plainte, en expliquant ce qui ne va pas. De son

côté, l'entreprise devrait répondre dans un délai de trois jours, par exemple. Cela s'appelait autrefois Kotlonadzor [le département de surveillance des chaudières et des structures de levage de la surveillance minière d'État, qui contrôle le respect des règles d'installation et d'exploitation sûre des chaudières à vapeur sous pression et des structures de levage]. Actuellement, il n'y a pas d'organismes qui effectuent de tels audits. Aujourd'hui, tout fonctionne ainsi: vous payez, c'est installé et ça marche. Et c'est tout!

Pendant la guerre, beaucoup de gens ont perdu leur maison, et nous rêvons tous de la reconstruire après. Il est clair que nous aurons besoin de grutiers pour reconstruire. Quelle est la situation actuelle de la formation des grutiers?

Il existe deux établissements d'enseignement à Lviv qui peuvent former des grutiers. Cependant, ils n'enseignent que la théorie, il n'y a pas de pratique. C'est très mauvais! C'est là que j'ai amélioré mes compétences. Oui, tout est très intéressant et correct, mais il y a beaucoup d'informations inutiles. On parle à un futur grutier de la structure du moteur et de l'électrophysique. Je comprends que cela fait partie de son travail, mais il ne pourra pas le faire lui-même dans la pratique, il y a du personnel spécialement formé pour cela. Le grutier doit avoir des instructions pour travailler: quel type de charges il doit déplacer, comment la charge doit être élinguée (il ne l'élinguera pas lui-même, mais il doit comprendre si tout est fait correctement).

Malheureusement, les établissements d'enseignement n'offrent pas une bonne partie pratique, de sorte que les étudiants doivent chercher eux-mêmes des entreprises qui leur donneront l'occasion d'apprendre et d'acquérir de l'expérience. Certains



étudiants se contentent d'acheter des certificats. L'un des grands inconvénients du système éducatif est qu'il n'y a pas de grue sur le territoire de l'université pour initier les étudiants. C'est comme lorsque vous passez votre permis de conduire: on vous enseigne d'abord la théorie, puis on vous fait pratiquer. Si vous étiez autorisé à conduire sur la route immédiatement après avoir appris la théorie, vous seriez un conducteur dangereux. C'est la même chose ici. Vous pourriez signer des contrats avec des organisations privées ou publiques, par exemple avec un dépôt de métaux, où les grues sont plus petites et où le travail n'est pas aussi risqué que sur un chantier de construction. Mais cela n'existe pas, du moins à Lviv. Il convient de souligner que si vous engagez un soudeur inexpérimenté, ce qu'il soude peut être brisé s'il commet une erreur, et que si vous engagez un grutier inexpérimenté et qu'il cause des problèmes, cela peut coûter la vie à une personne.



Comment voyez-vous l'avenir de votre profession et de votre syndicat? Pensez-vous que la situation va s'améliorer? Espérez-vous que l'État s'implique davantage dans la défense de vos droits? Ou allez-vous vous battre pour cela d'une manière ou d'une autre?

Tout d'abord, comme nous tous, je souhaite que la guerre prenne fin. Deuxièmement, je veux que tous les grutiers soient ensemble, non seulement dans une région, mais aussi entre les régions. Je veux que les grutiers de Lviv et de Kyiv soient en bons termes, et je veux que nous nous rendions les uns chez les autres sur des lieux de travail où nos droits sont respectés et où il y a un tarif unique.

J'espère que le syndicat continuera à se développer. Il est nécessaire. Beaucoup de gens ne lui font pas confiance. Il y a peut-être eu des cas où le syndicat n'a rien fait. Oui, le syndicat ne peut

pas directement augmenter votre salaire ou réparer votre grue. Certains grutiers syndiqués disent: «Ma grue est cassée et le syndicat ne fait rien.» Mais cette personne ne se rend pas compte que cette question ne s'applique pas à nous. S'il écrivait une déclaration au responsable du syndicat, ce dernier enverrait un rapport sur la grue dangereuse au service public du travail.

Parce que les grutiers oublient aussi beaucoup de choses, ferment les yeux sur certaines choses et, lorsque quelque chose se produit, ils cherchent un coupable. En fait, ce sont eux qui sont à blâmer, parce qu'ils montent sur des grues dangereuses, violent de nombreuses règles et ensuite exigent. Le président du syndicat ne peut pas être au courant de tous les problèmes, c'est pourquoi vous devez rédiger une demande. Allez au comité syndical, nous nous rencontrerons à mi-chemin.

En général, nous avons besoin de beaucoup de choses pour nous développer. Nous devons changer beaucoup de choses dans nos conditions de travail. Il s'agit avant tout des grues. L'ancien système soviétique doit être éliminé, de sorte que les employeurs modernisent les vieux équipements, fournissent l'air conditionné et créent des conditions de travail confortables. Tout cela affecte la productivité. Le syndicat devrait émettre des lettres de recommandation sur ce qu'il faut fournir et sur la manière de le faire. Et laisser l'entreprise décider si elle en a la capacité ou non. S'il n'est pas possible d'installer l'air conditionné, il faut au moins installer une éolienne ou fournir de l'eau. S'il n'y a pas de solution unique, vous pouvez en trouver une autre.

Qu'est-ce qui vous préoccupe maintenant?

Le plus important est le salaire. Avant le coronavirus, tous les salaires ont augmenté au printemps et

à l'automne, avec une augmentation de 10 hryvnias. Puis est arrivé le Covid, la guerre, et tout s'est calmé. L'employeur s'est retrouvé dans une situation d'insolvabilité. Il n'avait plus les moyens, soi-disant. En même temps, pendant la même période, il a acheté de nouveaux équipements, des voitures, une grue, il a fait travailler des gens, il s'est augmenté lui-même, mais le salaire du grutier a été gelé. Et pour nous, les prix et l'inflation ont augmenté pendant cette période. Pendant la guerre, les prix des denrées alimentaires ont augmenté en moyenne de 70 à 100 %. Personne n'a augmenté nos salaires de 100 %, donc tant que nous n'aurons pas augmenté les salaires, nous ne rattraperons pas notre retard. Selon le contrat signé entre l'entrepreneur et le client, un devis est établi. Si le coût des barres d'armature double soudainement, il est évident qu'il sera révisé. En d'autres termes, ils connaissent la situation, mais on nous ment, à nous les travailleurs. Pourquoi? Pour se faire plus facilement de l'argent sur notre dos. Qu'ils gagnent de l'argent, c'est certain, mais qu'ils nous donnent un salaire qui nous permette de faire nos courses. Nous ne nous battons pas pour un voyage à Chypre, mais pour pouvoir subvenir aux besoins de nos familles, payer les services publics et les traitements médicaux, et envoyer nos enfants à l'école.

Pensez-vous que les employeurs négocient entre eux pour éviter d'augmenter les tarifs?

Oui, ils communiquent entre eux. Ils ont leur propre organisation où ils discutent de différentes questions, y compris de nos salaires.

Brèves

Conflits sociaux en Ukraine

Entre janvier et juillet 2023, le Service de médiation et de réconciliation affirme avoir contribué à la résolution de 140 conflits du travail impliquant plus de 1,6 million de salariés. 62 % des litiges sont liés au non-paiement des salaires. Par secteur, ces conflits ont touché la santé (103 conflits), le logement et les services communaux (38), l'éducation (33), les activités professionnelles, scientifiques et techniques (29), la construction (26) et les transports (25). Ces chiffres ne concernent que les conflits sociaux dans lesquels le Service de médiation est intervenu et sont donc loin de donner une image précise du «conflit social» actuel en Ukraine, notamment dans le secteur de la santé. De plus, le même Service avait donné des chiffres similaires pour la période janvier-mars 2023, ce qui fragilise davantage leur crédibilité.



Une surprise pour les étudiants de Lviv

Pendant ces vacances d'été, le conseil municipal de Kiev a préparé une surprise pour les étudiants annonce le syndicat étudiant ukrainien Пряма Дія (Action directe): ils paieront les transports en commun. Ainsi, pour la première fois, les élèves des écoles de la capitale n'ont plus la possibilité de se déplacer gratuitement dans la ville. «Du 1^{er} juillet au 31 août, en effet, pendant les vacances d'été, comme dans la plupart des villes ukrainiennes, le transport des étudiants est payant. Parallèlement, vous pouvez acheter un titre de transport mensuel ou semestriel avec une réduction de 75 % sur la carte d'étudiant»,



déclare Valentyn Mondryivskiy, vice-président de la KMDA [municipalité de Kiev]. Pour le syndicat, «les étudiants, aussi surprenant que cela puisse paraître aux dirigeants, n'ont donc aucun revenu propre et dépendent du soutien financier de leurs parents. L'imposition de tarifs étudiants (même à prix réduits) impose des charges financières supplémentaires aux parents, ce qui peut être pénible pour les familles à faible revenu. Ce coup est particulièrement ressenti en temps de guerre. Quand on parle de gratuité des déplacements pour les étudiants, on parle d'un accès plus équitable à l'éducation. Pendant l'année scolaire, les parents ne peuvent se soucier des frais de déplacement à l'école de leurs enfants: chaque enfant, quelle que soit la situation financière de la famille, doit se rendre à l'établissement d'enseignement sans aucun obstacle. Parallèlement, pendant les vacances, le processus éducatif se poursuit pour un certain nombre d'élèves: de nombreux enfants fréquentent des écoles d'art et de musique, des sections sportives, des cercles divers – c'est-à-dire qu'ils continuent à être scolarisés. Nous sommes convaincus que les voyages payants pour les étudiants doivent être annulés: non seulement à Kiev, mais aussi dans toutes les villes ukrainiennes. La gratuité des voyages garantit l'égalité des chances en matière d'éducation pour les étudiants, quelle que soit la situation financière des familles. L'éducation est un droit, pas un privilège!» (6 août 2023.)

Une députée ukrainienne soutient une grève en Écosse

Les travailleurs d'un dépôt de munitions dans l'Ayrshire (Écosse) luttent contre les bas salaires. Le conflit porte sur l'existence d'une main-d'œuvre à deux vitesses avec des salaires différents. Comme l'a

dit un responsable du syndicat GMB: «Cela signifie que ces travailleurs reçoivent moins pour déplacer d'énormes bombes qu'ils ne le feraient pour une boîte de haricots dans un magasin – sans offenser quiconque travaille dans le commerce de détail.» La grève était soutenue par la KVPU (Confédération des syndicats libres d'Ukraine). Dans un message de soutien aux travailleurs écossais, Mykhailo Volynets a écrit: «Nous apprécions sincèrement votre engagement à soutenir les travailleurs ukrainiens en ces temps difficiles et sommes solidaires avec les membres de votre syndicat dans leur lutte. Nous exhortons l'employeur à négocier pour régler le problème le plus rapidement possible.» Lesia Vasylenko est membre du Parlement ukrainien. Elle a apporté son soutien aux travailleurs et a déclaré: «Le travail accompli par les membres de GMB Scotland ne pourrait pas être plus important pour l'Ukraine alors que nous luttons pour notre liberté. Je remercie chacun d'entre eux pour leurs efforts, soutiens leur combat pour l'équité et exhorte les dirigeants [d'entreprise] à négocier rapidement la fin de ce conflit et à assurer la poursuite de leur travail crucial.» Chris Kennedy, membre du syndicat GMB, a ajouté: «Il s'agit de la première grève chez DES et la direction devrait écouter les voix qui s'élèvent pour soutenir nos membres, de l'Écosse à Kiev, et négocier un règlement qui traite les travailleurs avec équité et respect.»

Le personnel de la maternité d'Ivano-Frankivsk proteste contre la fusion avec l'hôpital n°1

Ce matin du 31 juillet, des dizaines d'employés de la maternité municipale se sont rassemblés devant le bâtiment administratif de la mairie d'Ivano-Frankivsk. Portant des masques médicaux sur leurs visages, en

signe qu'ils n'ont pas leur mot à dire dans la fusion des installations médicales de la ville, explique Halka. «Nous savons qu'ils veulent fusionner l'hôpital clinique n° 1 de la ville de Mateyka avec la maternité de la ville et l'hôpital pour enfants et la clinique dentaire de la ville. Nous défendons nos droits. Le secondaire (soins médicaux secondaires) ne peut pas être combiné avec le primaire (soins médicaux primaires) et pourtant c'est la position du ministère de la santé», a déclaré un participant au rassemblement, et «afin de recevoir plus de financement de l'État de la santé publique Service de l'Ukraine (NHSHU).» Svitlana Vintonyuk, la responsable du syndicat des salariés a pris la parole. Elle a noté que le syndicat est contre une telle association. Premièrement, la mairie n'a pas informé la direction et les salariés de l'établissement de ses plans. Deuxièmement, cela n'a aucun sens de combiner la maternité et la dentisterie dans une seule institution. Ainsi, les employés de la maternité de la ville ont tenu une réunion extraordinaire au cours de laquelle ils se sont prononcés contre la fusion. Rappelons que l'état de siège prolongé jusqu'au 15 novembre interdit tout rassemblement ou manifestation sur la voie publique.

La Russie détruit le patrimoine culturel de l'Ukraine

Depuis le début de l'invasion à grande échelle, les Russes ont endommagé et détruit 763 monuments du patrimoine culturel dans 15 régions d'Ukraine. Ces chiffres ont été donnés par le gouvernement ukrainien le 7 août. Dans la région de Donetsk, la Fédération de Russie a «détruit» 100 monuments: 35 dans le district de Kramatorsk, 28 dans le district de Bakhmutsky, 26 dans le district de Marioupol'sky, sept dans le district de Pokrovsky et quatre dans le

district de Volnovasky. Ceux-ci comprenaient 12 monuments d'importance nationale.

L'armée russe a détruit ou endommagé 69 monuments dans la région de Kiev (dont 16 monuments d'importance nationale), 37 et 69 monuments dans la région d'Odessa (dont 18 monuments d'importance nationale).

Une fraude de 4,5 millions d'UAH

À l'hôpital régional des maladies infectieuses d'Ivano-Frankivsk, un audit a révélé des fraudes financières qui ont entraîné des pertes de ressources financières et matérielles d'un montant total de 4,5 millions UAH [112820 euros]. Le non-versement de primes et salaires au personnel soignant et la facturation de certains travaux sont en cause. «Il est nécessaire de mener un certain nombre d'actions d'enquête et de procédure, en particulier d'interroger en tant que témoin l'ancien directeur général de l'hôpital, le chef comptable, le chef comptable adjoint, ainsi que de mener d'autres actions qui fourniront collectivement une évaluation juridique des actions de ces individus», indique le tribunal d'Ivano-Frankivsk. Sur la base des conclusions du 30 décembre 2022 de l'enquêteur, la procédure pénale avait été clôturée, mais le tribunal a décidé de prolonger la période d'instruction en matière pénale de six mois, soit jusqu'au 16 février 2024. Alors que le non-paiement des salaires des personnels de santé s'accumule dans de nombreux hôpitaux, le contrôle de la gestion des hôpitaux par les travailleuses du secteur de la santé et leurs organisations syndicales s'impose comme le meilleur moyen de lutter contre la corruption! C'est ce que demande l'organisation syndicale d'infirmières Sois comme Nina qui exige dans sa charte un «contrôle public de la mise en œuvre de la politique sociale en Ukraine».



Les fonctionnaires ukrainiens doivent rendre 6 500 Hryvnias

Le gouvernement ukrainien considère que le «soutien» financier en raison de leur perte de salaire apporté à la population au début de l'invasion à grande échelle de la Russie était une décision trop rapide. Et en tout cas les fonctionnaires n'y avaient pas droit. Par conséquent, le gouvernement a décidé le retour des fonds reçus par les employés l'État. À cet effet, il a envoyé des lettres sur le retour des fonds reçus par les employés. En particulier, le ministère de l'Éducation a informé les enseignants de la nécessité de restituer les 6 500 Hryvnia [160 euros] qui leur ont été payés après le 24 février 2022 via le programme «eSupport». Selon le responsable du Syndicat libre de l'éducation et des sciences d'Ukraine (KVPU), Volodymyr Fundovny, la demande du gouvernement de restituer les 6 500 UAH reçus a provoqué une indignation justifiée parmi les éducateurs. «Le fait qu'un enseignant de la catégorie la plus élevée reçoive environ 7 000 Hryvnias [173 euros] par mois n'intéresse personne. Ceux qui sont au pouvoir volent des centaines de millions, et parfois même des milliards (et pas seulement des hryvnias), et aucun d'entre eux n'est traduit en justice pour cela», a-t-il ajouté. La KVPU rappelle que selon la législation en vigueur, toute somme d'argent (même 1 hryvnia) ne peut être déduite du salaire d'un employé qu'avec son consentement – une déclaration écrite de sa propre main et remise au service comptable, ou par une décision de justice.



«Chaque alerte aérienne est un défi pour les personnes handicapées»

À Tcherkassy, les habitants demandent à adapter le refuge aux besoins des personnes handicapées. Il y a environ deux douzaines de personnes ayant des déficiences visuelles et musculo-squelettiques qui vivent dans la rue Shevchenko, mais le refuge n'a pas de mains courantes ni de signalisation en braille. Chaque alerte aérienne est un défi pour elle, a déclaré Olga, une habitante de 63 ans. La femme a des problèmes de vision depuis sa naissance, elle ne peut descendre les marches du refuge qu'avec l'aide de personnes extérieures: «Seule, je ne serais venue ici pour rien au monde. Dans le quartier, nous avons non seulement des malvoyants, mais il y a un grand-père là-bas, il marche avec des bâtons, il doit aussi descendre ici d'une manière ou d'une autre. Cependant, l'abri de leur maison est totalement inaccessible aux personnes handicapées», a déclaré M. Oleksandr de Cherkasy. Le 14 août, le ministère du Développement des infrastructures de l'Ukraine a approuvé de nouveaux règlements de construction pour les structures de protection civile, les abris doivent répondre aux normes d'inclusivité. La page Facebook du ministère indique que la nouvelle réglementation entrera en vigueur le 1^{er} novembre 2023.

Pendant la lutte la guerre continue

PATRICK SILBERSTEIN

L'observation de la guerre n'étant pas dans nos habitudes, l'expertise de Michel Goya¹ et de quelques autres nous permet de prendre de la hauteur et de la distance et de percevoir les enjeux stratégiques des «petits» faits de guerre.

Loin de la comptabilité des morts, des kilomètres carrés gagnés et perdus ou des moyens engagés et détruits, il nous livre, comme à son habitude, des faits et surtout des éclairages qui nous permettent d'échapper à la vision quotidienne, «au ras des tranchées», de combats qui donnent une certaine impression d'enlèvement. Il écrit ainsi: «Si la capacité ukrainienne d'agir dans la profondeur russe n'a cessé d'augmenter, celle de la Russie en Ukraine n'a cessé au contraire de se réduire.»

L'état-major russe, nous dit-il, a réduit sa «puissance projetée», à savoir l'usage de son aviation pilotée au-dessus du territoire ukrainien pour la concentrer sur «la ligne de front». De même, écrit-il, la «cadence de tir de missiles modernes» a-t-elle été réduite au profit d'engins de moindre précision et de moindre portée. Plus encore, «le tonnage d'explosifs lancé par [la Russie] n'a cessé de se réduire, tout en se concentrant sur les villes assez proches de la ligne de front». Hormis de répandre la terreur et de procéder à des représailles, nous dit-il encore, «on ne voit d'ailleurs plus désormais de ligne directrice dans ces frappes», ce qui a notamment pour conséquence

1. *La Voie de l'épée.*



d'augmenter l'esprit de résistance ukrainien... et de dégrader l'image de la Russie – mais il est assez probable que les hommes du Kremlin n'en ont cure.

Michel Goya nous invite également à tourner notre regard sur les raids nocturnes de drones lancés sur Moscou. Pour ce faire, les Ukrainiens mettent en œuvre des engins à longue portée et surtout de fabrication ukrainienne, ce qui leur permet de satisfaire aux obligations leur interdisant d'employer les armes fournies par les pays occidentaux sur le sol russe. La Voix de l'épée rappelle ici que la puissance destructrice de tels engins est relativement faible – «un seul avion Su-30SM russe peut porter la charge utile de 400 drones ukrainiens Beaver, avec cette particularité qu'il pourra le faire plusieurs fois». Cette campagne est, pour l'essentiel, à «but psychologique», on pourrait dire politique, au sens où elle provoque des perturbations intérieures comme la paralysie des aéroports ou des bureaux et des interrogations sur cette guerre qui vient frapper la capitale de l'empire. Politique et psychologique aussi sont les opérations menées par des commandos clandestins de saboteurs, de forces spéciales ou de partisans en territoire ennemi ou occupé.



Poursuivant sa réflexion sur cet usage des drones sur le sol russe, Michel Goya, qui fait volontiers des retours historiques comparatifs sur les guerres précédentes, nous gratifie à nouveau d'une observation tout à fait intéressante. Il s'agirait, selon lui, de «la première campagne aérienne «non violente» de l'histoire, hormis les bombardements de tracts de la drôle de guerre en 1939-1940, puisqu'il y a une volonté claire de ne pas faire de victimes en frappant de nuit des objectifs symboliques (bureaux de ministères ou d'affaires en particulier, voire le Kremlin) vides».

Ce faisant, la direction ukrainienne tente évidemment de préserver son image d'un pays qui se défend et qui, s'il fait la guerre, essaie de la faire «autrement». Ce qui ne l'empêche pas, dans le cadre de sa lente contre-offensive, de s'attaquer «en profondeur» aux bases, aux dépôts de carburant et aux entrepôts russes installés en territoires occupés, ainsi qu'au pont de Crimée. Tout ceci, écrit Michel Goya, «n'est encore qu'une série de coups d'épingle, mais ce sont les coups d'épingle les plus rentables qui soient».

Revenant sur la sempiternelle question des F16 tant attendus par l'Ukraine, Michel Goya note la persistance du danger d'une possibilité pour la Russie de reprendre une campagne aérienne en profondeur, notamment à la faveur d'«un affaiblissement soudain de la défense aérienne ukrainienne en grande tension de munitions»: «Une défense aérienne sans munitions et ce sont les escadres de chasseurs-bombardiers russes qui pourraient pénétrer dans le territoire ukrainien et faire remonter d'un coup le logarithme de la puissance.» C'est là que les F16 joueraient leur rôle car, écrit-il, ce sont «avant tout des batteries air-air volantes à 150 km de portée¹».

1. Sur la base de calculs d'heures de vols, un ingénieur aéronautique émet une hypothèse intéressante dans la revue *Defense Neus*. Plus les avions comptent d'heures de vol, plus il faut les immobiliser et mobiliser

Michel Goya conclut son article en rappelant que si «les opérations en profondeur apportent rarement seules des effets stratégiques», elles sont un élément essentiel de l'affaiblissement de l'ennemi «à condition de ne pas coûter plus cher qu'elles ne “produisent”». Et de ce point de vue, note-t-il, «les opérations russes ne produisent plus grand-chose, à mort des morts et des blessés et des destructions de cathédrale, ou tout ou plus un affaiblissement économique en s'attaquant [...] aux infrastructures de commerce de céréales». Laissons à Michel Goya le mot de la fin :

Dans un croisement des courbes stratégiques, selon l'expression de Svetchine² les Ukrainiens montent au contraire en puissance, mais les effets matériels restent minimes au regard de ce qui se passe sur le front et il s'agit surtout d'effets psychologiques, assez flous mais pourtant certains. En 2024, il en sera sans doute autrement.

de ressources pour la maintenance. Si la supériorité aérienne russe était un atout en début de conflit, au fur et à mesure que celui-ci s'éternise, celle-ci s'est amenuisée (pertes au combat, accidents, usure, maintenance, entraînements...). La présence des F16 dans le ciel ukrainien obligerait donc l'aviation russe à surutiliser ses ressources et donc à les affaiblir encore davantage. L'auteur nous rappelle que les avions ont une durée de vie limitée et que «les Russes ont consommé plus rapidement que prévu une plus grande partie de la durée de vie prévue de leurs avions». Une partie significative de leur flotte arriverait, écrit-il, en fin de vie: «Au cours des premiers mois de la guerre en Ukraine, l'aviation russe effectuait entre 150 et 300 sorties par jour, contre environ 60 en temps de paix. Même en tombant à 100 sorties par jour, elle a pratiquement effectué le double de ses heures de vol annuelles normales». La simple présence de F16 ukrainien contraindrait l'aviation russe à plus de sorties, détournerait ainsi une partie significative de celle-ci et réduirait de ce fait sa disponibilité pour attaquer les positions ukrainiennes au sol.

2. Théoricien militaire et officier de carrière rallié à la révolution d'Octobre. Surnommé le Clausewitz russe, il est exécuté en 1936 sur ordre de Staline.



PRISES DE POSITION

Lettre ouverte à nos camarades de DSA : pour un anti-impérialisme conséquent

LES SIGNATAIRES¹

Democratic socialist of America (DSA) est sur le point de faire la terrible erreur de rompre avec plus de 100 ans de solidarité avec les peuples coloniaux dans leurs luttes contre l'impérialisme et avec la solidarité avec les opprimés dans leur lutte pour la démocratie.



Depuis 2014, la Russie mène une guerre d'agression contre son ancienne colonie, l'Ukraine, en s'emparant de la Crimée en 2014, en organisant des mouvements séparatistes à Donetsk et à Louhansk, puis en lançant une guerre totale depuis le 24 février 2022. Il s'agit d'une invasion ouvertement annexionniste avec une trajectoire génocidaire, à laquelle le peuple ukrainien résiste pour la survie de sa nation. La guerre russe a donné lieu à des atrocités telles que

1. Traven Leyshon, Vermont DSA; Bill Fletcher Jr., At Large DSA; Dianne Feeley, Detroit DSA; Dan La Botz, New York DSA; Phil Gasper, Madison Area DSA; Joanna Misnik, Chicago DSA; Rob Bartlett, Chicago DSA; Claudette Begin, East Bay DSA; Alex Chis, East Bay DSA; Stanley Heller, Connecticut DSA; Stephen R. Shalom, New Jersey DSA; Suzi Weissman, Los Angeles DSA; Robert Brenner, Los Angeles DSA; Eric Poulos, Lower Manhattan New York DSA; Igor Tregub, East Bay DSA; Jerry Mead-Lucero, Inland Empire DSA; Kay Mann, Milwaukee DSA; Joseph Moore, Central Vermont DSA.

le massacre de populations civiles et l'enlèvement de milliers d'enfants.

Depuis plus de 100 ans, les socialistes révolutionnaires et démocratiques soutiennent le droit des nations à l'autodétermination, en se plaçant du côté des peuples d'Algérie, du Vietnam, de Cuba et de nombreuses nations africaines qui ont mené des guerres anticoloniales. Les socialistes révolutionnaires et démocratiques ont toujours soutenu leur droit à se procurer des armes partout où ils le pouvaient afin de lutter pour leur souveraineté nationale contre les puissances impériales. Ce n'est pas la première fois que les objectifs des puissances impériales et des socialistes coïncident. Pendant la Seconde Guerre mondiale, de nombreuses personnes en France, en Italie et en Pologne, y compris de nombreux membres de la gauche, se sont levées pour lutter contre les nazis. Ils ont cherché et (dans une certaine mesure) reçu des armes et du matériel de la part des Alliés. Les États-Unis ont envoyé des armes à Tito et aux partisans yougoslaves qui luttaient contre l'occupation allemande, ainsi qu'au Viêtminh dans sa lutte pour la libération nationale contre le Japon, et nous pensons que c'est une bonne chose. Nous avons adopté la même position sur le droit des Hongrois en 1956, des Tchèques et des Slovaques en 1968, et des Polonais en 1980, à établir leurs propres gouvernements libres de la domination et, dans deux de ces cas, de l'intervention militaire de l'Union soviétique. Le soutien révolutionnaire des socialistes démocratiques au droit à l'autodétermination a été offert indépendamment du caractère politique des anciens États coloniaux.

Aujourd'hui, IDSA semble prête, dans le cas de l'Ukraine, à rompre avec cette longue histoire de soutien aux peuples opprimés. Ne pas soutenir l'Ukraine, c'est permettre à la Russie de gagner sa

guerre impérialiste, de conquérir l'Ukraine en partie ou en totalité, et d'imposer sur le territoire conquis le régime autoritaire et brutal de Vladimir Poutine qui refuse les droits démocratiques à ses citoyens, à ses travailleurs, aux personnes LGBTQ et aux minorités ethniques. Poutine veut également supprimer la langue et la culture ukrainiennes, raison pour laquelle son armée a pillé des musées et volé des enfants.

Bien que l'Ukraine reçoive des armes militaires des États-Unis et des pays de l'OTAN, personne n'a forcé les Ukrainiens à mener cette guerre, et personne ne le pourrait. Les Ukrainiens se battent pour leur pays de leur plein gré et sous la direction de leurs dirigeants élus. Il ne s'agit pas d'une guerre par procuration entre grandes puissances, mais plutôt d'une guerre d'autodétermination nationale menée par une démocratie imparfaite et néolibérale contre un État impérialiste. Nos principes socialistes de soutien à l'autodétermination nationale et à la démocratie partout dans le monde devraient nous placer du côté de l'Ukraine.

C'est un principe de base de la politique anti-impérialiste que «notre principal ennemi est chez lui», c'est-à-dire, dans notre cas, l'impérialisme américain et ses alliés, avec tous les crimes monstrueux contre l'humanité perpétrés par les politiques américaines, en notre nom. Toutefois, cela n'a jamais signifié qu'il fallait considérer «l'autre côté», par exemple les puissances actuelles de la Chine ou de la Russie en tant que principaux rivaux impériaux des États-Unis, comme «progressistes» dans un sens ou dans l'autre, ou considérer leurs crimes comme un moindre mal ou simplement comme une réponse à la «provocation» des États-Unis. Par conséquent, nous devrions nous opposer à la résolution de consensus n° 4 du comité international ainsi qu'à l'amendement sur l'antimilitarisme socialiste et la guerre en Ukraine

(amendement à la résolution de consensus n° 4), qui violent tous deux ces principes.

Un autre amendement à la résolution du comité international, l'amendement C à la résolution de consensus: Pour un internationalisme de lutte des classes (amendement à la CR n° 4), tout en reconnaissant l'importance des droits démocratiques et de l'autodétermination des nations dans l'abstrait, évite la question brûlante de savoir de quel côté les socialistes devraient se ranger lorsqu'il s'agit de l'Ukraine.

En tant qu'anti-impérialistes cohérents et non sélectifs, nous comprenons parfaitement que l'aide militaire des États-Unis et de l'OTAN à l'Ukraine est basée sur les intérêts des puissances occidentales, et non sur le soutien à la «démocratie contre l'autoritarisme» ou d'autres prétextes. Les crimes de l'impérialisme américain, la puissance mondiale dominante – en Amérique latine, en soutenant pleinement la guerre d'Israël contre le peuple palestinien et en étant complice des dictatures les plus brutales du Moyen-Orient comme l'Égypte et l'Arabie saoudite, et bien d'autres choses encore – se poursuivent sans relâche. Rien de tout cela ne nie le droit de l'Ukraine à recevoir une aide militaire de n'importe où. Personne au sein de l'ASD ne soutient la politique étrangère du gouvernement américain ou ses objectifs politiques et économiques en Europe ou ailleurs dans le monde. En tant que socialistes, nous nous opposons à l'OTAN et appelons à sa dissolution. Mais il se trouve qu'en ce moment, à court terme, la politique des États-Unis et de l'OTAN, pour des raisons qui leur sont propres, coïncide avec celle des socialistes internationaux sur la question de l'armement de l'Ukraine.

Si l'autodétermination nationale est au centre de cette discussion, la question du soutien aux mouvements démocratiques est également en jeu. Dans



le passé, le comité international de DSA a mis en sourdine ses critiques à l'égard de certains régimes autoritaires et n'a pas soutenu de manière cohérente les mouvements démocratiques. Nous devons discuter de la situation actuelle, où nous n'avons pas de régimes révolutionnaires, mais des régimes plus ou moins autoritaires et plus ou moins démocratiques, et nous devons développer une certaine sophistication dans la manière dont nous développons notre analyse.

Au début de la guerre, l'Ukraine était une démocratie très imparfaite, mais contrairement à la Russie, elle comptait des syndicats indépendants et des groupes et publications de gauche qui s'opposaient au gouvernement Zelensky. Jusqu'à présent, DSA n'a pas réussi à soutenir le peuple ukrainien en général, elle a refusé de soutenir les groupes démocratiques, les socialistes et les anarchistes de gauche, les syndicats et les féministes en Ukraine. Selon nous, DSA devrait soutenir la guerre légitime de l'Ukraine contre l'invasion russe, exiger le retrait immédiat des forces d'occupation russes et l'annulation de la dette étrangère paralysante et impayable de l'Ukraine, et soutenir et amplifier les voix des forces progressistes et de gauche ukrainiennes qui résistent aux politiques anti-ouvrières et néolibérales de leur propre gouvernement, tout en participant activement à l'effort de guerre.

La tradition socialiste exige que nous soyons aux côtés de l'Ukraine et des mouvements pour la démocratie des opprimés et des exploités partout dans le monde.



Même en pleine guerre, l'avenir énergétique de l'Ukraine est en jeu

SIMON PIRANI¹

De puissants intérêts continuent de pousser Kiev vers les combustibles fossiles et l'énergie nucléaire. Les alliés internationaux des mouvements sociaux ukrainiens doivent y prêter attention, car des États comme les États-Unis et le Royaume-Uni, ainsi que des organisations internationales comme l'Union européenne, auront une influence sur l'issue de ce bras de fer.

Dans presque tous les pays du monde, il existe une lutte d'influence entre les partisans de la production d'énergie renouvelable et décentralisée et ceux des méthodes nucléaires ou à forte intensité de carbone, qui ont souvent les poches plus profondes et des relations politiques plus solides.

Mais en Ukraine, cette lutte est intensifiée par la catastrophe sans précédent infligée à son secteur énergétique par l'armée russe, et par l'urgence d'investir qui en résulte.

«Aucun système énergétique européen n'a jamais subi, enduré et résisté à une destruction d'une telle ampleur, y compris pendant la Première et la Deuxième Guerre Mondiale», indiquait le mois

1. Simon Pirani est professeur honoraire à l'université de Durham et blogue sur peoplenature.org. Il est l'auteur de *Burning Up: A Global History of Fossil Fuel Consumption* (2018). Article publié sur *Foreign Policy in Focus* le 24 juillet 2023.

dernier un rapport du secrétariat de la charte de l'énergie, un organisme intergouvernemental.

En mai de cette année, plus de la moitié de la capacité de production d'électricité de l'Ukraine avant l'invasion (27 gigawatts ou GW) était occupée ou endommagée. C'était avant la destruction désastreuse du barrage de Kakhovka le 6 juin, probablement de l'intérieur. Les craintes de sabotage à la centrale nucléaire de Zaporijjia, la plus grande d'Ukraine et d'Europe, persistent.

Par ailleurs, un projet de document stratégique confidentiel consulté par le FPIF suggère que le gouvernement ukrainien envisage de retarder son projet d'élimination progressive du charbon.

La coalition ukrainienne pour une transition juste

En Ukraine, les communautés minières et les écologistes ont uni leurs forces pour placer la production d'électricité décentralisée et renouvelable au cœur d'une transition juste vers l'abandon du charbon.

En septembre de l'année dernière, les maires de onze villes minières ont publié une lettre ouverte appelant à une transition juste, en faisant des énergies renouvelables décentralisées le pilier principal de la politique énergétique. Le chauffage pourrait être décarbonisé en remplaçant progressivement le gaz et le charbon par des pompes à chaleur alimentées par des énergies renouvelables, ont-ils écrit. L'eau des mines de charbon pourrait être exploitée pour produire de la chaleur.

Le mois dernier, seize collectivités locales des régions minières ont lancé un autre appel en faveur d'un développement économique non fondé sur les combustibles fossiles et de la «décarbonisation et décentralisation du système énergétique».

Les militants ont joint leurs voix à cet appel à Londres le mois dernier, où des ministres de Kiev et des gouvernements occidentaux se sont réunis pour discuter de la reconstruction d'après-guerre, et ont ajouté que les attaques russes sont une raison de s'engager en faveur de la décentralisation et des énergies renouvelables, et non de s'en désengager.

«Les municipalités ukrainiennes n'ont pas attendu la fin de la guerre pour reconstruire et fournir de l'eau, du chauffage, de l'électricité, des transports, des soins médicaux et d'autres services vitaux», a déclaré une alliance de groupes de la société civile dans un appel à la conférence intergouvernementale de Londres. Les projets d'énergies renouvelables à l'échelle municipale et les programmes d'efficacité énergétique sont «déjà finançables» et augmentent la résilience des communautés.

Ce qu'il faut maintenant, ce sont des prêts à faible coût en hryvnia, la monnaie ukrainienne, afin de réduire le risque de fluctuations monétaires. Il faut également modifier la réglementation du secteur de l'électricité, par exemple en autorisant le «comptage net» pour intégrer les petits projets éoliens et solaires au réseau, afin de faire progresser la décentralisation du système électrique.

L'accent devrait être mis sur les projets solaires et éoliens à l'échelle municipale, communautaire ou même domestique, qui peuvent être rapidement raccordés au réseau.

«Un mélange de panneaux solaires PV [photovoltaïques], de batteries et de générateurs diesel» est «optimal en termes de coûts pour compléter l'électricité peu fiable du réseau», selon une étude publiée en février par Low Carbon Ukraine.

Le groupe de recherche, financé par le gouvernement allemand, a calculé la meilleure façon de faire



face aux coupures de courant constantes, en prenant l'exemple d'une école de Kiev.

Anna Ackermann, de l'Institut international du développement durable, a déclaré, lors d'un événement en ligne précédant la conférence de Londres du mois dernier, que les mesures prises en temps de guerre peuvent ouvrir la voie à un rôle beaucoup plus important pour les énergies renouvelables décentralisées après la guerre.

L'autonomisation des structures gouvernementales locales n'est pas en soi controversée en Ukraine, qui a mis en place un programme de décentralisation politique depuis 2014. Et le gouvernement soutient en principe la décentralisation physique de l'approvisionnement en électricité. Mais les groupes de la société civile estiment qu'un régime réglementaire approprié est désespérément nécessaire.

Les institutions financières internationales et les gouvernements occidentaux peuvent aider en fournissant une assurance contre les risques et des prêts à faible taux d'intérêt en hryvnia aux municipalités, affirment-ils.

La promotion des projets locaux d'électricité renouvelable s'inscrit dans un débat plus large sur l'avenir du système énergétique ukrainien.

Traditionnellement, l'Ukraine s'appuie fortement sur les centrales nucléaires pour la production d'électricité, ainsi que sur le charbon et le gaz pour la production d'électricité et les centrales de production combinée de chaleur et d'électricité (PCCE) qui alimentent les systèmes de chauffage urbain. L'hydroélectricité joue également un rôle et, avant l'invasion russe, la production éolienne et solaire s'est développée de manière impressionnante.

Le développement de l'énergie éolienne et solaire, ainsi que les mesures d'efficacité énergétique, sont sans aucun doute les meilleures options, non

seulement pour donner du pouvoir aux municipalités et aux communautés, mais aussi pour permettre à l'Ukraine de jouer son rôle dans la lutte contre un changement climatique dangereux. Mais les municipalités et les organisations de la société civile qui défendent ces projets se heurtent aux puissants lobbies des combustibles fossiles et du nucléaire, qui lorgnent sur les fonds de reconstruction, ainsi qu'aux grandes compagnies d'électricité, qui ont leur propre vision de ce que signifie la «transition».

Le charbon

La vitesse à laquelle l'Ukraine se débarrasse du charbon, en fermant à la fois les mines et les centrales électriques au charbon, était controversée bien avant l'invasion russe. En 2017, le gouvernement a fixé à 2035 l'échéance pour l'arrêt de la production d'électricité à partir du charbon; DTEK, la plus grande compagnie ukrainienne d'électricité et de charbon, a suggéré 2040. Ces objectifs ne sont pas assez ambitieux pour répondre aux objectifs de la politique climatique, et la Commission européenne a demandé un calendrier plus serré.

Les mines et les centrales électriques de DTEK ont été dévastées par les bombardements et, depuis 2014, des centaines de ses employés sont morts dans la guerre. L'entreprise a ses propres plans de transition énergétique et a investi dans des parcs éoliens. DTEK est également puissante sur le plan politique: Rostyslav Churma, qui répond de la politique énergétique dans l'administration présidentielle, et Denis Chmyhal, premier ministre, sont tous deux entrés en politique après avoir fait carrière dans la gestion de DTEK.

Les messages contradictoires du gouvernement peuvent refléter, d'une part, le point de vue de DTEK et d'autres entreprises énergétiques et, d'autre



part, la pression politique internationale en faveur de l'abandon du charbon. Les arguments en faveur de l'arrêt de la production d'électricité à partir du charbon occultent également la nécessité de réduire l'utilisation du charbon dans l'industrie.

À Londres, le mois dernier, le vice-ministre de l'énergie, Yaroslav Demtchenkov, a réitéré la promesse du gouvernement d'éliminer progressivement la production d'électricité à partir du charbon d'ici à 2035. Mais le récent projet de stratégie énergétique du gouvernement prévoit que l'utilisation du charbon, principalement dans l'industrie, se situera encore entre un tiers et la moitié du niveau actuel en 2050. Le document, dont le FPIF a pu consulter une copie, a été gardé secret en vertu de la législation en vigueur en temps de guerre. La stratégie comprend des scénarios indiquant que le gouvernement s'efforcera de réduire la consommation de «combustibles fossiles solides» (essentiellement le charbon) de 25 millions de tonnes d'équivalent pétrole (MTOE) en 2023 à un niveau compris entre 8 et 12,5 MTOE.

Le gaz

L'Ukraine a cessé d'importer du gaz directement de Russie en 2016 et produit désormais presque tout ce qu'elle consomme. Mais le gouvernement propose d'investir une grande partie des fonds de relance de l'après-guerre dans la production de gaz : 18 milliards de dollars pour les gisements existants et 11 milliards de dollars pour de nouveaux gisements dans la mer Noire. Oleksiy Tchernychoy, nouveau directeur général de Naftogaz Ukrainy, producteur public de gaz, a discuté de ces projets avec ExxonMobil, Chevron et Halliburton lors d'un voyage à Washington en avril.

Les économistes et les chercheurs en énergie affirment que ces propositions vont exactement dans la

mauvaise direction. Le plan de relance du gouvernement ne prévoit pas de dépenses en matière d'efficacité énergétique, même si le fait de s'attaquer au parc immobilier de l'Ukraine, véritable passoire énergétique, et de moderniser les systèmes de chauffage urbain de l'ère soviétique pourrait réduire la quantité de gaz dont ils ont besoin.

Dans un article publié le mois dernier, Anastasiia Zagoruichyk et ses collègues de la Smith School of Enterprise and the Environment de l'université d'Oxford ont mis en garde contre les gros investissements gaziers qui «entraveraient la transition énergétique, augmenteraient l'intensité en carbone de l'économie et accroîtraient l'exposition aux effets du changement climatique».

Le lancement de nouveaux grands projets gaziers offshore créerait un «verrouillage carbone» pour le secteur de l'énergie et augmenterait les risques physiques liés au climat, tels que les tempêtes, l'érosion côtière et l'élévation du niveau de la mer.

Le projet du gouvernement d'investir 2,5 milliards de dollars dans le réseau de gazoducs ukrainiens, qui achemine le gaz russe vers l'Europe, a également fait l'objet de critiques. Serhiy Makogon, ancien directeur général de la société publique de transport de gaz, a déclaré lors d'un forum en ligne le mois dernier que le réseau, qui est aujourd'hui aux neuf dixièmes vide, devrait être réaffecté au stockage de l'énergie et à d'autres usages, afin de soutenir le développement d'un secteur de l'énergie axé sur les énergies renouvelables.

Le nucléaire

Le projet secret de stratégie énergétique, qui reflète un fort soutien politique au nucléaire, envisage d'augmenter la production annuelle d'électricité des centrales nucléaires de 75 térawattheures (TWh)



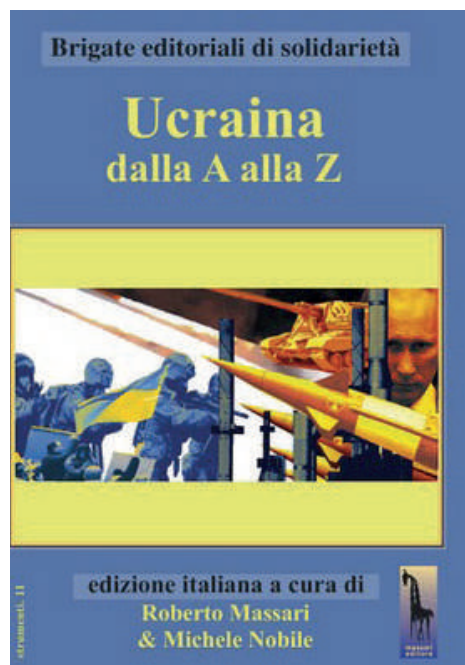
en 2020 à 106 TWh en 2032, en maintenant leur part dans le total à plus de 50 %. Lors d'une conférence présentée au début de l'année, la compagnie nationale d'électricité Ukrenergo a demandé 57 milliards de dollars d'investissements pour la production d'électricité, dont 42 milliards de dollars pour le nucléaire.

En janvier, le gouvernement a approuvé un plan visant à faire avancer l'expansion de la centrale nucléaire de Khmelnytsky, longtemps retardée, en utilisant la technologie de la société américaine Westinghouse. Le ministre de l'énergie, Herman Halouchchenko, un ancien cadre de l'industrie nucléaire, a annoncé en mars son intention de faire passer les centrales nucléaires ukrainiennes, qui importent traditionnellement du combustible de Russie, entièrement au combustible fourni par Westinghouse.

Les mouvements sociaux et les écologistes affirment que l'investissement à long terme dans une capacité nucléaire coûteuse est non seulement inutile, mais aussi dangereux. Svitlana Romanko, de Razom We Stand, groupe de campagne sur la politique énergétique, affirme que « nous avons besoin d'un véritable soutien financier et technique pour fournir au peuple ukrainien des systèmes d'électricité et de chauffage fiables à un coût abordable », ce qui implique d'abandonner « les scénarios hypothétiques futurs ou hybrides » utilisant le nucléaire ou les combustibles fossiles.

Des chercheurs de l'Institute for Economics and Forecasting de Kiev ont montré, dans un document publié en mai, que même les centrales nucléaires existantes pourraient être mises hors service et que la production d'électricité pourrait être remplacée par des énergies renouvelables, « de manière compétitive en termes de coûts ».

L'Union européenne et les gouvernements britannique et américain influencent ces discussions politiques. Des fonctionnaires de Bruxelles ont lancé un plan d'exploitation visant à utiliser les énergies renouvelables ukrainiennes, qui devraient alimenter le réseau électrique de l'Ukraine, pour produire de l'hydrogène destiné à l'exportation. Les militants qui luttent contre les lobbies des combustibles fossiles et du nucléaire dans ces pays pourraient et devraient faire cause commune avec leurs homologues ukrainiens.



L'Ukraine et l'ordre mondial

JOHN FEFFER¹

Alors que la guerre froide commençait à s'estomper, le multipolarisme est devenu le cri de ralliement de tous ceux qui en avaient assez de la politique des superpuissances, des impasses nucléaires et du bipolarisme ordinaire de la désinformation soviétique et de la propagande américaine.

Cette « ascension du reste du monde » a été préfigurée par le mouvement des non alignés en 1961, par le nouvel ordre économique mondial de l'ONU dans les années 1970, par la montée en puissance des économies de l'Asie de l'Est et du marché unique européen dans les années 1980 et par la coopération entre les pays du Sud dans les années 1990. Au début des années 2000, notamment grâce à quelques articles de Morgan Stanley, le groupe du Brésil, de la Russie, de l'Inde, de la Chine et de l'Afrique du Sud (BRICS) a été baptisé puis institutionnalisé².

En 2008, dans son *Post-American World*, Fareed Zakaria³ rédigeait moins une épitaphe de l'hégémonie américaine qu'un hymne à toutes les puissances montantes qui façonnaient de plus en plus la géopolitique. Il était difficile de réfuter sa thèse centrale. Le monde bipolaire avait disparu, le monde unipolaire de la suprématie américaine n'était plus tenable et le

monde multipolaire émergeait comme une sorte de phénix, même si l'ancien monde n'avait pas encore été réduit en cendres et que le nouvel oiseau était encore balbitant.

Puis quelque chose d'étrange s'est produit.

La « multipolarité » a commencé à prendre une forme très différente après la première intervention de la Russie en Ukraine en 2014. Ce qui avait autrefois été un antidote à l'arrogance de l'OTAN et aux prétentions du Nord global est devenu une couverture pour les attaques contre les valeurs universelles. Au lieu de permettre à de nouvelles puissances de s'asseoir à la table pour contribuer à l'élaboration des règles mondiales, les autoritarismes de tous bords ont invoqué le multipolarisme pour briser la table et jeter les règles par la fenêtre en faveur du nationalisme et du particularisme.

Ceux qui veulent réduire l'importance de la guerre en Ukraine la décrivent comme un conflit régional sur le sort des russophones coincés entre deux États. Quant à ceux qui veulent souligner l'importance de cette guerre, ils la présentent comme une confrontation entre l'Est et l'Ouest.

En fait, l'Ukraine est au centre de quelque chose d'encore plus vaste. La guerre y est devenue un moment décisif dans la quête d'un nouvel ordre mondial.

La nouvelle philosophie russe

Une vieille division de la pensée russe opposait les partisans de l'Occident (les occidentalistes) à ceux ayant un ancrage plus national (les slavophiles). La version mise à jour de cette impasse a donné un nouveau rôle à ceux qui étaient sceptiques vis-à-vis de l'Occident: ils sont désormais ceux qui croient que les valeurs universelles, autrement connues sous le

1. John Feffer est directeur de *Foreign Policy in Focus*. Article publié le 26 juillet 2033.

2. NdT: le récent sommet des Brics s'est élargi à plusieurs dictatures comme l'Iran, l'Égypte, l'Éthiopie, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis.

3. Fareed Zakaria, *Post-American World*, New York, WW Norton & Co.



nom de valeurs libérales ou culture mondialisée, provoqueront la dégénérescence de la Russie.

L'«illibéralisme» de Vladimir Poutine vise une série de mouvements progressistes: le féminisme, les droits des LGBT, le sécularisme. Lui et les slavophiles des temps modernes veulent revenir à un monde prémondialisé d'États souverains ayant le pouvoir absolu sur ce qui se passe à l'intérieur de leurs frontières. Ce que cela signifie concrètement a été récemment révélé lorsque le gouvernement russe a mis hors-la-loi les personnes transgenres. En 2017, Elena Chebankova écrivait dans *Post-Soviet Affairs*:

La recomposition mondiale multipolaire est devenue l'un des aspects les plus importants du *soft power* de la Russie sur la scène mondiale et un instrument important pour la conservation de son influence internationale. Depuis l'effondrement de l'URSS, la Russie déploie les idées de particularité civilisationnelle pour défendre son intégrité territoriale et politique et pour tenter de freiner l'avancée de la démocratisation mondiale et les intérêts économiques qui en découlent pour des pays tiers.

Cette multipolarité à la faveur des leaders illibéraux comme Viktor Orbán en Hongrie qui s'oppose à l'«unipolarité» de l'Union européenne. D'autres secteurs de l'extrême droite européenne, qui souhaitent que leur propre pays s'éloigne du consensus européen sur les droits et les responsabilités, gravitent également autour de la rhétorique multipolaire de la Russie.

Mais le déploiement stratégique du multipolarisme par Vladimir Poutine vise principalement les pays du Sud. La Russie s'appuie sur le vieil héritage soviétique de soutien aux luttes anticoloniales et aux mouvements anti-occidentaux. La vieille rhétorique de l'autodétermination a désormais fusionné avec le nouvel accent mis sur la souveraineté. La Russie ne



se soucie pas de ce qu'un autre pays fait à l'intérieur de ses frontières tant qu'il s'avère être un allié géopolitique utile, un client ou un partenaire commercial. Le Kremlin habille en outre ces arguments d'un langage «civilisationnel»: la Russie, la Chine et l'Inde ne sont pas seulement de grandes puissances, ce sont de puissantes civilisations qui remontent à des siècles, voire des millénaires, comme pour donner une dimension historique à des nationalismes mesquins, misogynes, homophobes et transphobes.

L'accent mis sur les sphères d'influence civilisationnelles fonctionne parfaitement pour la Chine de Xi Jinping, l'Inde de Narendra Modi, la Syrie de Bachar al Assad, l'Afrique du Sud de Cyril Ramaphosa, le Brésil de Jair Bolsonaro et le Nicaragua de Daniel Ortega. C'est ainsi que l'URSS a fonctionné, malgré les écarts par rapport à la théorie marxiste. Les États-Unis, eux aussi, se sont fortement appuyés sur la doctrine des sphères d'influence, en particulier à l'ère de la *realpolitik* avant que la défense des droits humains ne complique le tableau.

«La multipolarité est devenue la pierre angulaire du langage commun des fascismes et des autoritarismes mondiaux», affirme la marxiste féministe indienne Kavita Krishnan:

C'est le cri de ralliement pour les despotes, qui sert à travestir leur guerre contre la démocratie en



guerre contre l'impérialisme. Le déploiement de la multipolarité pour déguiser et légitimer le despotisme est rendu possible par l'approbation retentissante par la gauche mondiale de la multipolarité en tant qu'expression bienvenue de la démocratisation anti-impérialiste des relations internationales.

Le nouveau multipolarisme est un endroit idéal pour les extrémistes de droite et de gauche pour parler et papoter.

La gauche rencontre la droite

J'avais l'habitude de me moquer de la vieille théorie libérale selon laquelle le spectre politique s'incurvait aux extrémités de telle manière que l'extrême gauche se confondait avec l'extrême droite. J'insistais plutôt sur le fait que le monde idéologique était plat et que ceux qui couraient aux extrêmes tombaient de leurs bords respectifs dans leur propre abîme séparé. Maintenant, je n'en suis pas si sûr.

Au cours de la dernière décennie, il y a eu une augmentation inquiétante des alliances entre les rouges et les bruns, comme le mouvement Cinq étoiles se joignant à la Ligue du Nord en Italie ou le mouvement allemand contre les migrants *Aufstehen* qui a scissionné de *Die Linke*.

Aux États-Unis, 12 % des électeurs de Bernie Sanders aux élections primaires démocrates de 2016 ont voté pour Donald Trump lors des élections générales. Cela pourrait être déconstruit comme une idiosyncrasie du système bipartite américain et le manque frustrant d'alternatives. Cependant, d'étranges alliances ont continué à émerger à la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

La manifestation à Washington en février dernier de *Rage Against the War Machine* pour protester contre le soutien des États-Unis à l'Ukraine a rassemblé le libertarien réactionnaire Ron Paul, le pilier

du parti Vert américain Jill Stein et le *People's Party* de gauche. L'événement a été promu avec enthousiasme par Tucker Carlson¹. Il y avait également Max Blumenthal, qui dirige le site de blog prétendument de gauche *Grey Zone*, et qui a témoigné au conseil de sécurité de l'ONU à l'invitation de la mission russe à New York. C'est sans surprise qu'il s'y soit fait le perroquet de la propagande russe.

Ce multipolarisme s'avère être un terrain de rencontre bien utile pour la gauche et la droite. Les progressistes saluent depuis longtemps la redistribution du pouvoir au niveau géopolitique. Mais la tendance malheureuse de certains à gauche à absoudre l'autoritarisme tant qu'il est anti-américain et anti-occidental, se coule désormais parfaitement dans ce nouveau multipolarisme sous couvert d'une vigoureuse défense de la souveraineté, de l'illibéralisme et de l'antimondialisation.

Cette souche du tiers-mondisme peut être aperçue dans les travaux de Vijay Prashad qui se fait le haut-parleur des récits officiels russes et chinois. On la voit également dans le livre insensé de Fadi Lama *Why the West Can't Win: From Bretton Woods to a Multipolar World* (Pourquoi l'Occident ne peut pas gagner)², où il fait l'éloge de la notion de monde équitable souverain mise en avant par la Russie, la Chine et l'Iran contre les prédateurs de l'«empire».

Il est étonnant de voir les acrobaties intellectuelles auxquelles se livrent ces critiques de l'impérialisme pour justifier l'impérialisme russe, sa violation de la souveraineté de l'Ukraine et son utilisation du multipolarisme comme moyen de consolidation de son propre pouvoir. À des époques antérieures, une certaine gauche se livrait à des jeux idéologiques

1. Journaliste réactionnaire et nationaliste.

2. Fadi Lama, *Why the West Can't Win: From Bretton Woods to a Multipolar World*, Atlanta, Clarity Press, 2023.



similaires pour dédouaner les invasions soviétiques en Hongrie, en Tchécoslovaquie et en Afghanistan, ou les efforts chinois pour absorber le Tibet. Au moins, la Chine et l'URSS étaient des régimes présumés de gauche et ces défenses étaient explicables même si elles étaient odieuses.

La Russie de Vladimir Poutine est pourtant ce qui se rapproche le plus du fascisme pour ce malheureux pays qui a déjà tant subi au cours du 20^e siècle. Dans sa fuite du libéralisme, l'extrême gauche s'est alliée à des acteurs situés de l'autre côté du spectre. Ces anti-impérialistes à œillères pourraient rationaliser leurs alliances comme étant purement tactiques, mais il y a ici une histoire longue de badinages avec les dictateurs – Staline, Mao Zedong, Mugabe et Castro. Qu'il s'agisse d'un tweet flatteur soutenant le faux isolationnisme de Donald Trump ou d'une tentative tendue d'excuser l'invasion de l'Ukraine par Poutine comme une réponse sensée à l'expansion de l'OTAN, la gauche doit tenir compte de son incapacité à mettre en avant un anti-impérialisme équilibré.



L'avenir du multipolarisme

La guerre en Ukraine sonne la mort du multipolarisme, disent ceux qui pensent que la guerre a marginalisé la Russie, affaibli l'Europe et mis à l'écart encore davantage le Sud tout en renforçant les États-Unis et la Chine. Tant Washington que Pékin en ont en effet profité aux dépens de leurs clients, le premier fournissant du gaz à l'Europe et le second achetant de l'énergie à prix réduit à la Russie. Dans le monde de 2023, il semble que ce sont les États-Unis et la Chine qui donnent le la. Le multipolarisme est mort, vive le bipolarisme.

Un argument tout aussi solide peut être avancé selon lequel la guerre a accéléré l'inévitabilité du multipolarisme. La capacité des États-Unis et de la

Chine à décider des résultats au-delà de leurs frontières s'est gravement érodée. La guerre en Ukraine se poursuit. L'Europe a trouvé des alternatives à l'énergie russe (grâce à Washington et à Doha) et elle a pris l'initiative de tracer un avenir sans carbone. Le Sud global a en même temps refusé de soutenir l'Est ou l'Ouest dans ce conflit. La géopolitique est devenue de plus en plus imprévisible. Les États-Unis pourraient vouloir revenir au bon vieux temps de l'unipolarisme [...] mais ils ne le peuvent pas.

Alors, le multipolarisme est-il croissant ou décroissant? Tout dépend de l'Ukraine.

Si l'Ukraine ne réussit pas à expulser les envahisseurs russes, cela créera un précédent inquiétant pour le droit international. Une transgression qui reste impunie est un signal puissant pour tous les contrevenants actuels et potentiels. Il ne s'agit pas seulement d'interventions transfrontalières illégales, mais aussi de violations des droits humains et même de non-respect des objectifs de réduction des émissions de carbone. L'Ukraine elle-même, entravée économiquement et aux frontières floues, aura beaucoup plus de mal à rejoindre l'Union européenne et à agir sur la scène internationale.

En revanche, si l'Ukraine l'emporte, elle donnera un puissant impact à un espace européen en expansion contre les prédatations du poutinisme. De plus, si la Russie évolue d'un État pétrolier autoritaire vers quelque chose qui se rapproche d'une démocratie avec un engagement envers l'énergie propre, ce sera un exemple puissant pour les mouvements qui luttent contre les dictateurs des énergies sales à travers le monde.

Bien que la Chine et les États-Unis soient actuellement les acteurs géopolitiques les plus importants sur la scène mondiale, il ne s'agit probablement que d'un moment de transition. L'Inde est désormais le

pays le plus peuplé du monde et elle devrait devenir la troisième plus grande économie d'ici la fin de la décennie. L'Union européenne est en train d'établir la norme d'une nouvelle économie sobre en carbone. Les pays du Sud disposent d'une grande partie des ressources nécessaires à une transition vers une énergie propre, qu'ils peuvent (potentiellement) exploiter pour une plus grande puissance mondiale.

Les enjeux sont donc élevés en Ukraine. Le risque n'est pas seulement l'intégrité territoriale et quelque 30 000 miles carrés de territoires occupés. La bataille porte sur la trajectoire du pouvoir mondial. C'est, en fin de compte, un choix entre le chaos mondial et la communauté mondiale.



À PARAITRE
avec une préface de Vladyslav Starodubtsev
En librairie en novembre 2023.

**OÙ VA
LA RUSSIE ?**

« Si nous voulons comprendre l'extrême droite au 21^e siècle, nous devons regarder la Russie »

ENTRETIEN AVEC ILIA BUDRAITSKIS¹

Le début de l'invasion de l'Ukraine n'était pas seulement une question de politique étrangère, mais aussi un moyen de discipliner la société russe. Et quand on regarde les premiers mois de cette invasion, on se rend compte à quel point les règles du jeu ont complètement changé en Russie. Berceau de la plus grande révolution socialiste de l'histoire, la Russie a connu d'intenses transformations sociales, économiques et politiques tout au long du 20^e siècle. De l'ascension de Staline à l'actuel régime de Poutine, il ne reste plus grand-chose de l'expérience des soviets et de l'héritage socialiste qui a caractérisé les premières années de la révolution de 1917. Ilya Budraitskis, militant socialiste russe, est convaincu que le régime actuel de Poutine présente toutes les caractéristiques de ce que l'on pourrait appeler le fascisme du 21^e siècle.

1. Ilya Budraitskis a longtemps vécu à Moscou avant d'être contraint à l'exil. Il a publié d nombreux articles dans des revues comme *Radical Philosophy*, *New Left Review*, *Slavic Review*, *Jacobin*, *London Review of Books*, *E-Flux*, *Le Monde Diplomatique* et *Inprecor*. Il a publié *Politics and the Left in Post-Soviet Russia* aux éditions Verso (Londres) en 2022. Il est également membre du comité de rédaction du site web socialiste russe antiguerre *Posle.media*. Entretien publié le 20 août 2023, par *Radar Internacional* (Brésil) et *Europe solidaire sans frontières*.

Nous aimerions commencer par vous demander comment vous caractérisez le régime de Poutine: s'agit-il d'un régime nationaliste? Un régime fasciste? Pouvez-vous nous en dire un peu plus à ce sujet?

Oui, je dirais que ce régime existe depuis plus de vingt ans et qu'il a subi une sérieuse transformation au cours de cette période. Il a commencé comme un régime bonapartiste néolibéral et s'est transformé en une sorte de dictature fasciste ouverte. Et je pense que cette transformation en régime fasciste a commencé après le début de l'invasion de l'Ukraine. Je peux présenter une analyse plus approfondie de la manière dont cette transformation s'est produite au cours de ces années.

Elle s'est produite en raison de deux tendances parallèles au sein de la société russe, en particulier au cours de la dernière décennie. Si nous examinons la transformation du régime de Poutine, nous pouvons dire que la première période de son existence, c'est-à-dire les années 2000, a été caractérisée par la croissance économique, la mise en œuvre de réformes néolibérales et un profond processus de dépolitisation de la société russe, qui a abouti à la désarticulation et à l'aliénation de la plupart des formes d'auto-organisation politique.

Mais en 2011 et 2012, quelque chose d'important s'est produit. Après la crise économique de 2009, l'économie russe ne s'était pas encore redressée, la croissance économique n'avait pas encore repris et l'économie russe stagnait. Au cours de la même période, la dépolitisation a fait place à un nouveau mouvement de protestation qui a débuté à la fin de l'année 2011, principalement à Moscou, mais qui a également eu des répercussions dans de nombreuses grandes villes russes. Il s'agissait d'un mouvement contre le régime, dont les revendications étaient



principalement politiques plutôt que sociales, mais qui, selon moi, reflétait également un mécontentement croissant à l'égard de la situation économique et sociale.

Ce mouvement est apparu au moment où Poutine a décidé de revenir à la présidence et de se présenter aux élections présidentielles de 2012, pour un troisième mandat. Contrairement à ses campagnes des années 2000, celle-ci n'a pas été marquée par un processus de dépolitisation, mais par une offensive conservatrice et antirévolutionnaire. Ainsi, à partir de ce moment, on peut dire qu'un tournant conservateur s'est amorcé dans le régime de Poutine. Le discours qu'il a présenté était que les manifestations n'étaient pas un mouvement d'opposition interne mais un groupe d'agents extérieurs, de traîtres nationaux, de personnes qui veulent détruire la famille traditionnelle, les valeurs traditionnelles russes, etc. Dès lors, une rhétorique extrêmement conservatrice a été adoptée dans l'idéologie de ce régime.

En 2014, la Russie a commencé à s'impliquer militairement en Ukraine avec l'annexion de la Crimée. Pour Poutine, il ne s'agissait pas seulement d'une question de politique étrangère, de reconquête de l'influence impériale de la Russie dans l'espace post-soviétique, mais aussi d'une question de politique intérieure. Il s'agissait de créer une unité patriotique de la société russe autour de son président. On peut constater la rapidité avec laquelle Poutine a regagné en popularité dans la société russe après l'annexion de la Crimée.

Mais l'effet Crimée, l'effet du rassemblement autour du drapeau, n'a pas duré longtemps. Trois ans après ce que l'on a appelé la «réunification de la Crimée», la popularité de Poutine a commencé à s'effriter et une nouvelle vague de manifestations a vu le jour en Russie. À partir de 2017, un nouveau

mouvement a commencé à émerger contre la corruption, contre l'autoritarisme du régime et, en fin de compte, contre les profondes inégalités sociales qui existent dans la société russe. Ces manifestations ont été étroitement associées à la figure d'Alexei Navalny, mais en réalité, il ne s'agissait pas seulement d'un mouvement de ses partisans personnels. Du côté du régime, tout cela a été présenté comme la lutte contre une «révolution de couleur».

Quel était donc le principal problème en Ukraine? Selon Poutine, c'était Maïdan, le renversement illégal du gouvernement par le peuple, ce qui était absolument inacceptable. Il fallait donc empêcher que cela se produise en Ukraine et en Russie. Poutine a ensuite pris position contre cette possible révolution car, pour lui, toutes les révolutions qui ont eu lieu en Russie, y compris celle de 1917, sont le fruit de l'activité d'ennemis extérieurs. Selon lui, toutes les révolutions sont une conspiration, ce sont des processus qui viennent de l'extérieur pour déstabiliser l'État russe. Et, de fait, cette pensée antirévolutionnaire est très présente dans la version officielle de l'histoire russe, dans les manuels scolaires, dans les grands exposés historiographiques, où non seulement 1917 est présenté comme une sorte d'émeute antirusse organisée par l'Occident, mais où même les soulèvements populaires du 18^e siècle, comme celui de Pougatchev, sont présentés comme une conspiration venue de l'extérieur.

En ce sens, il est possible de voir comment le début de l'invasion n'était pas seulement une question de politique étrangère, mais aussi une manière de discipliner la société russe. Et quand on regarde les premiers mois de cette invasion, on se rend compte à quel point les règles du jeu ont complètement changé à l'intérieur de la Russie. Depuis le début de l'invasion, il est impossible de critiquer la guerre de



quelque manière que ce soit. Il n'est même pas permis de parler de cet événement comme d'une guerre. L'utilisation du mot «guerre» est un acte criminel en vertu du droit russe, car officiellement, il ne s'agit pas d'une guerre mais d'une «opération militaire spéciale». C'est ce terme qui devrait être utilisé pour décrire cet événement.

Tous les médias indépendants qui étaient restés dans le pays jusqu'alors ont été expulsés une semaine après l'invasion, et aujourd'hui on peut voir cette tendance répressive dans le rétablissement de l'unité totale de la Russie, telle que Poutine la présente. Pour lui, la société russe est consolidée autour de l'idée de lutter contre l'Occident, contre tout type d'ennemi interne ou externe, et aucune critique n'est encore autorisée dans le pays. Par exemple, vous avez peut-être vu que la semaine dernière, Boris Kagarlitsky a été arrêté à Moscou. Cette arrestation s'inscrit dans le cadre d'une campagne croissante de répression des manifestations qui a déjà fait de nombreux prisonniers politiques. Interrogé lors d'une conférence de presse sur Kagarlitsky, M. Poutine a bien sûr répondu que c'était la première fois qu'il entendait ce nom, comme il le fait toujours, mais il a également déclaré : «Nous sommes actuellement dans un conflit militaire avec notre voisin. C'est pourquoi tout ce qui va à l'encontre de notre unité nationale doit être éliminé. C'est la raison de toutes ces affaires».

Je pense que si nous parlons du mouvement fasciste aujourd'hui, de ce à quoi ressemble le fascisme au 21^e siècle, nous devrions regarder ce qui se passe déjà en Russie. Parce que nous sommes dans un contexte où un mouvement de masse venant d'en bas n'est plus nécessaire, il pourrait s'agir d'un tournant fasciste venant d'en haut. Si vous regardez, le fascisme classique, qui a émergé au 20^e siècle, a toujours été la combinaison de mouvements de masse avec la classe

dirigeante, qui a utilisé le mouvement de masse pour transformer le régime politique. Aujourd'hui, dans les sociétés qui ont déjà été fortement détruites par le néolibéralisme, avec la destruction de toute tradition d'organisation, de solidarité, etc. C'est pourquoi je pense qu'il est important de parler de la transformation fasciste de l'État russe, et je pense qu'en ce sens, le cas russe n'est pas unique. Il ne s'agit pas d'une exception à la tendance globale, mais d'une image de celle-ci. Si nous voulons comprendre comment ces mouvements d'extrême droite peuvent transformer la société, nous devrions prendre la Russie comme exemple.

En ce qui concerne la politique étrangère de Poutine, celui-ci s'est rapproché du continent africain et du Sud en général. Pourriez-vous nous en dire un peu plus à ce sujet? Comment les pays du Sud doivent-ils considérer ce rapprochement avec Poutine et la guerre?

C'est une question très intéressante, parce que Poutine essaie vraiment d'exploiter ce sentiment anti-occidental, anti-américain, anticolonial et propose, à la place de l'ordre mondial actuel, un autre type de modèle, qui s'appelle le monde multipolaire. Qu'est-ce qu'un monde multipolaire? C'est l'existence de civilisations particulières ou de civilisations-états particulières. Les «États-civilisations» sont un terme important déjà utilisé dans la nouvelle version de la doctrine de politique étrangère russe adoptée au début de cette année. L'État-civilisation ne signifie pas la même chose que l'État-nation, mais plutôt que les États souverains réels existent comme une sorte de civilisation – comme les États-Unis, la Chine et la Russie. Par exemple, disons que le Brésil est un pays clé pour la civilisation sud-américaine. Cela signifie qu'il doit contrôler l'ensemble du continent afin de restaurer la véritable souveraineté du



Brésil et de contrôler la domination organique de ses intérêts nationaux en tant qu'État-civilisation. Il en va de même pour la Russie, bien entendu, car l'État-civil russe est bien plus vaste que les frontières actuelles de l'État russe. Ainsi, par exemple, l'Ukraine a appartenu organiquement et historiquement à l'État-civil russe. Il en va probablement de même pour la Chine, qui doit retrouver son propre État-civilisation.

Si vous voulez trouver les racines de ce concept, vous pouvez lire le livre de Samuel Huntington, *Le choc des civilisations*, où il propose à peu près la même chose. L'idée de Huntington est que l'Occident, les États-Unis, ne doivent pas prétendre proposer un ordre mondial, mais doivent être responsables de leur propre civilisation. Ainsi, les civilisations occidentales telles que les États-Unis et l'Europe occidentale feraient partie de la même civilisation et les États-Unis en seraient le chef de file. Cela signifie que l'Occident ne devrait pas être trop ambitieux quant à son influence et devrait se concentrer sur ses propres valeurs, sa propre religion, ses propres traditions et ainsi de suite, en laissant la possibilité aux autres civilisations d'avoir leurs propres traditions. Par exemple, vous avez vos traditions brésiliennes, vous avez le type traditionnel de régime politique brésilien, qui est probablement la dictature militaire, parce que c'est le meilleur régime pour servir les intérêts de votre État-civilisation, et vous avez les valeurs traditionnelles qui sont propres à votre civilisation et qui doivent être préservées. C'est essentiellement le concept d'un monde multipolaire. C'est un monde sans aucun sens de l'universalisme, sans aucun sens de l'autodétermination nationale, parce qu'il ne s'agit pas de nations, mais de civilisations, et ce n'est certainement pas un monde plus juste ou plus égal que celui dans lequel nous vivons, peut-être même pire.



Par exemple, si nous regardons l'Afrique et toutes les spéculations sur ce que la Russie a dit à propos de l'Afrique et ce qu'elle y a réellement fait, c'est le groupe Wagner qui est la clé pour comprendre la politique étrangère russe sur le continent africain. Vous verrez absolument le même type de méthode coloniale, car la Russie est actuellement presque le principal fournisseur d'armes sur le continent africain et est un pays qui tente d'exploiter et d'extraire les ressources naturelles de la même manière que les puissances occidentales coloniales et impérialistes. Si vous regardez ce que fait le groupe Wagner en République centrafricaine, où il contrôle essentiellement les principales mines d'or et les extrait en échange d'un soutien militaire au gouvernement actuel, il s'agit de la manière néocoloniale typique de faire de la politique – fournir un soutien militaire à une élite dirigeante en échange d'un monopole sur l'extraction des ressources naturelles de ce pays. Je ne vois aucune différence entre cette politique et celle de la France ou du Royaume-Uni. La seule différence est que le groupe Wagner représente un autre «État civilisationnel». En République centrafricaine, par exemple, il a activement promu la religion orthodoxe. Ils ont organisé des missions orthodoxes, formé des prêtres locaux, etc.

Enfin, j'aimerais vous interroger sur les possibilités d'organisation de la gauche en Russie. Comment la gauche réagit-elle au gouvernement Poutine? Quelles sont les possibilités d'action au sein du Parti communiste? À quoi ressemble l'organisation de la résistance en Russie?

La question de la gauche en Russie est assez compliquée, car je ne crois pas que les groupes et les partis qui soutiennent l'invasion de l'Ukraine puissent être considérés comme étant de gauche ou

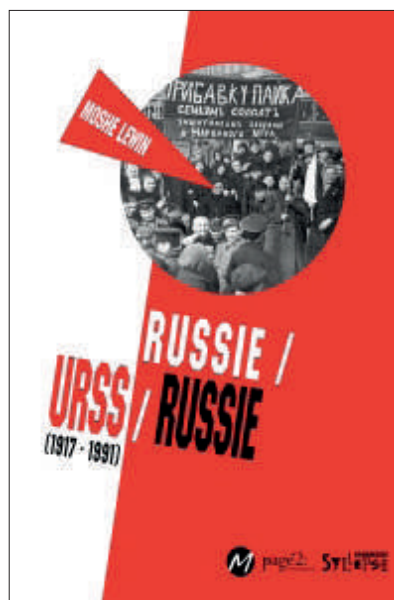
socialistes. Nous pouvons constater que la direction du Parti communiste et un grand nombre de groupes stalinien proches du Parti communiste soutiennent pleinement l'invasion de l'Ukraine, ce qui signifie qu'ils restent intégrés dans le système politique de Poutine. Ce système a été construit et développé au cours des vingt années du régime de Poutine et, au sein de ce système, la direction du Parti communiste n'a aucune capacité d'action politique. Elle est entièrement guidée par le Kremlin.

Le Parti communiste russe et le stalinisme en général en Russie sont très liés à l'héritage impérialiste de la fin de la période stalinienne. Au cours des dernières années de la Seconde Guerre mondiale et immédiatement après, Staline a beaucoup exploité l'héritage du nationalisme russe. Je pense que la tradition stalinienne en Russie comporte cet élément de chauvinisme russe et la continuité de cet élément était certainement très présente dans les positions du Parti communiste russe et d'autres groupes stalinien après le début de l'invasion.

Mais il existe bien sûr une autre gauche en Russie, la gauche qui s'opposait aux ambitions impérialistes de son propre gouvernement, composée de groupes socialistes, trotskistes et anarchistes. Et comme je l'ai déjà expliqué, il n'est actuellement pas possible d'exprimer ouvertement des critiques à l'égard de la guerre, qui est la principale question politique du pays. C'est pourquoi il n'est pas possible pour la gauche antiguerre russe d'opérer légalement dans le pays à l'heure actuelle. De nombreux militants importants qui étaient déjà connus pour leurs positions antiguerre et anti-Poutine ont quitté le pays. Dans mon organisation, le Mouvement socialiste russe, la plupart des dirigeants ont déjà quitté le pays. Kagarlitsky a été arrêté précisément parce qu'il

continuait à critiquer la guerre alors qu'il était encore dans le pays. C'est pour cela qu'il a été arrêté.

Certains membres des groupes antiguerre tentent encore d'agir en Russie, mais de manière semi-clandestine: discussions politiques à huis clos, événements de propagande avec invitations personnelles, diffusion d'informations via Telegram ou Youtube. Mais ceux qui sont en Russie doivent respecter la législation russe en vigueur, ce qui signifie qu'ils ne peuvent faire aucun commentaire sur la guerre. Non seulement sur le nom de la guerre, qui n'est pas une guerre mais une opération militaire spéciale, mais aussi sur les actions de l'armée russe en général. En effet, il existe désormais en Russie une loi qui criminalise toutes les fausses nouvelles concernant l'armée russe. La définition des fausses nouvelles est très simple: toute utilisation autre que les déclarations officielles du ministère russe de la défense. Donc,



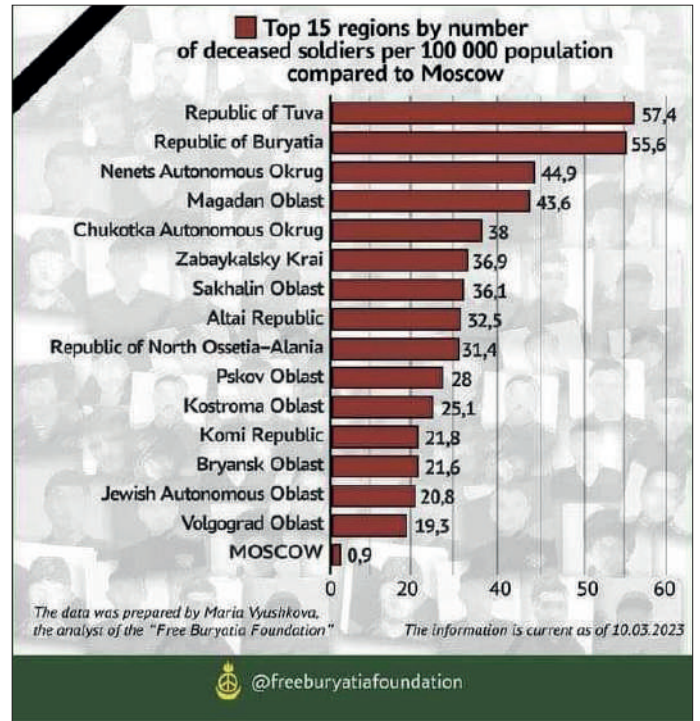
par exemple, si vous dites que l'armée russe a commis des crimes de guerre, vous pouvez être arrêté immédiatement et purger une peine de cinq ans en général.

Est-il possible d'être arrêté même pour avoir publié des messages sur des réseaux sociaux tels que Facebook ou Instagram?

Oui, c'est possible. Et ce n'est pas seulement une possibilité, il y a plusieurs cas de ce genre. Des centaines de personnes ont été arrêtées ou condamnées à une amende pour avoir publié des messages sur les médias sociaux. Mais en ce qui concerne Instagram et Facebook, ces réseaux sociaux ont déjà été interdits sur le territoire russe, vous n'avez donc pas le droit de les utiliser. Youtube et Telegram sont encore autorisés, mais nous ne savons pas pour combien de temps. Selon certaines rumeurs, les autorités russes bloqueront probablement Youtube jusqu'à la fin de l'année. Une alternative a déjà été proposée, une sorte de plateforme russe entièrement contrôlée par le gouvernement pour remplacer Youtube, qui est très populaire en Russie.



Le racisme de la Russie en chiffres: la grande majorité des appelés pour le front ukrainiens sont originaires des territoires non ethniquement russe



**BOÎTE
ALERTE**

Le roman fondateur des lettres et de l'identité ukrainiennes: *Les chevaux de feu* de Mykhailo Kotsioubynsky

VLADIMIR CLAUDE FIŠERA



«Ombres souhaitez-vous renaître
Et grâce à quel voyage surprenant
Êtes-vous les suggestions de l'amour
Les formes ranimées d'anciennes présences»
(Emmanuel Golf, *Ensemencements*, À l'index, 2023)

En septembre 2022 paraissait dans une traduction de Jean-Claude Marcadé aux éditions Noir sur Blanc une deuxième édition en français, vingt et un an après la première, en 2001, du roman en ukrainien de Mykhailo Kotsioubynsky (1864-1913) *Les chevaux de feu* dont le titre original est *Les ombres des ancêtres oubliés*, paru en 1912. Cet ouvrage connut un succès remarquable en Ukraine après l'apparition en 1965 du film *Les chevaux de feu* qui donna ce nouveau titre au livre du fait de l'immense succès du film éponyme de Sergueï Paradjanov, chant du cygne de l'école de Kyiv ou «école picturale», avant le regel culturel brejnévien. Le cinéaste, Arménien vivant à Kyïv depuis 1954 et marié à une Ukrainienne, dont le film

est en ukrainien-ruthène et non en russe, fit découvrir le monde des Houtsoules d'Ukraine carpathique, à l'ouest montagneux du pays. Cette région, intégrée dans l'empire autrichien fut partagée en 1918 entre la Tchécoslovaquie et, partiellement, la Roumanie avant d'être conquise entièrement par l'URSS en 1945. La première traduction du livre paraît alors que le monde découvre l'Ukraine, devenue indépendante le 1^{er} décembre 1991, qui se révolte à partir de novembre 2000 contre ses dirigeants dévoués à Moscou et à la russification du pays. La guerre actuelle, venant après les révoltes de 2004 et 2013 et l'indépendance réelle à partir de 2014, explique la réédition de ce livre aujourd'hui.

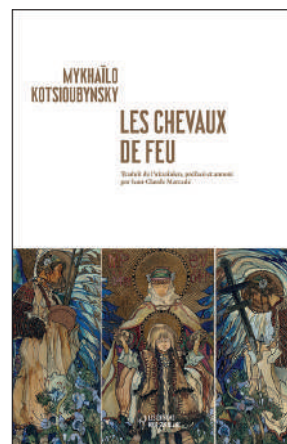
Œuvre décrivant une société traditionnelle d'éleveurs chrétiens d'Orient (gréco-catholiques – ou uniates – et orthodoxes) mais conservant des éléments animistes et magiques, elle est surtout un tableau du type géoculturel ukrainien avec sa «complexion psychologique et culturelle» qui diffère de celle de la Russie et des Russes selon Kotsioubynsky cité par Jean-Claude Marcadé dans sa préface. C'est aussi, en plus des descriptions de la nature très bien rendues par Paradjanov, un Roméo et Juliette ukrainien, relatant l'amour interdit et tragique d'Ivan et Maritchka, tout jeunes paysans de deux familles sauvagement ennemies: Paradjanov explique que «nous voulions faire un film sur l'homme libre, sur le cœur qui veut s'arracher au quotidien» (*ibid.*, préface citée). Ceci prenait une dimension protestataire dans la société soviétique étouffante de l'époque, comme c'était déjà le cas dans l'Ukraine démembrée et opprimée de 1911. En effet, ces paysans isolés enrichissent l'identité ukrainienne spécifique avec leurs us et coutumes, leur dialecte imagé et savoureux et leur vitalité, leur résilience et leur harmonie avec la nature environnante. Toutefois, leurs

tares patriarcales, leur propension à la violence et à la panique superstitieuse ne sont pas occultées mais s'inscrivent dans une authenticité ukrainienne quintessentielle, toute différente de celle des Russes. L'ouvrage devient aujourd'hui un modèle pour la littérature ukrainienne actuelle, singulièrement pour l'autre livre de référence qui en reprend partiellement les thèmes et le cadre régional (celui de la Boukovine voisine), *Daroussia la douce* (évoquant sur de nombreux points Ivan et Maritchka qui est aussi Maroussia) de Maria Matios, publié en 2004 (voir ma recension dans *Traversées*, version en ligne, 15 mai 2023¹). Ivan, berger comme Daroussia, passe pour fou car, comme elle et comme Maritchka, il fait un avec la nature, s'exprime par la danse, le chant et la musique de sa flûte comme l'ami excentrique de Daroussia avec sa guimbarde. Ivan sait que l'esprit du mal règne sur le monde et ne craint pas la hache des patriarches violents, les «maîtres» ni la cupidité lubrique de leurs complices féminines.

Il perdra sa bataille contre les esprits de la forêt et de la montagne, les esprits *mauvais* car il y en a des bons et certains bons peuvent être, à l'occasion, mauvais. Il luttera aussi contre leurs entremetteurs, les sorciers du village qui, à la fin, le récupéreront mort et le célébreront dans une cérémonie orgiaque qui conjure la mort par l'excès extraverti de vie, comme c'est le cas lors des enterrements celtiques ou roms traditionnels. En effet, dans ce manichéisme carpathique, à l'instar de celui des Albigeois ou des bogomiles bosniaques, Dieu peine à voler le monde terrestre à son créateur, l'esprit du mal.

Juste avant de se précipiter (d'être précipité?) dans le ravin fatal, Ivan entend Maritchka: morte

emportée par la montée des eaux de la rivière des Houtsoules, le Tchérémoche, son âme ne peut se reposer mais, telle une ombre, elle erre dans la nature où elle devient parfois une ondine ou une sylvaïne. Le héros l'entend à maintes reprises dans cette montagne escarpée qui est sa demeure: elle l'appelle «Iva-a!», avec une voix «pleine d'amour et souffrance». «Je viens, Maritchka! répondit en son cœur Ivan» qui, ajoute l'auteur, «avait peur de se faire entendre». «Je suis ici!» cria-t-il à son aimée avant d'être précipité dans le ravin. Il ne se dérobera pas face au mal et son âme, à n'en pas douter, perdurera.



1. <https://revue-traversees.com/2023/05/15/le-roman-de-reference-et-de-resistance-sur-lukraine-contemporaine-daroussia-la-douce-de-maria-matios/>.

Shaliyte, shaliyte, skazheny kati!

SOTSIALNY RUKH

Shaliyte, shaliyte, skazheny kati! est un chant révolutionnaire d'Ukraine composé par le critique littéraire Oleksandr Kolessa en 1889.

Il est apparu lors des soulèvements étudiants, dans les années où la Galicie était sous domination austro-hongroise. La chanson a été immédiatement reprise par les étudiants de l'université de Lviv car elle était écrite en ukrainien et incarnait la ferveur révolutionnaire et la soif d'un monde juste.

Les paroles de la chanson ont été chantées par le «Varangian Choir» du compositeur de Lviv



A. Vakhnyanyn, alors très populaire, sur la pièce historique *Yaropolk* de K. Ustianovytch.

Au début des années 1890, cet air s'est répandu en Pologne grâce aux paroles d'une traduction polonaise libre; la version polonaise a été publiée en 1894 sous le titre *Song of the Free Spirit* (Chant de l'esprit libre). L'auteur de la traduction était le social-démocrate polonais K. Petkiewicz. Pendant son exil, Petkiewicz a rencontré des sociaux-démocrates russes, dont Krjijanovsky. On pense que la traduction russe lui est due, et les premiers interprètes de la version russe de la chanson étaient des membres exilés de l'Union de lutte de Saint-Petersbourg, parmi lesquels se trouvait Lénine.

Le chant est devenu populaire parmi les socialistes ukrainiens, polonais et russes au début du 20^e siècle (en particulier pendant la révolution de 1905). Il a également été traduit en allemand (*Wütet nur Henker*) et en espéranto (*Koleru, tiranoj*).

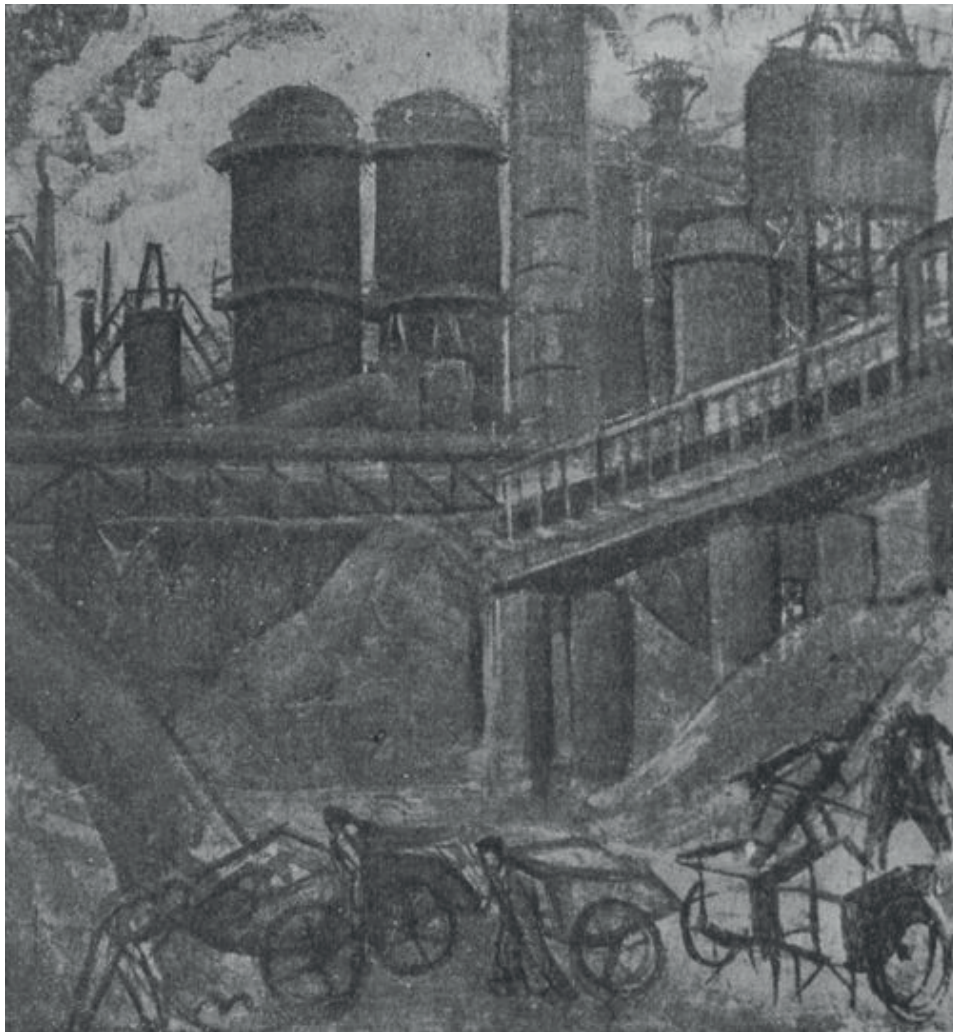




«Que le soleil de la connaissance brille. Que les ténèbres éternelles soient dissipées» [texte en ukrainien].
Affiche du département des Lumières de la maison d'édition Vsevydat, Kiev, RSS d'Ukraine, 1920.

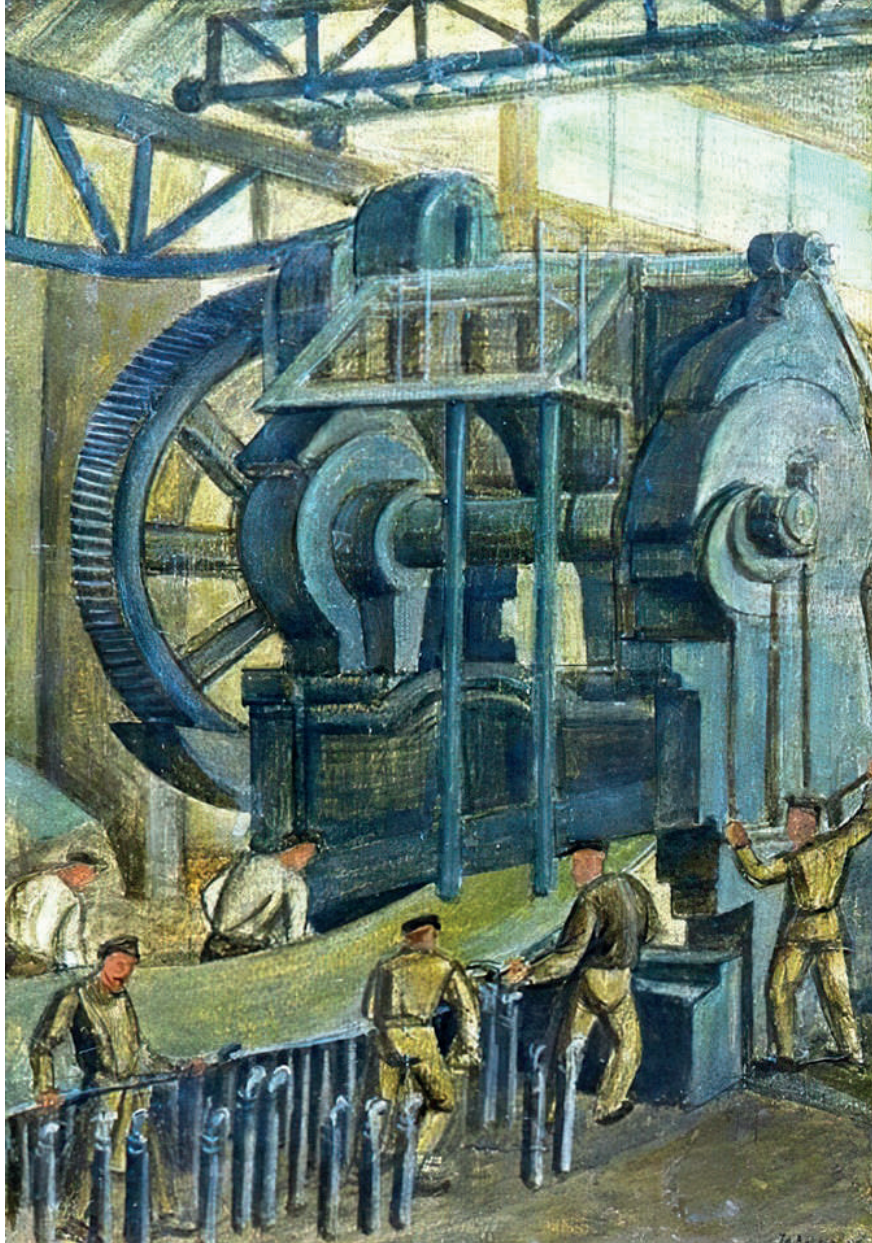


«Travailleurs de la sidérurgie»,
couverture du magazine littéraire et scientifique en langue ukrainienne *Zoria* («Aube»), novembre 1929.



Ivan Lypkivsky, *À l'usine*, RSS d'Ukraine, vers 1928.
(Ivan Lypkivsky a été exécuté en 1937.)





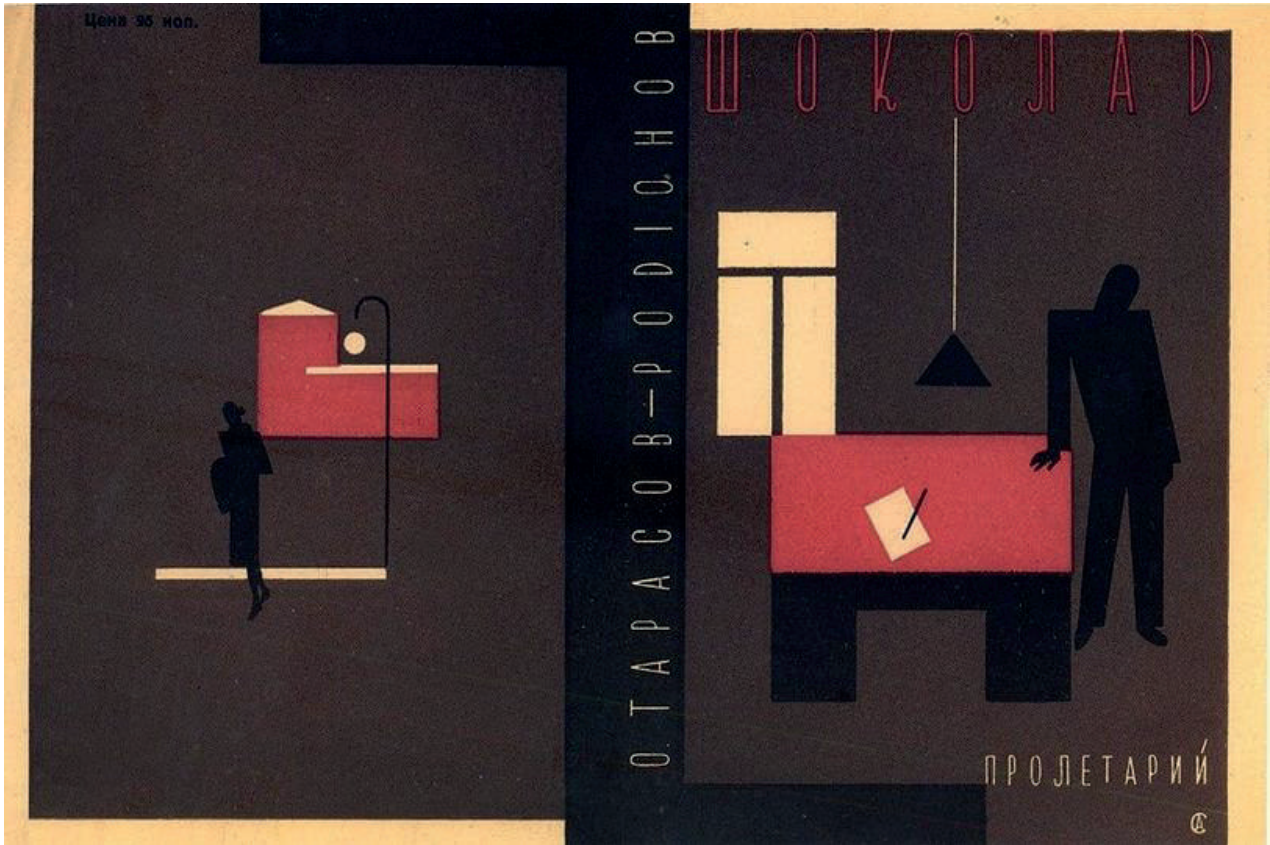
Ivan Lytkivsky, *Laminoin en acier*, RSS d'Ukraine, 1930.





Couverture de l'hebdomadaire littéraire en yiddish *Prolet* [Proletarien],
publié par l'association entièrement ukrainienne des écrivains prolétariens, Proletar Publishing House, Kharkiv,
RSS d'Ukraine, n° 3, 1928





Chocolat.

Couverture du livre d'Alexandr Tarasov-Rodionov conçu par Adolf Strakhov, Maison d'édition Proletar, Kharkiv, RSS d'Ukraine, 1928.



Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui arrêteront les blindés russes qui déferlent sur l'Ukraine.

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui arrêteront la main de fer qui s'abat sur les Russes qui s'opposent à la guerre de Vladimir Poutine.

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui mettront fin à la guerre contre la liberté de l'Ukraine, pas plus qu'ils ne mettront fin à la dictature des oligarques du Kremlin.

C'est la résistance populaire ukrainienne multiforme, les grains de sable que les démocrates de Russie et du Bélarus glisseront dans la machine de guerre russe et l'opinion publique mondiale qui arrêteront les chars de Vladimir Poutine.

Mais dans cette bataille pour l'indépendance et la liberté ukrainiennes, rappelons-nous le pouvoir des *samizdats* et l'effet corrosif qu'ils avaient eu sur la dictature stalinienne.

Les éditions Syllepse (Paris), Spartacus (Paris), Page 2 (Lausanne), M. Éditeur (Montréal) et Massari Editore



(Italie), les revues *New Politics* (New York), *Les Utopiques* (Paris) et *ContreTemps* (Paris) et *Utopia Rossa* (Rome), les sites *À l'encontre* (Lausanne) et *Europe solidaire sans frontières*, le Réseau syndical international de solidarité et de luttes, le Centre tricontinental (Louvain-la-Neuve) qui publie la revue *Alternatives Sud*, ainsi que le blog *Entre les lignes entre les mots* (Paris) s'associent pour donner la parole aux résistances populaires, aux oppositions russes et biélorusses à la guerre, au mouvement syndical et aux mouvements sociaux opposés à la guerre. Ce faisant, ce front éditorial ainsi constitué adresse un message aux soldats russes : « Crosse en l'air ».